



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. :
LIMITÉE

E/ECA/OAU/TRADE/1
2 mars 1983

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des Ministres africains du commerce
préparatoire à la sixième session de la CNUCED
24-26 février 1983, Libreville, Gabon

MEMORANDUM DE LIBREVILLE SUR LE COMMERCE
ET LE DEVELOPPEMENT

(L'AFRIQUE ET LA CNUCED VI)

26 février 1983

MEMORANDUM DE LIBREVILLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : DECLARATION

DEUXIEME PARTIE : QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE ET PROPOSITIONS PORTANT SUR LES POINTS 8 à 13 DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA SIXIEME SESSION DE LA CNUCED

1. La situation économique mondiale, plus particulièrement du point de vue du développement: modes d'approche, face à la crise économique mondiale actuelle et perspectives pour les années 80, y compris les questions, les politiques et les mesures se rapportant à la mise en place d'un nouvel ordre économique international (point 8 de l'ordre du jour)
2. Problèmes relatifs aux produits de base. Examen de la situation dans le domaine des produits de base. L'application du programme intégré pour les produits de base en ce qui concerne:
 - a) la stabilisation et le renforcement des marchés de produits;
 - b) la commercialisation, la transformation et la distribution, y compris le transport; et
 - c) le financement compensatoire des déficits des recettes d'exportation en vue de l'adoption de politiques visant à promouvoir le commerce et la valorisation des produits de base (point 9 de l'ordre du jour)
3. Problèmes dans le domaine du commerce international de biens et de services: protectionnisme et aménagements de structure; examen de l'incidence des principes, des politiques et des pratiques dans les relations commerciales internationales compte tenu de l'évolution récente, y compris de l'évolution dans d'autres instances internationales; politiques visant à intensifier le commerce et à promouvoir le développement, en particulier dans le cas des pays en développement (point 10 de l'ordre du jour)

4. Problèmes financiers et monétaires: évolution des questions monétaires et financières en rapport avec le commerce et le développement, plus spécialement des pays en développement; politiques visant à promouvoir l'expansion de tous les apports de ressources publiques et privées et, en particulier, à accroître l'apport net de ressources et à améliorer les conditions du transfert de ressources aux pays en développement et à faciliter l'ajustement des balances des paiements (point 11 de l'ordre du jour)
5. Progrès réalisés dans l'application du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés (point 12 de l'ordre du jour)
6. Activités de la CNUCED dans les domaines suivants:
 - a) technologie
 - b) transports maritimes
 - c) pays en développement sans littoral et pays en développement insulaires
 - d) les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents et tous les courants commerciaux qui en découlent
 - e) coopération économique entre pays en développement
 - f) assistance aux mouvements de libération nationale reconnus par des organisations intergouvernementales régionales
 - g) questions institutionnelles (point 13 de l'ordre du jour)

E/ECA/OAU/TRADE/1

PREMIERE PARTIE

DECLARATION

DECLARATION

Nous, Ministres africains, réunis à Libreville en vue d'arrêter dans l'unité et la solidarité notre position sur les questions dont sera saisie la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, prévue à Belgrade en juin 1983 et de la soumettre à la cinquième réunion ministérielle du Groupe des 77 devant se tenir à Buenos-Aires du 28 mars au 9 avril 1983;

Conscients de l'aggravation de la crise économique mondiale et de ses conséquences catastrophiques sur les pays africains, de l'effondrement des prix des produits de base, de la désorganisation du système monétaire international, de la montée du protectionnisme et de l'endettement extérieur dont les pays en développement en particulier sont les victimes;

Constatant que ces déséquilibres étroitement liés et provenant de causes structurelles, ont compromis ou arrêté le processus de développement dans de nombreux pays africains, notamment les moins avancés parmi eux;

Résolus à oeuvrer en vue d'une restructuration de l' économie mondiale pour laquelle il faut une approche globale et intégrée des problèmes, la mise en oeuvre de politiques compatibles entre elles, et des solutions novatrices et plus audacieuses conformément aux dispositions de la Charte d'Alger, de façon à instaurer le nouvel ordre économique international;

Soucieux à cette fin de promouvoir et de raffermir la coopération entre pays en développement, dans l'esprit du Programme d'action d'Arusha sur l'autonomie collective et du Programme d'action de Caracas, sur la coopération économique entre pays en développement.

Rappelant les dispositions du Plan d'Action de Lagos relatives au développement de la coopération intra-africaine et au renforcement de l'autonomie collective de l'Afrique;

Convaincus de la nécessité, d'une part, de renforcer la solidarité et l'unité d'action des pays membres du Groupe des 77 devant l'impasse où se trouvent les négociations économiques internationales, et d'autre part, de relancer un dialogue véritable;

Renouvelons notre foi en la coopération internationale ainsi que notre engagement solidaire à sauvegarder dans l'interdépendance l'intérêt commun des nations;

Lançons un pressant appel aux pays développés afin qu'ils s'associent à l'effort commun visant à relever les défis lancés à l'humanité;

Avons à cette fin adopté le mémorandum de Libreville dont la présente Déclaration fait partie intégrante.

DEUXIEME PARTIE

QUESTIONS DE POLITIQUE GENERALE
PORTANT SUR LES POINTS 8 A 13 DE L'ORDRE DU JOUR PROVISoire
DE LA SIXIEME SESSION DE LA CNUCED

LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE, PLUS PARTICULIEREMENT DU POINT DE VUE DU DEVELOPPEMENT: MODES D'APPROCHE, FACE A LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE ACTUELLE ET PERSPECTIVES POUR LES ANNEES 80, Y COMPRIS LES QUESTIONS, LES POLITIQUES ET LES MESURES SE RAPPORTANT A LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL (point 8 de l'ordre du jour)

1. L'économie mondiale est plongée dans la crise la plus profonde et la plus généralisée qu'elle ait connue depuis le début des années 30. La dimension internationale des effets de cette crise se traduit par des conséquences surtout dévastatrices pour les pays en développement, particulièrement les pays africains, dont elle a gravement compromis les perspectives de croissance et de développement. C'est ainsi que l'Afrique qui comptait en 1981 vingt-et-un pays dans la catégorie des pays les moins avancés en dénombre vingt-six en 1982; le revenu par habitant dans presque tous les pays africains en développement a chuté ces dernières années et continue de baisser.
2. La crise dont les causes sont extérieures à notre continent et échappent au contrôle des pays en développement procède d'insuffisances fondamentales et du mauvais fonctionnement d'un système économique mondial qui ne répond plus aux exigences d'une croissance soutenue, notamment aux besoins de développement des pays en développement. L'inflation, les désordres monétaires ayant leur origine dans les pays développés, les politiques et pratiques des sociétés transnationales et l'écart technologique grandissant entre les pays développés et ceux en développement ont tous contribué à la crise qui a été aggravée par les politiques en matière de prêt des institutions financières internationales, les insuffisances des réglementations commerciales et la montée du protectionnisme dans les pays développés, les insuffisances des accords internationaux de produit, l'absence de mesures efficaces dans le domaine des produits de base et les restrictions en ce qui concerne l'acquisition d'une technologie adaptée aux besoins des pays en développement.
3. La crise n'est ni conjoncturelle ni cyclique, elle provient de lacunes structurelles dans les domaines interdépendants que sont les produits de base, le commerce, la monnaie et les finances. La crise a des conséquences graves sur la

balance des paiements des pays en développement. L'évolution de la balance des paiements des pays en développement au cours des dix dernières années a été déterminée par une série de perturbations importantes dont la baisse soudaine et considérable des cours des produits commercialisés, en particulier des produits primaires, l'augmentation brusque des taux d'intérêt qui a alourdi le service de la dette, les fluctuations des taux de change et l'irrégularité des flux de capitaux. L'effondrement du pouvoir d'achat de leurs produits d'exportation a été aggravé par la montée du protectionnisme dans les pays qui sont leurs principaux marchés, les pays développés.

4. Devant la détérioration de la situation économique en Afrique et dans d'autres pays en développement et les contraintes considérables exercées sur la balance des paiements et les budgets, les gouvernements se voient obligés de réduire les importations des biens d'équipement essentiels, d'annuler des projets de développement et de réduire les dépenses consacrées à des services essentiels dans les domaines de la santé, de l'éducation et d'autres secteurs publics. Les conséquences sur le plan économique et social ne se traduiront pas seulement par un an ou deux de retard. Etant donné le niveau de vie peu élevé de la majorité des populations des pays en développement, un tel retard compromettra leur bien-être à un point tel qu'il ne sera pas facile de remédier à la crise dans un avenir immédiat.

5. Compte tenu de la situation actuelle dans les domaines de la production, du commerce et du niveau de la demande, l'économie mondiale se trouve dans une grave crise qui durera encore longtemps. Les conséquences d'une telle situation seraient incalculables pour les pays en développement. En effet, elle entraînerait pour ces pays, et notamment les moins avancés parmi eux, l'effondrement de leurs programmes de développement et contrarierait leur aspiration à participer de façon plus active à la production et au commerce mondiaux.

6. Tandis que l'environnement économique mondial se dégrade de plus en plus faisant reposer le poids des aménagements de structure sur les pays les plus pauvres en particulier, le système monétaire et financier international n'a pas pu réduire les effets de la détérioration de la situation extérieure sur l'économie des pays en développement en ne mettant pas à leur disposition des ressources supplémentaires et du financement nécessaires pour la transformation dynamique de leurs économies.

De même, la structure des marchés des produits de base a aggravé les effets néfastes de la baisse de la demande car elle a fait tomber les cours des produits de base à un niveau jamais enregistré. Le système commercial n'inspire plus confiance à cause des politiques de restriction des importations adoptées par les pays développés, ce qui rend les aménagements plus difficile et plus coûteux.

7. Il existe des relations internes étroites entre les divers éléments de l'économie mondiale, à savoir les cours des produits de base, le commerce international, les questions monétaires et financières, la technologie et le développement, tout comme il existe une interdépendance étroite entre les économies des différents groupes de pays. De ce fait, toute solution partielle ne pourra être ni valable, insuffisante. On doit recourir à un ensemble de mesures politiques cohérentes et complémentaires dans chacun de ces domaines. En outre, on ne peut résoudre les problèmes actuels des pays développés sans tenir compte des impératifs de développement des pays en développement. Le rôle que jouent les pays en développement dans le commerce international et qui a permis d'atténuer la gravité de la récession dans les pays développés souligne clairement l'importance de ces pays en tant que marchés pour les produits manufacturés des pays développés et à quel point ces derniers sont tributaires de la reprise de l'activité économique dans les pays en développement. En plus du fait qu'ils sont des exportateurs de produits vitaux pour la santé de l'économie mondiale, ils sont devenus une force considérable dans les marchés financiers internationaux. Dès lors, on ne peut plus considérer que les pays en développement sont en marge de l'économie mondiale. En fait, il faut reconnaître que ce sont des partenaires commerciaux et financiers importants dans le développement mondial et en tenir pleinement compte.

8. Ainsi toute idée selon laquelle les pays en développement devraient se contenter des retombées de la reprise économique dans le monde développé est manifestement erronée. De même tout ensemble de mesures cherchant à résoudre la crise actuelle au moyen de solutions à court terme serait inadéquat. La situation exige un ensemble cohérent de politiques internationales portant aussi bien sur les problèmes conjoncturels à court terme que sur les problèmes structurels à long terme. Une volonté politique plus concrète de la part des pays développés accélérerait le processus de redressement économique et de développement.

9. La crise économique actuelle revêt des dimensions critiques et alarmantes. Il est nécessaire de lancer un programme pour le redressement économique mondial et le développement. Un tel programme devrait tenir compte du caractère interdépendant de la situation économique internationale actuelle, en particulier des liens étroits qui existent entre les problèmes touchant aux domaines du commerce, des questions monétaires et financières, du transfert de technologie et du développement. Compte tenu du caractère structurel et général de la crise actuelle, on devrait reconnaître que le processus du développement et les changements structurels qui doivent l'accompagner, y compris la réforme fondamentale du cadre institutionnel qui gouverne les relations économiques internationales doivent constituer le thème central d'un programme de redressement économique mondial et le développement. Les institutions établies à Bretton Woods ne répondent plus aux exigences du développement mondial d'une manière compatible avec les objectifs du nouvel ordre économique international. Elles doivent être revues et restructurées de manière fondamentale afin de refléter plus objectivement les réalités économiques et politiques actuelles dans le monde.

10. A cet effet, la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait adopter des mesures en vue de lancer un programme mondial pour le redressement économique, la croissance et le développement soutenus comprenant, d'une part, des mesures d'urgence pour redresser la situation immédiate notamment dans les pays africains et les pays les moins avancés, et d'autre part, des mesures à moyen et long termes visant la réforme structurelle de l'économie mondiale.

11. La Conférence devrait décider de la convocation d'une session annuelle du Conseil du Commerce et du Développement au niveau ministériel:

a) pour examiner la situation économique mondiale et tenir des consultations sur ce sujet;

b) pour accorder une attention particulière à l'impact sur le commerce et le développement des pays en développement, particulièrement

les moins avancés parmi eux, des principes, politiques et pratiques

dans les domaines inter-reliés du commerce international, de la

monnaie et des finances, et du développement; et

- c) pour faire des propositions pour que les principes et politiques appliqués soient efficaces et conformes aux objectifs de l'économie mondiale dans les domaines de la croissance, de l'emploi et du développement, en particulier ceux des pays en développement.

12. Il est proposé de convoquer une conférence mondiale qui regrouperait : les gouvernements; les organisations internationales, inter-gouvernementales et non-gouvernementales; les organisations syndicales mondiales et les sociétés transnationales.

13. Les éléments essentiels pour le redressement économique, et une croissance et un développement soutenus, sont présentés plus en détail, dans les sections suivantes du Mémoire de Libreville.

PROBLEMES RELATIFS AUX PRODUITS DE BASE. EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE DOMAINE DES PRODUITS DE BASE. L'APPLICATION DU PROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUITS DE BASE EN CE QUI CONCERNE:

- a) la stabilisation et le renforcement des marchés de produits;
- b) la commercialisation, la transformation et la distribution, y compris le transport; et
- c) le financement compensatoire des déficits de recettes d'exportation;

en vue de l'adoption de politiques visant à promouvoir le commerce et la valorisation des produits de base (point 9 de l'ordre du jour)

I. La situation dans le domaine du commerce des produits de base

14. L'un des traits saillants de l'aggravation de la crise économique mondiale a été l'effondrement des prix des produits de base à partir de la fin de 1980. En chiffres réels, les prix des produits de base sont aujourd'hui à leur niveau le plus bas depuis un demi-siècle. Toujours en valeur réelle, ils ont baissé de 13% en 1981 et de 17% encore durant les trois premiers trimestres de 1982. Cette crise des produits de base s'explique principalement par le fait que la demande de ces produits est demeurée stationnaire ou a même fléchi dans les pays développés. Ce fléchissement de la demande était lui-même imputable à la stagnation, voire à la diminution, de la production à prix constants dans les pays développés, conjuguée avec le tassement des stocks entraîné par des taux d'intérêt exceptionnellement élevés, l'élimination constante de produits naturels par des produits synthétiques et le relèvement du coefficient d'auto-suffisance dans les pays développés à la suite de l'accroissement des subventions à la production intérieure de produits de base agricoles.

15. De nombreux pays en développement, et notamment les pays africains, restent fortement tributaires de leurs exportations de produits de base pour leurs gains en devises (en 1981, les recettes tirées de l'exportation des produits primaires - pétrole non compris - ont représenté plus de 50% des recettes totales d'exportation pour 74 pays en développement, dont 38 pays africains); en conséquence, l'effet de ces baisses de prix a été une très forte érosion du pouvoir d'achat des recettes d'exportation des pays en question. Cette sérieuse érosion du pouvoir

d'achat des recettes tirées de l'exportation des produits de base a donc de très graves répercussions sur les perspectives de développement économique des pays en développement. Au surplus, il faut apparemment s'attendre à ce que la demande de produits primaires exportés par les pays en développement marque le pas ou même se contracte pendant le reste de la décennie.

II. Mise en oeuvre du PIPB

16. Dans les années 70, le secteur des produits de base était au centre des préoccupations lors des réunions consacrées aux relations économiques internationales. La question a retenu l'attention à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Nairobi, où fut adoptée, en mai 1976, la résolution 93 (IV) contenant le programme intégré pour les produits de base. Trois ans plus tard, à Manille, la Conférence a adopté en la matière de nouvelles résolutions (124(V) et 125(V)) reprenant plus en détail certaines des propositions formulées dans la résolution de Nairobi, en particulier celles qui visaient la mise en place d'un cadre de coopération internationale pour la transformation, la commercialisation, le transport et la distribution, et soulignant aussi la nécessité de créer un mécanisme de financement complémentaire.

17. En dépit des nombreuses résolutions adoptées au sujet des produits de base, les progrès effectifs dans ce domaine ont été très lents. La recherche d'un dispositif sur lequel asseoir l'organisation et la réglementation du commerce des produits de base n'a jamais véritablement débouché sur des résultats concrets. Il paraît à peu près hors de doute que si le réseau d'accords de produit envisagé par la résolution 93(IV) avait été en place et avait pu servir à corriger les effets négatifs du jeu désordonné des forces du marché, la situation ne serait pas aujourd'hui aussi grave qu'elle l'est. Les marchés des produits de base restent fortement exposés aux effets de brusques variations de la demande et de l'offre qui entraînent des fluctuations disproportionnées au niveau des prix.

a) Stabilisation et consolidation des marchés des produits de base

18. Depuis 1976, la question de la stabilisation et de la consolidation des marchés des produits de base est abordée par le biais de négociations visant la création et la mise en route du Fonds Commun pour les produits de base, ainsi que la conclusion

d'accords internationaux de produits prévoyant des fourchettes de prix fixées d'un commun accord. L'heureux dénouement, le 27 juin 1980, des négociations en vue de la création du Fonds commun pour les produits de base a marqué une étape positive des efforts déployés, au niveau international, en vue de l'application du Programme intégré pour les produits de base. Mais les travaux préparatoires pour la mise en route effective du Fonds commun ont été retardés, tant par la lenteur des progrès réalisés en ce qui concerne la ratification de l'Accord que par l'attitude de quelques pays développés cherchant à interpréter l'Accord de façon trop restrictive.

19. Le 1er février 1983, 92 pays (représentant 74% du capital) avaient signé l'Accord mais 41 pays seulement (représentant 32% du capital) l'avaient ratifié; or, pour entrer en vigueur, l'Accord doit avoir été ratifié par un minimum de 90 pays représentant au moins les deux tiers du capital. Tous les pays développés à économie de marché membres du Groupe B (sauf l'Islande) ont signé l'Accord, et près de la moitié d'entre eux (10) l'ont déjà ratifié. La Chine a, pour sa part, signé et ratifié l'Accord. Aucun des pays socialistes d'Europe orientale n'a même seulement signé l'Accord. En ce qui concerne le Groupe des 77, l'Accord n'a été signé que par 68 pays, c'est-à-dire la moitié environ des membres, et ratifié par 30 d'entre eux, soit un membre sur 4. Plus de la moitié de ces pays en développement sont africains. En effet, 37 pays africains avaient signé l'Accord et 13 parmi eux l'avaient ratifié. Il est particulièrement inquiétant de constater que la plupart de ceux des pays membres du Groupe des 77 auxquels le paiement de leur souscription au capital du Fonds ne pose aucune difficulté financière n'ont pas encore ratifié l'Accord. Il est préoccupant de constater le nombre limité de pays des autres régions du Groupe de 77 qui, à ce jour, ont ratifié l'Accord.

20. Quelques pays développés ont retardé la progression des travaux, tant au sein de la Commission préparatoire pour la mise en route effective du Fonds que lors des réunions préparatoires tenues sous les auspices de la CNUCED, dans le cadre du PIPB, en essayant maintes fois de rétrécir le champ d'application de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base. Ces pays veulent, par exemple, exclure le financement de projets nationaux et des investissements sur le deuxième compte, alors même qu'aux termes de l'Accord, les pays membres peuvent bénéficier individuellement de dons ou prêts du Fonds imputés sur les ressources du deuxième compte, le rôle de financement du Fonds n'étant pas limité aux activités de préinvestissement.

21. Le retard apporté à la mise en route du Fonds a deux conséquences fâcheuses: d'une part les ressources financières déjà engagées restent immobilisées; d'autre part, le nombre relativement peu élevé de ratifications émanant de pays en développement affaiblira la position de ces pays dans toute négociation internationale future intéressant les produits de base et, en particulier, à la sixième session de la Conférence.

22. Bien qu'on soit parvenu à renégocier tous les accords internationaux de produit qui existaient avant 1976, à l'exception de l'Accord international sur le blé, et à négocier de nouveaux accords sur le caoutchouc naturel et le jute, l'efficacité des accords renégociés et des nouveaux accords pâtit considérablement de plusieurs lacunes:

- i) Il n'a pas été possible de renégocier même un seul nouvel accord multi-dimensionnel de produit comportant à la fois des mesures de stabilisation des prix et des mesures de recherche-développement
- ii) Quelques accords internationaux de produit comportant des dispositions relatives aux prix reposent sur des mesures de stabilisation des prix qui sont moins efficaces que ce n'était le cas dans les accords précédents, puisqu'elles reposent uniquement sur un mécanisme de stock régulateur contrairement à ce qui se passait dans les accords précédents qui comportaient un système de contingents d'exportation complété par un mécanisme de stock régulateur;
- iii) Certains accords de produit comportant des dispositions en matière de prix prévoient une nouvelle disposition négative: un mécanisme d'ajustement semi-automatique en baisse des niveaux de prix convenus;
- iv) Dans quelques cas, les principaux pays producteurs et/ou consommateurs ont décidé de ne pas adhérer aux nouveaux accords de produit, bien qu'ils aient participé aux renégociations, et ils ont parfois pris des mesures qui gênent le bon fonctionnement des accords, comme le montrent les ventes d'étain effectuées par les Etats-Unis sur leur stock stratégique et les exportations de sucre subventionnées par la Communauté économique européenne.

23. A part les deux nouveaux accords internationaux de produit négociés pour le caoutchouc naturel et le jute, les perspectives de voir prochainement aboutir les négociations sur de nouveaux accords ne sont favorables que pour deux autres produits: le thé (accord comportant des dispositions relatives aux prix) et les bois tropicaux (accord ne comportant que des mesures à long terme de recherche-développement). Pour trois autres produits, les travaux sont déjà achevés ou vont l'être bientôt, mais n'ont donné que des résultats modestes dans quelques domaines particuliers comme la recherche-développement (pour l'arachide et la noix de coco et les produits dérivés: la viande; et la banane). Les travaux avancent très lentement et aucun résultat appréciable n'est escompté dans l'immédiat pour quatre autres produits: le manganèse, la bauxite, le minerai de fer et le tungstène. Les discussions pour la conclusion de nouveaux accords sont dans l'impasse pour trois autres produits importants (cuivre, coton et fibres dures) en raison de la position négative adoptée par les principaux pays développés. Enfin, en ce qui concerne les phosphates, les deux réunions préparatoires qui ont eu lieu n'ont abouti à aucun résultat concret.
24. Quelques pays développés se sont montrés peu disposés à engager des discussions et des négociations utiles sur d'autres produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays en développement mais qui ne figurent pas sur la liste indicative de la résolution 93(IV). Ces pays ont également continué de s'opposer à ce que certains produits transformés soient inclus parmi les produits visés par les mesures internationales en cours de discussion ou de négociation.
25. La réserve de certains grands pays développés qui hésitent à négocier des accords de produit assortis de mesures internationales efficaces pour réglementer les marchés et stabiliser les prix des produits de base exportés par les pays en développement forme un contraste frappant avec leurs politiques agricoles nationales qui visent à stabiliser les prix et les revenus de leurs agriculteurs, même si cela conduit à des distorsions sur les marchés internationaux au détriment des pays en développement et le contraste n'est pas moins net avec les mesures qu'ils ont récemment adoptées pour créer ou accroître des stocks économiques de minéraux importants qui sont essentiellement importés à partir des pays en développement. Les ventes de matériaux

faisant suite à des modifications des objectifs des stocks stratégiques ou économiques nationaux peuvent être extrêmement dommageables. Le risque de perturbation pourrait encore s'aggraver si les stocks nationaux continuaient de croître en nombre et en volume. Des discussions sur les stocks nationaux ont été engagées à l'OCDE et se poursuivent en l'absence des pays en développement. Etant donné le risque de dislocation résultant des opérations sur stocks nationaux et l'intérêt qu'il y a à permettre aux pays exportateurs d'exprimer leurs vues dans toute négociation, et étant donné également l'écho manifestement rencontré par les propositions concernant la création de stocks nationaux dans plusieurs pays, il semble qu'une action d'une grande utilité puisse être entreprise à la CNUCED afin de contrecarrer les effets nuisibles résultant de la création ou de l'existence de stocks nationaux.

26. La Conférence de Buenos Aires pourrait envisager d'adopter les propositions suivantes:

1) Fonds Commun

- Inviter avec insistance tous les pays en développement qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier sans plus de retard et si possible avant le 31 mai 1983, c'est-à-dire avant la sixième session de la Conférence, l'Accord portant création du Fonds Commun pour les produits de base.
- Prier instamment les pays les moins avancés et autres pays en développement, pour qui les Etats membres de l'OPEP ont offert de payer leurs souscriptions totales au capital du Fonds commun, qui n'ont pas encore ratifié l'Accord de le faire sans plus de retard.
- Prier instamment en particulier les principaux exportateurs mondiaux de produits de base parmi les pays en développement qui n'ont pas encore ratifié l'Accord de compléter sans délai les procédures à cet égard.

- Prier instamment les pays développés à économie de marché et les pays socialistes de l'Europe de l'Est qui n'ont pas encore ratifié l'Accord de donner un engagement ferme lors de la sixième CNUCED de le ratifier sans plus de retard.
- Demander que la date du 1er janvier 1984 soit fixée pour le commencement des opérations du Fonds. A cet égard, le délai pour la signature et la ratification de l'Accord, qui a déjà été prolongé de dix-huit mois jusqu'au 30 septembre 1983, devrait être prolongé une deuxième fois jusqu'au 31 décembre 1983 au plus tard.
- En attendant le commencement des opérations du Fonds Commun, demander que des ressources soient offertes sous forme de dons à travers le PNUD et d'autres canaux multilatéraux ou bilatéraux pour l'élaboration des propositions résumées de projets contenues dans les programmes sur les autres mesures qui ont déjà été approuvées par des réunions intergouvernementales dans le cadre du PIPB pour être soumis au Deuxième Compte du Fonds Commun (en particulier en ce qui concerne les arachides et les produits de l'arachide; la noix de coco et les produits de coco; les bois tropicaux; la viande; les bananes et les fibres dures).
- Etudier les moyens de fournir les ressources financières nécessaires pour le paiement de la totalité de leurs souscriptions en capital au Fonds aux trois nouveaux pays désignés comme pays les moins avancés, ainsi qu'aux autres pays en développement se trouvant dans une situation analogue qui ne figurent pas sur la liste des 35 pays en développement bénéficiaires de l'offre de l'OPEP.
- Prier instamment aussi bien les pays développés que les pays en développement qui n'ont pas encore annoncé de contributions spécifiques au deuxième compte du Fonds commun de le faire le plus rapidement possible afin d'atteindre l'objectif fixé pour les contributions volontaires.
- Réaffirmer que le financement des projets nationaux et des investissements au moyen des ressources du deuxième compte du Fonds commun doit être un important aspect des accords ou arrangements internationaux de produit et des activités des organismes internationaux de produit, conformément au paragraphe 3 c) de l'article 13 de l'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base.

2) Négociations sur les produits

- Prier instamment les gouvernements de réaffirmer leurs engagements consécutifs à l'adoption de la résolution 93(IV) sur le Programme intégré pour les produits de base, et en particulier de réitérer leur engagement ferme sur tous les objectifs et toutes les mesures du PIPB en faveur de tous les produits de base qui présentent un intérêt pour les pays en développement exportateurs, y compris les produits figurant sur la liste indicative de la résolution 93(IV) et d'autres produits (tels que les cuirs et peaux; le sésame et le sorgho) qui pourraient être proposés par les pays en développement en vue d'une action au niveau international.
- Demander que des conférences de négociation soient convoquées sans plus de retard en ce qui concerne le coton, le cuivre, les fibres dures et autres produits ayant fait l'objet d'un travail préparatoire suffisant, afin que soient rapidement conclus pour ces produits des accords internationaux multi-dimensionnels comportant à la fois des dispositions relatives aux prix et des mesures à long terme de recherche-développement.
- Prier instamment tous les pays de participer, comme producteurs ou comme consommateurs, à toutes les négociations sur les différents produits de base en ayant présent à l'esprit l'équilibre global des avantages qu'ils peuvent escompter de l'ensemble du programme intégré.
- Prier instamment les pays en développement de renforcer leur coopération mutuelle dans le secteur des produits de base afin de dégager des propositions communes en vue d'une action internationale. En même temps, il faudrait prendre des mesures pour accroître la demande sur les marchés offrant des possibilités d'expansion dynamique situés dans les pays en développement eux-mêmes. Des mesures spéciales comme les régimes commerciaux spéciaux et les programmes de promotion des échanges devraient être adoptées pour accélérer la croissance de la demande dans les pays en développement au-delà de ce qui pourrait être obtenu par le seul jeu des forces du marché.

- Demander l'application de mesures efficaces de régulation de l'offre dans le cadre des accords de produit existants ou dans le cadre d'arrangements internationaux intérimaires ad hoc pour les produits ne faisant pas l'objet d'accords internationaux de produit, tout en poursuivant la négociation d'accords en bonne et due forme pour ces produits, de manière à stabiliser les prix des produits exportés par les pays en développement à un niveau rémunérateur. A cette fin, le Fonds commun devrait mobiliser des ressources financières pour faire face aux besoins de ces arrangements intérimaires.
- Demander que des dispositions soient prises pour entreprendre à la CNUCED, à l'échelon intergouvernemental et à un niveau politique élevé, en étroite coopération avec les Conseils des accords internationaux de produits intéressés, une étude du fonctionnement des accords internationaux de produit existants, afin de dégager d'éventuelles directives générales qui permettent d'accroître l'efficacité des accords de produit.
- Prier instamment les gouvernements membres des AIPs existants (en particulier sur le cacao, le café, le sucre et l'huile d'olive) de prendre les mesures nécessaires, conformément aux procédures de ces AIPs, pour inclure d'autres mesures appropriées du PIPB en vue d'utiliser les ressources financières disponibles à travers le Deuxième Compte du Fonds Commun, ainsi que d'autres sources de financement internationales, régionales ou bilatérales.
- Demander que des ressources additionnelles soient offertes sous forme de dons à travers le PNUD et d'autres canaux multilatéraux (ou bilatéraux) pour le financement d'activités (telles que les réunions entre pays producteurs) visant à coordonner et à harmoniser les positions des pays producteurs dans toutes les négociations internationales sur les produits de base, activités qui font intégralement partie des négociations du PIPB.
- Demander l'établissement, sur la base de la décision 4(V) approuvée par la Commission des produits de base le 17 juillet 1970, et l'adoption d'un ensemble de directives plus détaillé et plus précis ou d'un code de conduite concernant les opérations des stocks nationaux, y compris la mise en place d'arrangements appropriés dans le cadre de la CNUCED pour la surveillance de ces opérations.

- Prier instamment tous les gouvernements de reprendre immédiatement les négociations engagées dans le cadre de la "Conférence des Nations Unies pour la négociation d'un arrangement international destiné à remplacer l'Accord international de 1971 sur le blé, tel qu'il a été prorogé, en vue de conclure, le plus tôt possible et en tout cas avant le 30 juin 1974, un nouvel accord international sur le blé contenant (ainsi qu'il a été proposé lors de la conférence de négociation en 1972-1979) des dispositions économiques de fond qui permettent d'assurer la stabilité des marchés et prix mondiaux et contribuent à accroître la sécurité alimentaire mondiale et renfermant aussi des dispositions spéciales propres à donner aux pays en développement, en tant qu'exportateurs et importateurs, la possibilité de participer pleinement à l'accord, sur une base équitable.

b) Transformation, commercialisation, transport et distribution

27. Les progrès ont été très lents aussi dans la mise en oeuvre d'autres éléments du programme intégré au sujet desquels des propositions plus détaillées ont été retenues dans la résolution 124(V) de Manille, à savoir la création de cadres de coopération internationale dans le domaine de la transformation locale et dans celui de la commercialisation et de la distribution des produits de base exportés par les pays en développement.

28. Un certain nombre d'études portant sur la transformation et/ou la commercialisation de divers produits de base ont été établies par le secrétariat de la CNUCED et soumises au Sous-Comité permanent des produits de base pour qu'il les examine. Des études sont actuellement disponibles au sujet de la plupart des principaux produits de base dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement (cacao, bananes, tabac, coton, cuirs et peaux, bauxite, café, cuivre, fibres dures, jute, manganèse, phosphates, sucre et thé), et elles constituent une base adéquate permettant d'en arriver à la préparation et à la négociation des projets de cadres de coopération dans les domaines de la transformation, de la commercialisation et de la distribution.

29. La Conférence de Buenos Aires pourrait envisager d'adopter les propositions ci-après:

- Demander que l'on passe au stade de la négociation dans le cas des éléments des cadres de coopération internationale pour lesquels des propositions sont apparues négociables dans les domaines de la transformation et de la commercialisation, du transport et de la distribution, en particulier les suivants:

1) Transformation

- i) Engagements spécifiques propres à faciliter le redéploiement des capacités de production: objectifs précis en ce qui concerne la composition des importations de produits de base, sous la forme de parts minimales d'importations de produits transformés; arrangements internationaux visant à réduire sur une base collective le coût de l'acquisition, par les pays en développement, de la technologie nécessaire pour la transformation locale.
- ii) Libéralisation de l'accès aux marchés: élimination de tous les droits de douane et droits internes frappant encore les produits de base importés des pays en développement, ainsi que de toutes autres interdictions et restrictions; en particulier, élimination immédiate de toutes les formes de progressivité des droits de douane qui affectent les exportations de produits semi-transformés et transformés provenant des pays en développement; fixation d'un calendrier pour l'élimination progressive des restrictions internationales et bilatérales "volontaires" à l'exportation, des arrangements de commercialisation ordonnée et des arrangements analogues restreignant les importations de produits transformés en provenance des pays en développement; amélioration sensible du SGP.
- iii) Assistance technique et financière adéquate pour développer la transformation de produits primaires dans les pays en développement. Plus précisément: a) renforcement de la base de capitaux dont disposent les institutions financières internationales; b) mise en place d'un mécanisme spécial de financement pour la transformation des ressources

naturelles, en particulier des minéraux et des métaux, qu'il pourrait être difficile d'inclure dans le champ d'activité des institutions financières internationales existantes; c) facilités financières accrues pour les pays en développement plus pauvres et relativement petits qui sont riches en ressources naturelles mais ne sont pas en mesure d'élaborer de leur propre initiative des projets réalisables et de mobiliser des capitaux privés.

2) Commercialisation, transport et distribution

- i) Amélioration de la transparence des marchés par l'adoption de mesures pratiques et administratives permettant de rassembler et de diffuser des renseignements sur une base non discriminatoire, avec en particulier accès des pays en développement aux courants transfrontières de données.
- ii) Appui technique et financier accru pour la mise en place de systèmes nationaux de commercialisation et de distribution dans les pays en développement, y compris la création et le renforcement de bourses de commerce dans ces pays.
- iii) Arrangements concernant la mise au point de clauses types ou de clauses de référence pour la vente et l'achat de produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour les pays en développement, y compris d'un système permettant d'évaluer l'usage qui est fait des contrats de produit dans le commerce international.
- iv) Accord sur des dispositions adéquates permettant d'assurer la participation des pays en développement exportateurs intéressés à la la gestion des bourses de commerce où se vendent leurs produits d'exportation, en vue notamment de contrôler les activités spéculatives sur ces marchés et de s'assurer que les règlements les régissant ne sont pas modifiés de manière unilatérale à l'encontre des intérêts fondamentaux des pays en développement exportateurs.

v) Participation accrue des pays en développement au transport maritime de leurs produits bruts, semi-transformés et transformés, avec possibilité notamment, de disposer de moyens financiers adéquats à cet égard.

- Demander instamment que tous les engagements ci-dessus soient dans les cas appropriés, négociés et mis en oeuvre simultanément dans le cadre des négociations relatives à tel ou tel produit et dans le cadre des négociations globales.

c) Financement compensatoire des pertes de recettes d'exportation

30. L'action menée sur le plan du financement compensatoire vient en complément de la stabilisation des prix, dans la mesure où elle concerne des produits de base pour lesquels la constitution d'un stock régulateur n'a pas suffi et où elle vise à compenser des fluctuations de recettes qui sont imputables aux variations des contingents et non à celles des prix. Cette question a été fréquemment discutée au sein de la CNUCED depuis la première Conférence de 1964, et plus particulièrement à la quatrième session, en 1976, et en plus grand détail encore à la cinquième session, en 1979, où dans sa résolution 125(V) la Conférence a demandé que la CNUCED fasse une étude détaillée au sujet d'une facilité complémentaire devant s'ajouter à l'amélioration du mécanisme de financement compensatoire du FMI. Le Comité du développement BIRD/FMI était en fait convenu en septembre 1979 de revoir la question de la stabilisation des recettes d'exportation à la lumière, notamment, de cette étude complémentaire du secrétariat de la CNUCED, et il avait décidé en septembre 1980 de continuer à examiner, sur la base de cette étude, la question du programme de stabilisation des recettes d'exportation. Cette question a été également débattue longuement à la Commission des produits de base. Depuis lors, il est apparu que le problème avait pris la dimension d'une véritable crise, eu égard aux pertes de recettes d'exportation que les pays en développement ont subies tant en 1981 qu'en 1982.

31. La Conférence de Buenos Aires pourrait envisager d'adopter les propositions ci-après:

- Demander l'adoption, à la sixième session de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement, d'une décision visant à faire démarrer immédiatement les négociations concernant la mise en place d'une facilité complémentaire pour la compensation des déficits de recettes d'exportation imputables à tel ou tel produit de base, y compris la conclusion d'un accord sur un mécanisme intergouvernemental approprié pour la négociation de la facilité complémentaire ainsi envisagée.
- En attendant l'aboutissement des négociations ci-dessus, demander qu'un appui immédiat soit fourni par les différents moyens suivants:
 - i) Elargissement sensible et libéralisation du mécanisme de financement compensatoire du FMI visant à mettre à la disposition des pays en développement un financement à un niveau adéquat et sujet à des conditions d'accès assouplies pour répondre effectivement à leurs besoins.
 - ii) Arrangements spéciaux en faveur des pays les moins avancés, dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire, avec compensation intégrale de leurs pertes de recettes, bonifications d'intérêts, conditions d'accès assouplies et délai de remboursement plus long.
 - iii) Effort proportionné des pays socialistes d'Europe orientale par l'établissement d'une facilité spéciale au sein de la Banque internationale d'investissement ou de la Banque internationale de coopération économique pour l'aide au titre des déficits des recettes que les pays en développement tirent de l'exportation de produits de base vers ces pays.

QUESTIONS RELATIVES AU COMMERCE INTERNATIONAL DES BIENS ET DES SERVICES
(Point 10 de l'ordre du jour)

32. La crise économique mondiale touche tous les groupes de pays et est particulièrement catastrophique pour le commerce des pays en développement. Elle procède en partie de l'inadaptation du système commercial international comme en témoigne la crise de confiance que suscite le système actuel de relations commerciales internationales.

33. L'incapacité du système commercial de résoudre la crise qu'il traverse a été reconnue par la deuxième Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA dans le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique d'ici l'an 2000. Le Plan préconise en particulier des mesures visant à "établir un nouveau cadre d'échanges commerciaux au niveau international y compris la conclusion d'accords sur de nouveaux principes et règles gouvernant, entre autres, les ajustements structurels, les traitements préférentiels consentis aux pays en développement ainsi que l'élimination des mesures protectionnistes destinées à entraver l'accès des produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays en développement sur les marchés des pays développés.

34. Il conviendrait de prendre des mesures politiques efficaces en vue de promouvoir les transformations structurelles dans les pays en développement, et en particulier dans les pays africains où le niveau d'industrialisation est très faible. Cette opération devrait se faire dans le cadre d'une division internationale dynamique du travail en vue d'atteindre entre autres, l'objectif de 25 p. 100 de la production industrielle mondiale fixé dans la Déclaration de Lima et en vue d'accroître la part des pays en développement dans le commerce des produits industriels, finis et semi-finis. La réalisation de ces objectifs est d'autant plus nécessaire qu'il existe un lien entre le commerce et la solution aux problèmes de balance des paiements y compris la dette des pays en développement. Ces mesures de politique générale devraient porter également sur le transfert effectif aux pays en développement de technologies et des ressources réelles pour le développement ainsi que leurs participation accrue à la commercialisation et au transport de leurs produits d'exportation.

35. C'est parce que les intérêts légitimes des pays en développement n'ont pas été pris en considération que la session ministérielle du GATT a abouti sur des résultats décevants. Cet échec est également attribuable, en partie, au fait que, les pays africains, parce que exclus, n'ont pas participé effectivement aux travaux.

36. Compte tenu des considérations de souveraineté nationale, de sécurité, d'indépendance culturelle, financière et économique et conformément à la position adoptée par la session ministérielle du Groupe des 77 le 8 octobre 1962 à New York, on a réaffirmé que le mandat du GATT ne devrait pas s'étendre au domaine des services ni à aucun autre domaine que ceux figurant dans l'accord général sur les Tarifs et le Commerce.

I. Amélioration immédiate des possibilités commerciales des pays en développement

37. Aucune nouvelle mesure protectionniste ne devrait être prise à l'encontre des pays en développement.

38. En vue d'appliquer les principes et d'atteindre les objectifs ci-dessus indiqués, les pays en développement devraient :

- a) élaborer des programmes concrets d'appui aux aménagements de structure destinés à faciliter le transfert des ressources productives des lignes de productions non compétitives à d'autres lignes de productions ou à d'autres secteurs.
- b) revoir la législation, les réglementations et les procédures administratives existantes afin d'éliminer les éléments qui entravent le commerce ou contraignent les partenaires commerciaux plus faibles.
- c) assurer progressivement la réduction et finalement la suppression des subventions dirigées vers des secteurs ou industries inefficaces des pays développés.

39. En vue d'assurer une division internationale équitable du travail, des mesures devraient être prises pour fournir des possibilités accrues aux pays en développement pour la production et le commerce dans les domaines où ils ont des possibilités réelles ou potentielles notamment par le biais d'arrangements internationaux de sous-traitance.

II. Programme de travail dans le domaine du protectionnisme et de l'ajustement structurel.

40. Afin d'aider à appliquer les principes et à réaliser les objectifs sus-mentionnés, le Conseil du commerce et du développement devrait élaborer et contrôler un programme de travail visant à éliminer toutes les mesures ayant des incidences défavorables sur les produits en provenance des pays en développement.

- a) examiner les mesures protectionnistes pouvant avoir des effets défavorables sur le commerce des pays en développement et établir un calendrier pour leur élimination et pour l'application des mesures d'adaptation notamment une indemnisation aux pays touchés;
- b) jouer le rôle d'un mécanisme de coopération dans le domaine des politiques portant sur la production et le commerce et dans ce contexte, dégager des principes gouvernant l'assistance en matière d'ajustement, notamment celles fournies aux pays en développement, par l'établissement d'une facilité spéciale en vue d'une assistance en ce domaine;
- c) élaborer des mesures politiques internationalement acceptées en ce qui concerne la production, l'emploi, la conservation et le commerce agricoles en vue d'encourager les exportations des pays en développement;
- d) accorder une attention particulière aux secteurs dans lesquels les mesures protectionnistes ont été appliquées à plusieurs reprises ou pendant une longue période;
- e) prendre des mesures visant à améliorer le SGP, surtout en ce qui concerne son élargissement et son fonctionnement en accordant la priorité aux produits des pays les moins avancés en particulier aux produits finis et semi-finis et inciter le PNUD à étendre le projet d'assistance technique CNUCED/PNUD au-delà de 1983;
- f) trouver les moyens appropriés en vue d'éliminer ou de réduire les taxes frappant dans les pays développés, les produits des pays en développement en particulier les pays les moins avancés;

- g) veiller à ce que les dispositions de l'ensemble de principes et règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives soient fermement appliquées y compris celles relatives à la mise sur pied de programmes consultatifs d'assistance technique et de formation et charger le Groupe inter-gouvernemental d'experts sur les pratiques commerciales restrictives de faire des recommandations sur d'éventuelles améliorations à apporter aux dispositions de l'ensemble de principes et règles pour lui permettre de réaliser ses objectifs;
- h) formuler des politiques pour aider à diversifier la base des exportations des pays en développement en facilitant le renforcement des infrastructures financière, commerciale et des autres infrastructures des pays en développement afin de promouvoir leurs exportations de produits transformés et semi-transformés;
- i) apporter un appui direct et indirect en liaison avec d'autres organisations internationales compétentes en vue d'aider les pays en développement dans tous les domaines relatifs à leurs exportations et en particulier dans leurs activités et programmes de commercialisation en amont et en aval;
- j) trouver les moyens appropriés permettant d'offrir des garanties concernant la qualité et le rendement des biens d'équipement et de la technologie importés par les pays en développement;
- k) prendre des mesures pour aider les pays en développement à créer des services de financement et d'assurance pour leurs exportations;
- l) demander aux Secrétariats de la CNUCED et de l'ONUDI, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes, d'élaborer un plan d'action cohérent sur des accords de coopération industrielle entre pays développés et pays en développement pour permettre le redéploiement d'industries dans les pays en développement dans des secteurs où elles disposent d'avantages comparés et accélérer ainsi la restructuration dans les pays développés conformément à la résolution 131 (V) :

- m) demander au secrétariat de la CNUCED, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes, notamment l'ONUDI, la FAO et le Conseil mondial de l'alimentation, d'entreprendre une étude approfondie sur les produits agro-industriels et les effets de la concentration de la puissance économique dans ce secteur sur le commerce et le développement des pays en développement et de proposer des mesures nécessaires au renforcement de la participation de ces pays dans les activités de production et de commerce des produits agro-industriels.

III. Principes, politiques et pratiques dans le commerce international

(1) Services

41. Pour faciliter l'engagement accru des pays en développement dans le secteur des services, le Conseil devrait avant la fin de 1984 :

- a) identifier et établir des priorités concernant les activités en matière de services intéressant particulièrement les pays en développement en tant qu'importateurs et exportateurs, et trouver des programmes en vue de renforcer les capacités en matière de services des pays en développement;
- b) étudier des industries de services telles que les services de transmission et de stockage de données, les services d'ingénierie et de consultants et l'industrie cinématographique qui ne dépendent pas des organisations internationales existantes;
- c) prendre des mesures en vue d'accroître les chances des pays en développement dans l'exportation des services, en particulier par l'octroi d'un traitement spécial et sélectif;
- d) demander au secrétariat de la CNUCED de rassembler et de diffuser, de façon systématique, des informations sur le secteur des services;
- e) instituer des programmes d'assistance technique pour les pays en développement dans le secteur des services y compris des éléments en matière de commercialisation et des activités orientées vers l'exportation;

- f) fournir, dans le domaine des services, un appui aux activités des autres organisations internationales telles que l'OMPI, le Centre pour les sociétés transnationales, l'OMI et l'OACI.

(2) Relations commerciales internationales

42. Afin d'établir un système commercial international équitable permettant d'accroître la participation des pays en développement dans le commerce mondial, le Conseil devrait notamment :

- a) entreprendre une étude des règles, principes, politiques et pratiques en cours dans les relations commerciales internationales et formuler des principes et des politiques pour améliorer ces relations et notamment des propositions dont l'application devra conduire à la naissance d'un système plus universel;
- b) définir, sur la base de ce qui précède, des normes et critères devant régir la conduite des négociations dans le domaine du commerce, surtout pour veiller à ce que les intérêts des pays en développement en tant qu'importateurs et exportateurs de biens et de services puissent être suffisamment perçus et pris en considération.

PROBLEMES FINANCIERS ET MONETAIRES: LES POLITIQUES QUI LIENT LES AFFAIRES ET FINANCIERES EN RAPPORT AVEC LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, PLUS SPECIALEMENT DES PAYS EN DEVELOPPEMENT; POLITIQUES VISANT A PROMouvoir L'EXPANSION DE TOUTES LES APPOIS DE RESSOURCES PUBLIQUES ET PRIVES ET, EN PARTICULIER, A ACCROITRE L'APPORT NET DE RESSOURCES ET A AMELIORER LES CONDITIONS DU TRANSFERT DE RESSOURCES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT ET A FACILITER L'AJUSTEMENT DES BALANCES DES PAIEMENTS. (point 11 de l'ordre du jour).

I. La crise du développement et de l'économie mondiale

43. Le monde en développement est frappé de plein fouet par une crise qui est aussi générale par son ampleur que profonde dans ses effets. L'expansion économique s'est arrêtée et la croissance de la production est aujourd'hui inférieure à celle de la population. On s'attend à un nouveau ralentissement en 1983. La baisse des revenus par habitant s'est accompagné d'une montée en flèche du taux de chômage de la main-d'oeuvre et de sous-utilisation des machines - plus de 500 millions de personnes sont touchées par le chômage et le sous-emploi dans les pays en développement - ainsi que d'importants changements dans la répartition du revenu entre catégories professionnelles. Beaucoup de pays en développement se trouvent dans une situation désespérée. La crise actuelle menace de réduire à néant une grande partie des progrès qui ont été accomplis par le passé et d'en empêcher d'autres pendant plusieurs années. Au vu des tendances actuelles, les objectifs convenus au niveau international et énoncés dans la Stratégie internationale du développement en ce qui concerne le développement des pays en développement et l'instauration d'un nouvel ordre économique international n'ont aucune chance d'être atteints. La gravité de la crise est telle qu'elle transcende les questions d'économie et de relations économiques internationales: dans beaucoup de pays en développement, la crise perturbe les relations sociales et alimente des tensions politiques de caractère aussi bien national qu'international.

44. La crise aiguë qui a résulté des politiques menées par les pays développés provoquent un effondrement général des prix des produits de base: en valeur réelle, ils se situent actuellement à leur niveau le plus bas depuis une génération. On sait que les exportateurs de produits de base ont perdu quelque 20 milliards de dollars de recettes pendant la période 1981-1982. Certains grands pays développés ayant choisi la politique monétaire

comme principal moyen de lutte contre l'inflation, les taux d'intérêt sont montés à des niveaux sans précédent. La hausse des taux d'intérêt de 1978 à 1981 a fait augmenter de 15 à 20 milliards de dollars les paiements des pays en développement. Les taux d'intérêt ont baissé pendant l'année écoulée, mais le ralentissement de l'inflation fait qu'ils demeurent très élevés en valeur réelle. Les exportations des pays en développement, producteurs et non producteurs de pétrole confondus, ont aussi diminué en volume du fait du fléchissement de la demande et de la montée et de la prolifération des obstacles protectionnistes de toute sorte.

45. La dégradation correspondante de l'environnement externe, venant après plusieurs années de désordres dans l'économie mondiale, soumet à de très fortes tensions la balance des paiements extérieurs des pays en développement. Le déficit courant des pays en développement a atteint 92 milliards de dollars en 1982. La contrainte extérieure est beaucoup plus lourde que ne l'indiquent les chiffres des paiements courants. D'une part, en effet, la dégradation du compte extérieur n'a pu être partiellement compensée que par des réductions des importations et donc par une baisse de l'investissement et de la production. D'autre part, le compte de capital de beaucoup de pays en développement est soumis à de fortes tensions: non seulement les remboursements du capital emprunté par le passé augmentent rapidement, mais le volume des prêts nouveaux diminue fortement. Le manque de liquidités qui en résulte fait que le service de la dette est devenu une écrasante pour beaucoup de pays en développement et que notamment les pays moins avancés que les arriérages et les reports d'échéance ont augmenté notablement. Les pays en développement souffrent actuellement des tentatives que font des institutions financières privées, des banques transnationales en particulier, pour réduire leurs engagements: intervenant à un moment où le besoin de financement s'est accru, cette limitation de l'accès aux marchés financiers a des conséquences néfastes et, de surcroît, saine le développement des pays en développement.

II. La crise du développement et le système monétaire et financier international

46. Le système monétaire et financier international doit avoir pour fonctions d'amortir les effets d'une dégradation de l'environnement externe sur l'économie des pays en dévelop-

pement et de fournir à l'ajustement international un cadre économique qui serve de soutien au développement à long terme, tout en assurant une répartition équitable des charges de l'ajustement à court terme, Or le cadre actuel, non réformé, des relations monétaires et financières internationales s'est révélé préjudiciable à ces fonctions. Les principaux pays développés formulent leurs politiques sans tenir dûment compte des répercussions qu'elles ont sur l'économie internationale et plus particulièrement sur les économies vulnérables des pays en développement. En outre, le comportement de l'élément privé du système ne fait qu'aggraver les difficultés financières des pays en développement. L'élément public, de son côté, a fait preuve jusqu'ici de trop de rigidité pour répondre de manière appropriée aux besoins des pays en développement - en général les pays les moins avancés en particulier.

47. Les pays développés, surtout ceux qui ont beaucoup de poids dans les institutions financières et monétaires continuent d'ignorer les difficultés que rencontrent les pays en voie de développement dans la mise en oeuvre des politiques d'ajustement destinées à faire face à leurs déficits massifs, engendrés par l'extérieur politiques qui leur font subir des pertes de production et de croissance qui les appauvrissent. (Les organisations internationales, concernées continuent à prescrire des remèdes qui, bien qu'ils puissent, dans une mesure, convenir à des déficits engendrés principalement par une demande excédentaire, ne conviennent pas dans le contexte actuel où les déficits ont surtout une origine externe et requièrent des aménagements de structure.) L'appui apporté à la balance des paiements a été nettement insuffisant et les modalités et conditions draconiennes de cet appui se sont écartées des réalités. De ce fait, l'asymétrie du processus d'ajustement de la balance des paiements, qui fait reposer tout le poids de l'ajustement sur les pays à déficit plutôt que de le répartir équitablement entre les pays à déficit et les pays à excédent, est toujours aussi fort, contraignant les pays en développement à procéder à des ajustements à un rythme et d'une manière qui ont eu des effets dévastateurs sur leur croissance et leur développement.

III. L'origine des déficits, le processus d'ajustement et les besoins de financement

48. Le déficit actuel des paiements des pays en développement est en partie la conséquence directe de la baisse de l'activité économique dans les pays développés. Une partie importante de ce déficit est due aussi à des facteurs structurels à long terme (notamment

la résistance aux aménagements de structure dans les pays développés) qui n'ont pas conduit, à l'échelle globale, à l'adoption d'un ensemble de mesures appropriées. Les politiques à court terme qui ont été appliquées visaient à réduire la demande (quoique les déficits budgétaires se soient accrus dans les pays développés) et donnaient une importance excessive aux politiques monétaires, ce qui a fait monter les taux d'intérêt à un niveau encore jamais atteint. La justice et l'efficacité exigent que les déficits cycliquement induits soient corrigés par un relèvement du niveau d'activité dans les pays développés et un abaissement des taux d'intérêt à des niveaux plus raisonnables, et non par la réduction de la production et de la croissance dans les pays à déficit, comme cela se passe actuellement. La reprise économique exige une approche globale qui consiste en partie à opérer les changements d'orientation appropriés dans les pays développés, notamment à prendre des mesures pour faire baisser les taux d'intérêt, et à coopérer effectivement en vue de créer suffisamment de liquidités internationales pour stimuler la production et la croissance dans les pays tant développés qu'en développement. En l'absence de programme de reprise de l'économie mondiale établi en ce sens, les pays en développement n'ont aucune chance de corriger leur déficit des paiements et de continuer à remplir leurs obligations au titre du service de la dette sans subir des pertes énormes et ruineuses. Mais la reprise n'assurera pas à elle seule le développement des pays en développement: encore faut-il que la structure des relations économiques internationales subisse de profonds changements.

49. En attendant la reprise (qui jusqu'ici se dérobe), il est indispensable que des moyens financiers suffisants soient mis à la disposition des pays en développement à des conditions et selon des modalités appropriées pour leur éviter de devoir procéder à des "ajustements" inutiles et ruineux. C'est en effet un principe admis dans les relations monétaires internationales (principe explicitement reconnu par l'institution de la facilité de financement compensatoire du FMI) que les déficits dont les politiques nationales ne sont pas la cause et qui sont finalement réversibles doivent être traités par des moyens financiers plutôt que par une réduction des importations. Néanmoins, ceux qui détiennent le pouvoir de décision dans le système monétaire international ont refusé d'appliquer ce principe au cours de la crise actuelle. Au contraire, ils ont déplacé l'accent pour le mettre sur l'"ajustement" par les pays à déficit et ont imputé à la politique des pays en développement des déficits de paiements qui sont en réalité la conséquence directe des actes des pays développés.

50. On admet qu'une partie du déficit enregistré par les pays en développement est due à un accroissement brutal du coût des produits importés par rapport au prix des produits exportés et ne sera donc pas automatiquement corrigée par un redressement de l'économie mondiale. Mais là encore, l'ajustement déflationniste n'est pas un moyen efficace pour apporter les changements qui s'imposent aux structures de production. Pour corriger le déficit structurel imputable au renchérissement des importations, il est nécessaire de réduire le besoin d'importation (en particulier de produits qui n'ajoutent pratiquement rien à la capacité de production) et d'accroître la capacité d'exportation (en particulier de produits non traditionnels) dans les pays à déficit. Ce n'est pas la déflation générale, mais bien l'investissement et la croissance qui permettront d'atteindre l'objectif visé, qui est de modifier la composition de la production et du stock de capital.

51. Les aménagements de structure exigent inévitablement des ressources considérables pour les pays en développement. Ils doivent donc être appuyés par un financement des paiements dans les pays en développement (en attendant que l'ajustement soit achevé) et par des capitaux extérieurs (pour financer les changements de structure). Dans la situation actuelle, ajustement et financement sont complémentaires l'un de l'autre et non pas remplaçables l'un par l'autre, car sans un appui extérieur suffisant, l'"ajustement" se fait inévitablement au détriment du développement et non par lui. C'est en fait ce qui se passe actuellement : les aménagements de structure sont gravement entravés par la stagnation des transferts de ressources à des conditions libérales, le tarissement des apports privés et le manque de financement des paiements. L'incohérence et le mauvais fonctionnement du système monétaire et financier international apparaissent maintenant au grand jour.

52. L'absence d'une approche globale accroît les difficultés, car le processus d'ajustement lui-même implique des changements globaux. Il est bon de souligner que les aménagements de structure se renforçant mutuellement - tout changement de la composition de la production d'un pays doit s'accompagner de changements de la situation de la demande ou de l'offre dans les autres pays -, les perspectives d'ajustement des pays en développement dépendent de manière cruciale des politiques des pays développés. Si la récession actuelle persiste et si les obstacles protectionnistes sont maintenus (ou renforcés), les pays en développement n'auront pas la possibilité d'exporter la production additionnelle résultant des aménagements de structure. Il importe donc tout particulièrement que les pays

développés prennent des mesures pour réduire les résistances aux aménagements de la structure de leur économie, au lieu de soutenir des secteurs qui ne sont pas compétitifs.

53. Les taux d'intérêt sont un autre facteur important de la dégradation financière dans les pays en développement. Des taux d'intérêt élevés rendent l'investissement nécessaire plus difficile et plus coûteux. Les aménagements de structure des pays en développement sont tributaires de la baisse de taux d'intérêt, de l'élimination des mesures protectionnistes et de la reprise économique.

54. Les déficits critiques des paiements des pays en développement exigent un accroissement rapide et appréciable des apports financiers de différentes sortes, depuis la panoplie habituelle des moyens de financement des paiements jusqu'à une aide aux programmes à plus long terme pour permettre de réaliser des aménagements de structure positifs notamment de nature à accroître les exportations des pays en développement. Il convient de souligner que ces besoins financiers accrus s'ajoutent au déficit de ressources extérieures à long terme des pays en développement, qui a lui-même augmenté. Le déficit de ressources extérieures à combler pour atteindre le taux moyen de croissance de 7% fixé comme objectif dans la Stratégie internationale du développement de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement dépasse maintenant de beaucoup les estimations faites à l'origine. C'est pourquoi le simple détournement des apports financiers à long terme normaux (eux-mêmes insuffisants) vers le financement des paiements et de l'ajustement ne constitue pas une solution acceptable: il est indispensable d'ajouter le second aux premiers. Il n'est pas satisfaisant non plus de chercher un allègement dans l'acquisition de crédits à court terme: ceux-ci ne feront qu'aggraver les problèmes sous-jacents et interdépendants de la dette et du déficit. La situation exige plutôt un accroissement considérable des apports financiers de divers types dans lequel on ferait une place particulière à l'élément qui a été d'une insuffisance manifeste par le passé, à savoir le financement à plus long terme qui peut servir à payer les importations de matières premières et de biens d'équipement nécessaires à la réalisation des programmes d'investissement. Une accélération des apports d'APD et de l'aide aux programmes doit par conséquent aller de pair avec un accroissement du financement de la balance des paiements.

55. Les conditions de l'aide extérieure ne sont pas une question moins brûlante que celle du volume de l'aide. Il faut absolument éviter de subordonner le financement de la balance des paiements et du développement à la mise en oeuvre de politiques qui vont à l'encontre du maintien de l'emploi et de la croissance : c'est l'accroissement de la production, et non la réduction de la demande, qui donnera aux pays en développement les moyens de réduire leur besoin de financement extérieur et de rétablir leur capacité d'emprunter et de rembourser sans interruption.

IV. L'"interdépendance" et l'intérêt mutuel

56. L'appui à la balance des paiements des pays en développement, même d'un volume considérable et à des conditions et selon des modalités moins contraignantes que cela n'a été la règle, servirait aussi bien les intérêts des pays développés que ceux des pays en développement. Cette "interdépendance" est illustrée notamment par le fait que la demande d'importation des pays en développement a fortement contribué à soutenir la production et l'emploi dans les pays développés. En 1975, les pays en développement ont absorbé près du quart des exportations totales des pays développés à économie de marché. En 1974-1975, par exemple, le déficit commercial des pays en développement s'est traduit par un gonflement de 12 à 13 milliards de dollars par an du PIB des pays de l'OCDE. En 1981, l'évolution du volume des exportations n'a pratiquement rien ajouté aux revenus des pays de l'OCDE et l'on prévoit qu'en 1982 le secteur de l'exportation aura contribué à la baisse de la production. Il est donc particulièrement important à l'heure actuelle de soutenir la demande d'importation dans les pays en développement en leur assurant un financement suffisant ainsi que des marchés libres qui absorberont le volume croissant de leurs exportations. Un abaissement des taux d'intérêt y contribuera, en réduisant l'hémorragie de devises ; mais il faudra beaucoup plus que cela pour financer le déficit selon des modalités et à des conditions appropriées. En l'absence de mesures nouvelles et complémentaires, les perspectives de reprise de l'économie mondiale resteront incertaines et la possibilité de soutenir la croissance et le développement économiques au-delà du moyen-terme sera gravement compromise.

57. La mutgalité d'intérêts résultant de l'"interdépendance" grandissante du Nord et du Sud se manifeste aussi dans la relation entre emprunteurs et prêteurs. Etant donné

l'ampleur des engagements des banques transnationales à l'égard des pays en développement (en particulier au regard de leurs fonds propres) les difficultés rencontrées dans le service de la dette font peser une menace non seulement sur le processus de développement, mais aussi sur la viabilité du système financier international. Les répercussions systématiques qu'entraînerait l'incapacité générale d'assurer le service de la dette d'une manière ordonnée sont trop graves pour justifier une approche au coup par coup. Un programme financier global en faveur des pays en développement, appuyé par des efforts d'adaptation aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement est nécessaire pour mettre un terme au désordre et aux dérèglements de l'économie mondiale.

58. "L'interdépendance" croissante des problèmes examinés ci-dessus, qui concernent le commerce et le système monétaire et financier, est une préoccupation fondamentale et permanente de la CNUCED dont les conclusions doivent être prises en compte par d'autres organisations internationales compétentes, comme le FMI, la Banque mondiale et le GATT.

V. La réaction à l'échelon international

59. Malgré quelques améliorations mineures, le bilan du système officiel de paiements et de financement du développement a été catastrophique en ce qui concerne les ressources et les délais qu'il devrait accorder aux pays en développement pour qu'ils puissent entreprendre les aménagements voulus dans la perspective de la croissance.

60. Le volume des ressources du FMI et l'accès des pays membres à ces ressources ont été élargis quelque peu par la décision de relever la proportion des quotes-parts qui peut faire l'objet de tirages et par les emprunts du Fonds auprès d'institutions officielles. Toutefois, cette amélioration n'a compensé que partiellement la tendance en longue période qui fait que les quotes-parts du FMI diminuent par rapport aux agrégats pertinents. Le rapport des quotes-parts aux déséquilibres des comptes courants est tombé de 84 p. 100 en 1966-70 à 39 p. 100 en 1971-75 et à 27 p. 100 au cours des cinq dernières années.

61. L'assistance du Fonds a diminué également du point de vue qualitatif. La politique d'accès élargi limite l'accès différentiel aux tranches supérieures de crédit. En outre, les plafonds imposés aux tirages sur la facilité de financement compensatoire en fonction des quotes-parts ont été relevés sans que les dispositions relatives aux conditions posées par le FMI aient été modifiées en conséquence. Il en est résulté un déséquilibre important et défavorable entre les ressources dont l'accès est assorti de conditions souples et celles dont l'octroi est assorti de conditions rigoureuses. C'est le contraire de ce qui s'était passé en 1974-1975, où, pour répondre à un important déséquilibre structurel des paiements internationaux, on avait mis en place le mécanisme pétrolier dont les conditions d'accès sont souples. La conjoncture actuelle de l'économie mondiale justifie une augmentation analogue des disponibilités financières assorties de conditions souples. Peut-être le peu d'empressement à opérer cette augmentation est-il dû au fait que les pays qui sollicitent actuellement un appui extérieur sont surtout les pays en développement alors qu'en 1974-1975 plusieurs grands pays développés avaient eux aussi besoin d'une aide : la moitié environ des tirages sur le mécanisme pétrolier était allée à des pays développés à économie de marché. Il est inadmissible que la réaction internationale aux changements intervenus dans les paiements internationaux soit dictée par des orientations politiques de ce genre.

62. Il est regrettable aussi que le Fonds ait abandonné l'année passée l'effort qu'il avait engagé en 1979 pour adapter les conditions de son aide à l'évolution des réalités. Un effort dans ce sens est rendu encore plus souhaitable par l'ampleur et la gravité de la détérioration de la situation des paiements des pays en développement. Le fait que les ressources du Fonds sont limitées n'est pas une raison pour resserrer les conditions d'octroi de son aide. Il est au contraire encore plus urgent d'augmenter les ressources du Fonds de façon qu'il puisse s'acquitter des fonctions prévues dans ses Statuts, et en particulier atteindre l'objectif énoncé à l'article I, à savoir "faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les membres, objectifs premiers de la politique économique". Néanmoins, on a laissé les quotes-parts du Fonds face aux déséquilibres des comptes courants et du commerce mondial subir une chute rapide sur une longue période. En outre, les montants alloués au titre des DTS

n'ont pas été très importants et la part des DTS eux-mêmes dans les réserves mondiales est tombée presque à zéro. Les perspectives d'augmentation des quotes-parts sont manifestement insuffisantes. Aussi est-il nécessaire de toute urgence d'allouer des montants appréciables au titre des DTS.

63. L'expérience récente a également mis en lumière quelques imperfections graves dans la facilité de financement compensatoire. D'abord, pour beaucoup de pays, le plafonnement des tirages à 100% de la quote-part (125% si l'on inclut les déficits céréaliers) limite la proportion du déficit couverte par le mécanisme. Ensuite, les conditions posées pour l'octroi de l'aide, conditions dont il a déjà été question, restreignent l'accès à la facilité et font qu'il est difficile d'effectuer les tirages en temps opportun. Enfin, exception faite des céréales, il n'est pas tenu compte des variations des prix à l'importation. A noter aussi que les augmentations des charges d'intérêts résultant de hausses des taux ne sont pas couvertes par la facilité bien que cela soit conforme à sa vocation première.

64. Le bilan des arrangements élargis du FMI a été encore plus décevant. La plupart ont été suspendus, en raison surtout de la sévérité et de la rigidité des critères de performance concernant le volume du crédit et les besoins d'emprunt du secteur public qui sont généralement appliqués aux crédits "stand-by" dans les tranches supérieures de crédit. La méthode consistant à fixer des objectifs ponctuels pour ces variables s'est révélée dangereuse même dans les pays développés dotés de structures institutionnelles bien rodées. Elle est particulièrement nocive dans le cas des pays en développement. En outre, elle ne semble pas permettre de prendre en compte les imprévus. Ces difficultés auraient été évitées si la facilité élargie du Fonds avait l'orientation structurelle qu'on voulait lui donner explicitement à l'origine, au lieu d'être essentiellement une série d'accords "stand-by" traditionnels conçus avant tout pour juguler la demande.

65. Par sa décision de fournir des prêts à l'ajustement structurel, la Banque mondiale marque sa volonté explicite de pallier l'indigence du financement des programmes. Mais ces prêts n'apportent pas de ressources financières additionnelles (si ce n'est

dans la mesure où ils accélèrent les versements) et la part de sa capacité de financement que la Banque consacre à cette forme de crédit ne dépasse pas 10%. D'ailleurs, ils sont assortis de conditions rigoureuses qui combinent les conditions des crédits "stand-by" du FMI et des conditions de principe qui imposent se réduire au minimum l'intervention de l'Etat et sont par conséquent inacceptable pour beaucoup de pays en développement à la fois pour des raisons économiques et pour des raisons politiques et sociales.

66. Les prêts de la Banque mondiale n'ont pas été élargis à la mesure des besoins de financement accrus des pays en développement. D'ailleurs, son actuel programme de prêts sur cinq ans n'envisage pas de croissance en valeur réelle. Au contraire, la Banque a cherché à faire une large place au cofinancement et à ce qu'elle appelle son rôle de "catalyseur" dans la mobilisation des ressources du secteur privé. Or il est peu probable que la Banque mondiale puisse vraiment servir de catalyseur à moins d'une augmentation rapide de ses ressources propres, d'autant que les bailleurs de fonds privés hésitent de plus en plus à prêter leur argent. En tout état de cause, pour beaucoup de pays en développement, la mobilisation des apports privés par le cofinancement n'est pas un substitut valable à l'accroissement des apports publics. En fait, dans la mesure où le cofinancement serait lié au financement de projets (avec un cycle de projets de 10 ans en moyenne), il n'y aurait pas de décaissements supplémentaires importants ni rapides pour faire face aux besoins immédiats des pays en développement. Cependant, là où le cofinancement des programmes permettrait d'obtenir des ressources supplémentaires (par exemple, crédits à l'exportation), ces ressources aideraient en partie les pays en développement à maintenir leur capacité d'importation.

67. Les institutions de Bretton Woods qui n'ont pas été conçues à l'origine pour traiter les problèmes des pays en développement ont pénalisé ces derniers et en particulier les moins avancés, pour lesquels elles représentent les prêteurs de premier et aussi de dernier recours. Ces pays ont également pâti de la réduction des ressources financières de l'IDA résultant de la décision unilatérale des Etats-Unis de rééchelonner leur contribution. La réduction aurait été particulièrement sévère si d'autres bailleurs de fonds avaient suivi leur exemple et il est heureux que beaucoup d'entre eux en aient décidé autrement.

68. Il est évident que les politiques du Fonds et de la Banque ont pris une grande importance pour un large éventail de pays en développement parmi lesquels on en trouve beaucoup qui jusqu'à une date récente bénéficiaient d'un accès libéral aux marchés des capitaux privés. Ces politiques ont eu aussi un certain nombre d'effets négatifs sur le système monétaire et financier international dans son ensemble. Il est impératif que ces institutions s'orientent beaucoup plus vers le soutien du processus de développement et l'aide à l'ajustement d'une manière qui soit à la fois équitable et efficace, au lieu de s'engager dans une politique de palliatifs de circonstance qui ne servent nullement les intérêts à long terme de la communauté internationale.

69. C'est surtout sous la pression des événements qu'un certain nombre d'accordements ont été consentis afin de répondre aux graves difficultés qu'ont les pays en développement pour assurer le service de leur dette. Ils vont du rééchelonnement de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat dans le cadre du Club de Paris (précédé généralement par des accords "stand-by" avec le FMI) à la formule plus récente des arrangements spéciaux en faveur des pays ayant de lourdes échéances auprès des banques. Ces mesures ad hoc étaient novatrices à certains égards, en particulier en ce qui concerne les relations entre le FMI, d'autres autorités monétaires et les pays en développement et, en donnant au système monétaire et financier international un degré de souplesse bienvenu qui lui faisait précédemment défaut, elles ont aidé à éviter son effondrement. Mais ces mesures de circonstance ne se sont pas attaquées à un grand nombre de problèmes fondamentaux. Il est donc impératif de passer de l'improvisation en temps de crise à une approche plus réfléchie et systématique des questions indépendantes du commerce et du financement qui, entre autres choses, permettrait de s'attaquer pleinement aux problèmes de la dette des pays en développement. Cette approche devra englober aussi bien les pays en développement qui à eux seuls sont trop petits pour déstabiliser le système dans son ensemble que les gros débiteurs. Là encore, il ne faut pas perdre de vue que les possibilités de service de la dette seront renforcées à la longue par le biais de la croissance de l'offre et non par une contraction de la demande.

70. Les institutions multilatérales de financement du développement n'ont pas été en mesure de réagir de façon adéquate à la situation nouvelle à la fois en ce qui concerne

la croissance réelle en volume de leurs prêts ainsi que les nouvelles techniques de prêt. Le financement des programmes par les banques régionales par exemple demeure négligeable par rapport aux besoins de leurs pays membres, alors que les comptes chargés des prêts et des conditions de faveur continuent d'être insuffisamment alimentés.

VI. Perspectives à plus long terme

71. Les divers changements analysés ci-dessus concernant les moyens de financement et la dette, de même que leurs inconvénients, doivent être replacés dans la perspective de la tendance générale au ralentissement ou à la stagnation des courants de capitaux à long terme vers les pays en développement. Comme convenu dans le cadre de la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement, certains pays développés et pays en développement, qui s'étaient engagés dans ce sens, ont atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés de procéder, à un transfert de ressources en faveur des pays en développement. Il reste toutefois que, dans l'ensemble, le volume des ressources octroyées à des conditions de faveur par les pays développés a, au mieux, faiblement progressé en valeur réelle, cela essentiellement parce que quelques-uns des principaux donateurs ne se sont pas engagés dans la voie tracée par la communauté internationale. Les pays socialistes d'Europe orientale ont eux aussi fait preuve de rigidité en ce qui concerne l'objectif d'aide de 0,7%. Par contre, les dépenses d'armement ont augmenté à un rythme accéléré pour atteindre des niveaux extrêmement élevés, absorbant des ressources qui auraient pu être consacrées au développement.

72. Comme on l'a déjà indiqué, les courants nets de ressources en provenance des marchés privés ont nettement diminué.

73. En outre, l'incapacité du système monétaire et financier international de faire face à la décélération de l'activité économique mondiale est partiellement imputable à la modification, ces dix dernières années, de l'importance relative de l'élément privé et de l'élément public du système. Les relations monétaires et financières internationales se sont graduellement "privatisées". Par exemple, les taux de change

en sont venus à dépendre non plus uniquement de l'intervention des pouvoirs publics, mais aussi de mouvements de capitaux privés engendrés par l'élasticité des intérêts et la spéculation.

74. Cette situation a nui au commerce et à l'investissement, surtout dans le cas des pays en développement qui sont particulièrement mal armés pour contrôler la situation de leur monnaie dans un contexte de libre fluctuation des principales devises. La création de liquidités internationales s'est elle aussi privatisée, une part colossale de l'accroissement des réserves mondiales devenant imputable aux mouvements de fonds qui ont leur origine sur les marchés financiers privés (notamment les marchés extérieurs).

Les allocations de DTS, qui offrent la possibilité de répartir plus équitablement les liquidités internationales et sont aussi un moyen plus efficace de créer ces liquidités ont joué un rôle négligeable : la part des DTS dans les réserves totales est tombée au chiffre insignifiant de 3% - soit à un niveau plus bas que voici 10 ans. Depuis peu, les marchés financiers privés jouent un rôle actif dans la contraction des réserves, une bonne part de la réduction visant expressément les pays en développement.

75. Du fait de ce processus de privatisation, le mode de financement du déficit des transactions courantes des pays en développement a beaucoup changé. Au cours des 10 dernières années, la part des courants de ressources privées autres que les investissements directs est passée de moins de 20% à plus de 40%, alors que celle de l'aide publique au développement, tant bilatérale que multilatérale, et des apports de capitaux publics, est tombée de 60 à 40%. Certes, l'accroissement des courants de ressources correspondant aux prêts privés a eu de nombreux effets positifs : il a notamment permis à quelques pays en développement de s'assurer, pour les besoins des paiements et du développement, des ressources financières beaucoup plus importantes et généralement accordées à des conditions moins rigoureuses qu'il n'aurait été autrement possible, et beaucoup d'entre eux ont pu conjuguer aménagements et croissance. Mais les apports de capitaux privés se sont révélés imprévisibles et vulnérables. De plus l'évolution de la répartition entre ressources privées et ressources publiques est symptomatique, non seulement du dynamisme des courants privés, mais aussi de l'inertie des courants publics.

76. La faible croissance des apports de capitaux publics a coûté particulièrement cher aux nombreux pays en développement qui ne sont pas en mesure d'attirer les capitaux privés. Pour ces pays, les marchés financiers privés ne peuvent pas se substituer au secteur public. Au surplus, l'expansion du secteur public n'a pas été suffisante pour créer un environnement dans lequel le secteur privé puisse fonctionner sans à-coups : par exemple, l'actuelle tendance au ralentissement des courants de ressources à destination des pays en développement, enregistrée au moment où un changement dans la façon dont est perçue la solvabilité des pays jette la panique parmi les prêteurs, est partiellement imputable à la diminution relative de l'importance du FMI. Un net accroissement des courants de ressources publiques, et plus spécialement de ceux qui sont canalisés par les institutions multilatérales, est indispensable pour que le système monétaire et financier international permette effectivement, comme il doit le faire, de stabiliser et nourrir le processus de développement, ainsi que de répondre équitablement aux besoins des pays en développement, à tous les stades de ce processus.

77. Les graves difficultés que connaissent aujourd'hui les pays en développement sont en fait étroitement liées aux faiblesses structurelles que recèle la nature du système monétaire et financier international et qui peuvent être résumées comme suit :

- a) le secteur public a peu à peu abdiqué ses responsabilités au profit du secteur privé. Des informations récentes sur les décisions de principe prises par la Banque mondiale en matière de cofinancement donnent à penser que ce processus se poursuit;
- b) les ressources des institutions multilatérales se sont effritées, jouant un rôle plus effacé dans le cadre du système monétaire et financier international;
- c) la coopération internationale, sur les plans monétaire et financier, a été orientée vers la maîtrise de crises à court terme plutôt que vers la promotion du développement à long terme;
- d) les pays en développement ont été presque complètement tenus à l'écart de la gestion du système lequel a pesé, en revanche, d'un poids trop lourd dans la conduite de leurs affaires.

VII. Le défi à relever au niveau de la politique générale :

Il s'agit d'un triple défi :

a) Une série de mesures exceptionnelles doivent être prises, notamment dans le domaine des moyens de financement, pour que les pays en développement survivent à la crise qui s'aggrave. Ces mesures doivent être compatibles avec les impératifs de transformation structurelle de l'économie internationale et la mise en place d'un système monétaire et financier qui réponde aux intérêts des pays en développement. Par exemple, si elles devaient servir principalement ou essentiellement à renforcer le système des paiements privés, elles seraient totalement insuffisantes sans une action complémentaire visant à fournir les moyens de financement du développement dont ont besoin les pays en développement. Ces mesures exceptionnelles doivent comporter un accroissement de l'importance relative du secteur public, en particulier du FMI, et une amélioration des conditions des prêts.

b) les mesures exceptionnelles devraient aider à réorienter le système monétaire et financier international pour appuyer la croissance et le développement tout en favorisant la reprise en même temps d'un processus de réforme systématique est indispensable pour remettre de l'ordre dans le système monétaire et financier international et sortir de la crise économique globale qui se poursuit. Il faut en particulier restructurer le cadre institutionnel de la coopération internationale touchant les questions monétaires et financières. Il faut veiller à ce que les pays en développement aient réellement voix au chapitre dans la gestion du système monétaire et financier international. La "privatisation" des apports de ressources extérieures ne doit pas être institutionnalisée.

c) Le déficit de ressources extérieures à long terme nécessaires au développement des pays en développement doit être comblé par le biais d'un important transfert de ressources, notamment au titre de l'aide publique au développement (APD), en accord avec les engagements pris au niveau international.

VIII. Ligne générale

79. Parmi les mesures les plus importantes à prendre d'urgence, il convient d'envisager les dispositions ci-après :

- a) Un accroissement substantiel des liquidités et avoirs des pays en développement, ainsi qu'une modification immédiate des conditions de l'aide fournie par le FMI;
- b) Un accroissement substantiel de l'aide publique au développement et des autres apports de capitaux publics, tant sur le plan bilatéral que multilatéral;
- c) Une opération importante de restructuration de la dette;
- d) La mise en route du processus de réforme du système monétaire international.

Il est proposé que les groupes appropriés du FMI soient chargés de commencer immédiatement les travaux. A défaut d'un accord sur ce point, on pourrait envisager d'autres mécanismes, notamment l'institution, par le Secrétaire général de l'ONU, en consultation avec le Directeur général du Fonds, le Président de la Banque mondiale et le Secrétaire général de la CNUCED, d'une commission indépendante sur la réforme monétaire;

e) La mise en oeuvre des mesures financières pertinentes telles qu'elles ont été identifiées dans les domaines du commerce et des produits de base et des ajustements structurels qui peuvent entraîner la reprise et le développement économiques à l'échelon mondial.

80. Depuis l'élaboration, en 1979, par le Groupe des 77, du Programme d'action immédiate sur les problèmes monétaires et financiers internationaux (Livre bleu) et l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1980, de la Stratégie internationale pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, la crise économique internationale est devenue plus aigue.

81. Il est proposé que le Livre bleu soit examiné le plus tôt possible par le Groupe des 24 qui se réunirait au niveau ministériel avant la réunion ministérielle du Groupe des 77 à Buenos Aires en mars-avril 1983. Le Groupe des 24 devrait formuler des propositions précises au cours de cet examen.

82. L'énumération ci-après des problèmes et des propositions n'est pas exhaustive. Elle indique toutefois les points les plus importants que le Groupe des 77 devra examiner d'urgence au cours des réunions régionales au niveau ministériel destinées à préparer la réunion de Buenos Aires en mars-avril 1983 :

IX. Mesures de politique générale

Renrise et développement économiques à l'échelle mondiale

83. Il faudrait, sans tarder, entreprendre un effort global en vue d'adopter des politiques monétaires, financières et commerciales concertées destinées à entraîner un processus de redressement mondial de la production et de l'emploi dans lequel un rôle de premier plan serait joué par une reprise, à un rythme accéléré, du développement des pays en développement, à laquelle s'ajouteraient les aménagements à apporter parallèlement à la structure de la production mondiale, conformément à un nouvel ordre économique international.

A. Le Fonds monétaire international

84. a) Conditions d'octroi de l'aide : Le FMI devrait entreprendre une révision fondamentale des principes sur lesquels reposent ses conditions d'octroi de l'aide et revoir immédiatement les conditions de principe applicables aux tirages dans les tranches, de façon à mettre davantage l'accent sur l'accroissement de l'offre pour tenir pleinement compte des priorités des pays dans le secteur social et des contraintes qui sont les leurs sur les plans économique et politique. Il faudrait avoir plus largement recours aux programmes portant sur plusieurs années et tenir dûment compte des incertitudes lors de l'établissement des critères de performance.

b) Allocations de DTS : Il faut prévoir immédiatement une substantielle allocation de DTS, compte tenues besoins de liquidités à l'échelle mondiale et l'insuffisance aigue des réserves des pays en développement.

c) Facilité à moyen terme : Il conviendrait de mettre en place, pour l'octroi de ressources financières à moyen terme aux pays en développement, à des conditions libérales, une nouvelle facilité alimentée par le produit des allocations de DTS aux pays développés.

d) Le lien : Il conviendrait de prendre, sans plus attendre, la décision d'établir un lien entre les allocations de DTS et l'octroi de ressources financières en vue du développement.

e) Quotes-parts : Compte tenu de la recommandation du Comité intérimaire demandant de porter les quotas du Fonds à 90 milliards de DTS, ce qui est manifestement insuffisant pour couvrir les besoins actuels et futurs des pays en développement membres du Fonds, il est recommandé :

- i) que la nouvelle augmentation des quotas, en vertu de la huitième révision, prenne effet pas plus tard que 1983;
- ii) d'avancer à 1984 la neuvième révision des quotas compte tenu de la crise financière actuelle;
- iii) que la politique actuelle relative à l'accès global aux multiples du quotas soit au moins maintenue après l'augmentation de quotas qui suivra la huitième révision générale.

f) Fonds fiduciaire : Il faudrait créer un nouveau fonds fiduciaire qui sera alimenté par les bénéfices provenant des ventes supplémentaires d'or détenu par le FMI et des intérêts dus au titre de création des DTS par les pays développés.

g) Facilité de financement compensatoire : La facilité de financement compensatoire doit être libéralisée à fin de couvrir complètement les déficits. La formule de déficit doit être revue et exprimée en termes réels afin d'effectuer les tirages au moment opportun. Les modalités d'accès à la facilité doivent être considérablement libéralisées et les remboursements doivent être plus étroitement liés à un redressement des recettes d'exportation.

h) Le FFI devrait inciter les pays développés à excédent à faire en sorte, par le biais du contrôle des taux de change et d'autres moyens appropriés, que le processus d'aménagement soit plus efficace et cohérent.

i) Prise de décisions : Les pays en développement devraient participer pleinement à toutes les étapes de la prise de décisions, tant officielles qu'officieuses. Une place sensiblement accrue devrait leur être faite dans les institutions de Bretton Woods au niveau des droits de vote.

B. La Banque mondiale

85. a) L'application du programme de prêts de la Banque portant sur la période quinquennale 1982-1986 pour un montant de 60 milliards de dollars E. -U. devrait être accélérée, de telle sorte que la totalité des fonds soit décaissée en l'espace de quatre ans. A cet effet, il conviendrait d'augmenter non seulement la part des dépenses locales financées par ces prêts, mais aussi l'assistance à des programmes et les capacités d'identification et de mise en oeuvre des projets par les pays en développement.

b) Les conditions des prêts consentis au titre d'aménagements de structure devraient être ajustées pour que tous les pays en développement ayant besoin de fonds aux fins de tels ajustements puissent contracter des emprunts. Afin d'accroître la capacité des pays en développement à faire face à leurs besoins d'urgence, la Banque mondiale devrait augmenter ses prêts au programme surtout élever la limite des prêts pour les ajustements structurels.

c) Il faudrait accroître les ressources de la Banque mondiale de façon à permettre une nette progression du montant des prêts en valeur réelle. Il conviendrait d'augmenter le capital et de relever le coefficient d'endettement.

d) Le cofinancement devrait s'entendre en sus des ressources ordinaires de la Banque et non comme une condition préalable de l'octroi des prêts.

e) Vu l'avancement des discussions sur la création d'une filiale de la Banque pour l'énergie et l'accueil favorable réservé à cette initiative par nombre de

gouvernements des pays développés comme des pays en développement, il conviendrait de décider sans plus attendre de créer cet organisme et de faire en sorte qu'il puisse commencer à fonctionner le plus tôt possible en 1984.

f) La septième reconstitution des ressources de l'IDA devrait assurer à cette dernière d'importants moyens financiers en valeur réelle. Les négociations devraient être engagées promptement et menées à bien en temps utile pour que les opérations au titre d'IDA-7 puissent commencer au début de 1984. Il faut éviter des déboires comme ceux qu'IDA-6 a occasionnés. Les conditions de l'IDA doivent demeurer inchangées.

Autres institutions multilatérales

86. En ce qui concerne les institutions régionales de développement, les sommes reçues pour reconstituer les fonds des guichets pour prêts à des conditions de faveur, n'ont pas augmenté en termes réels. Les négociations relatives à la reconstitution des fonds devant commencer en 1984, il est fortement recommandé que les pays bailleurs de fonds augmentent de façon substantielle leurs contributions à la reconstitutions en termes réels des ressources de ces institutions.

C. Crédits à l'exportation

87. a) L'analyse technique détaillée menée par la CNUCED sur la nécessité d'un mécanisme international destiné à refinancer les crédits à l'exportation consentis aux pays en développement préconise une décision ferme de la part de la sixième session de la Conférence en ce qui concerne la création du système international de garantie des crédits à l'exportation. La conférence devrait établir des procédures et un calendrier en vue du démarrage du système en 1984 au plus tard.

b) Les directives de l'OCDE sur les crédits à l'exportation, adoptées sans consultation préalable avec les pays en développement, devraient être immédiatement révisées en vue d'exempter complètement tous les pays en développement de l'application de leurs dispositions rigoureuses relatives aux crédits à l'exportation accordés aux pays en développement.

c) Il conviendrait d'augmenter de façon substantielle quantitativement et qualitativement les crédits à l'exportation destinés à financer les importations nécessaires aux pays en développement. A cet égard, les participants aux arrangements internationaux sur les crédits publics à l'exportation devraient mettre en oeuvre la recommandation formulée à ce sujet dans la Déclaration ministérielle du GATT de novembre 1982.

D. L'aide publique au développement

88. Les pays développés qui n'ont pas encore atteint l'objectif de 0,7 % devraient le faire d'ici à 1985 ou, au plus tard, avant la fin de la décennie et devraient se fixer des objectifs intermédiaires en vue d'atteindre ce chiffre au cours de cette période. Cette aide ne doit pas servir d'appui à la promotion d'opérations commerciales des pays donateurs.

E. Le nouveau programme substantiel d'action

89. Les institutions internationales compétentes devraient poursuivre leurs efforts en vue d'examiner sérieusement de nouveaux mécanismes et arrangements qui permettraient de mobiliser des transferts accrus de ressources financières en faveur des pays les moins avancés. De leur côté, les pays donateurs devraient:

a) remplir l'engagement qu'ils ont pris de doubler leur APD en faveur des pays les moins avancés et d'atteindre l'objectif de 0.15 % d'ici à 1985;

b) verser des contributions appréciables aux fonds appropriés de l'organisation des Nations Unies afin d'aider à la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action;

c) accorder aux pays les moins avancés une APD entièrement constituée de dons, ainsi que des prêts à des conditions au moins aussi favorables que celles de l'IDA, dans les deux cas en tant qu'aide non liée;

d) améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide fournie aux pays les moins avancés.

F. Mesures dans le domaine de la dette publique et privée des pays en développement

90. La restructuration de la dette extérieure des pays en développement nécessitera un grand nombre de mesures complémentaires telles que le réaménagement de la dette avec une période de consolidation et d'un différé d'amortissement plus longs, la réduction du taux d'intérêt en fonction du processus de développement, notamment l'ajustement rétroactif des conditions et modalités portant sur le financement demandé y compris la libéralisation des conditions et l'annulation. Les principes et procédures régissant le rééchelonnement de la dette publique devraient être réexaminés de façon complète et de nouveaux arrangements et principes établis en ce qui concerne le réaménagement de la dette privée.

(i) Allègement de la dette publique

(a) Appliquer intégralement et rapidement la partie I de la résolution 165 (S-IX) du Conseil du Commerce et du développement et ce, sans discrimination et transformer tous les prêts en cours consentis au titre de l'APD bilatérale en dons pour les pays les moins avancés.

(b) Transformer en dons tous les prêts consentis aux autres pays pauvres au titre de l'APD.

(c) Un allègement de la dette, de caractère général et exceptionnel devrait être arrêté lors de la sixième session de la CNUCED en ce qui concerne les remboursements des prêts publics ou garantis par l'Etat. Pour tous les pays en développement non visés aux alinéas (a) et (b) ci-dessus, les remboursements de prêts au titre de l'APD prévus durant la période 1984-1985 devraient être reportés à la fin de la période de remboursement prévue;

(d) En ce qui concerne les crédits à l'exportation publics ou garantis par l'Etat, une bonne partie des paiements d'intérêts et des remboursements devrait être consolidée; le montant consolidé devrait être remboursé sur 10 ans, avec un différé d'amortissement de cinq ans;

(e) La contribution des institutions multilatérales de financement du développement aux mesures d'urgence pour l'allègement de la dette devrait consister en une assistance supplémentaire aux programmes des pays en développement d'un montant au moins égal à l'obligation contractée par l'emprunteur au titre du service de la dette.

(ii) Restructuration de la dette privée, y compris les modalités de financement de cette dette.

Principes et procédures régissant le rééchelonnement de la dette

(a) Dette publique

(i) Malgré l'adoption d'"éléments détaillés" dans la résolution 222 (XXI) du Conseil du Commerce et du développement, l'accord conclu sous l'égide du Club de Paris ne reflète pas, en général, les directives. Celles-ci devraient être réexaminées de façon complète par la Conférence et modifiées à la lumière de la crise très grave que connaissent les pays en développement;

(ii) Sur la base de la résolution 132 (XV) du Conseil du commerce et du développement adoptée par consensus et afin de permettre au Club de Paris de se rapprocher des éléments internationalement convenus, la Conférence devrait établir un cadre qui permettrait aux pays en développement intéressés, avant la renégociation de la dette dans les instances habituelles, de convoquer une réunion des créanciers publics, bilatéraux et multilatéraux et parallèlement, aux créanciers privés appropriés d'examiner la situation économique ainsi que les objectifs et perspectives de développement à moyen terme du pays concerné. Cet examen devrait se faire avec le concours des organismes officiels compétents, notamment la CNUCED et porter sur les besoins en ce qui concerne la balance des paiements et le financement du développement du pays dans un cadre qui aide la croissance et le développement du pays débiteur.

(b) Dette privée

L'absence de principes et éléments internationalement acceptés dans le domaine de la dette privée tout comme l'inexistence d'une instance multilatérale pour la restruc-

turation de la dette privée a gravement compromis les efforts faits par les pays en développement pour rééchelonner la dette privée de manière ordonnée. La Conférence devrait étudier cette question à titre prioritaire et établir les directives appropriées parallèlement à un cadre multilatéral visant à améliorer l'accès au financement extérieur et ramener la croissance.

G. Investissement direct privé

91. L'intervention des investissements étrangers privés directs qui se conforment à la législation nationale et contribuent à la réalisation des objectifs et des priorités de développement des pays en développement constitue un apport non négligeable au développement et au renforcement des capacités nationales par un réel transfert de technologie .

La finalisation des négociations pour l'élaboration du code de conduite pour réglementer les activités des sociétés transnationales revêt un caractère d'urgence.

H. Réforme monétaire internationale

92. Il faudrait engager au plus tôt des négociations afin de corriger les défauts structurels du système monétaire international et lui permettre ainsi de mieux étayer les processus de développement, notamment dans les pays en développement. Il faudrait "revitaliser" l'élément public du système monétaire international et en améliorer le cadre institutionnel pour faire pièce aux insuffisances de l'élément privé.

a) Les consultations et la concertation organisées au niveau international, avec la participation des pays en développement sont nécessaires en vue d'harmoniser les politiques macro-économiques des principales puissances économiques, ceci afin de tenir compte de l'incidence de ces politiques sur le monde en développement et de freiner les tendances à l'inflation et à la récession globales.

b) Il faudrait accroître l'efficacité du processus d'ajustement et en répartir plus équitablement la charge entre pays à excédent et pays en déficit.

c) Le volume et les conditions et modalités d'octroi des ressources publiques destinées au soutien de la balance des paiements devraient être fonction des causes du déficit, ainsi que de la capacité variable des pays à procéder à des aménagements, et pouvoir contribuer à freiner la propagation des tendances inflationnistes et récessionnistes dans le monde.

d) Le système des taux de change devrait être revu dans l'optique d'une plus grande stabilité, étant entendu qu'il faudra conserver une souplesse suffisante pour permettre d'opérer des ajustements sans répercussions excessives sur le niveau de l'activité économique.

e) Il faudrait asseoir l'accroissement des liquidités internationales sur des bases plus stables et plus prévisibles en faisant des DTS le principal avoir de réserve, ainsi qu'en créant des DTS de façon régulière et pour des montants suffisants. Le lien devrait être effectivement mis en place dans un très proche avenir.

f) Les ressources du Fonds, et notamment les quotes-parts, devraient augmenter régulièrement et en fonction des agrégats à prendre en compte, comme la valeur des échanges et l'ampleur des déséquilibres du compte courant.

g) Les pays en développement devraient participer pleinement à toutes les phases des études, consultations et négociations intéressant les décisions qu'appelle le système monétaire international.

I. Le cadre de la coopération financière internationale en vue du développement

93. a) Il faudrait donner un caractère plus cohérent et plus global au cadre de l'action financière en vue du développement, afin de pouvoir combler le "déficit" des ressources extérieures à long terme des pays en développement et répondre pleinement aux besoins de diverses formes d'assistance (y compris l'assistance technique).

b) Il faut faire en sorte que les courants bilatéraux et multilatéraux reposent sur une base de plus en plus solide et envisager sérieusement la possibilité d'utiliser les revenus du patrimoine commun, d'instituer un système fiscal international et de mettre à profit les ressources libérées par le désarmement.

c) Il conviendrait de revoir le cadre institutionnel pour la solution des problèmes que pose le service de la dette, de manière à donner une importance égale aux aspects intéressant le développement.

d) Examen de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie pour le développement.

PROGRES REALISES DANS L'APPLICATION DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION
EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES (point 12 de l'ordre du jour)

Introduction

94. Reconnaissant que les pays les moins avancés sont les pays en développement les plus pauvres et les plus faibles économiquement, avec des niveaux de vie tout à fait insuffisants, la Conférence de Paris de 1981 est convenue que la communauté internationale, en particulier les pays développés et les organisations internationales appropriées ainsi que les pays en développement qui sont en mesure de le faire, fourniraient à ces pays une aide considérable pour transformer les structures de leur économie, en tant que priorité essentielle de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'objectif étant de leur permettre d'échapper définitivement à leur stagnation passée et présente et à leur sombres perspectives d'avenir pour avancer vers un développement autonome.

95. La Conférence de Paris a reconnu que pour atteindre les objectifs du nouveau programme substantiel d'action, les efforts faits par les pays les moins avancés devaient être complétés par des mesures d'appui de la communauté internationale consistant, d'une part, à accroître les transferts de ressources financières et, de l'autre, à adopter des politiques et des programmes touchant les modalités de l'aide, l'assistance technique et le transfert de technologie, les mesures à prendre en matière de politique commerciale et la coopération entre pays en développement.

96. Il a été estimé à la Conférence de Paris que les ressources financières extérieures nécessaires à l'exécution du nouveau programme substantiel d'action pour la première moitié des années 80 se monteraient à quelque 61,7 milliards de dollars (ce qui correspond à un apport annuel moyen de 12,3 milliards de dollars), soit environ 85% de plus que l'argent des années 1975-1979 (qui s'est chiffré en moyenne à 6,6 milliards de dollars annuellement). Des projections révisées, fondées sur des renseignements statistiques plus récents et qui tiennent compte des nouveaux pays dont l'Assemblée générale, à sa trente-septième session, a approuvé l'inclusion sur la liste des pays les moins avancés, montrent qu'il faudrait un apport de 14,1 milliards de dollars en 1985 aux prix de 1980.

97. Eu égard à la nécessité urgente d'accroître substantiellement le transfert de ressources en faveur des pays les moins avancés, tous les pays se sont engagés à orienter de plus en plus l'aide publique au développement (APD) vers les pays les moins avancés. plus précisément, la plupart des donateurs d'APD se sont engagés à consacrer à ces pays 0,15% de leur produit national brut au cours des années 1982-1985. D'autres se sont engagées à doubler leur APD aux pays les moins avancés durant la même période. Globalement, ces engagements devraient permettre de leur fournir, d'ici à 1985, un volume d'aide publique au développement représentant le double des ressources qui leur ont été transférées au cours des cinq dernières années. En outre, il a été convenu qu'en règle générale, les pays donateurs fourniraient sous forme de dons leur aide aux pays les moins avancés et leur accorderaient des prêts déterminés d'un commun accord à des conditions très favorables. Il a été convenu aussi que, dans toute la mesure du possible, l'aide publique au développement fournie aux pays les moins avancés sous forme de prêts et de dons serait une aide non liée. Les pays donateurs sont convenus en outre que l'aide aux pays les moins avancés serait fournie sous forme d'aide aux projets, ainsi que sous d'autres formes, comme l'aide en nature, l'aide aux programmes et aux secteurs, le soutien de la balance des paiements et, le cas échéant, le soutien budgétaire, la participation au financement des dépenses de fonctionnement et le soutien des banques de développement et institutions financières locales.
98. Il a été convenu aussi d'appliquer sans retard la résolution 165 (S-IX) du Conseil du Commerce et du développement, qui prévoit que les pays donateurs adopteront des mesures pour ajuster les conditions de l'APD bilatérale antérieure, comme moyen d'améliorer les courants nets d'APD en faveur notamment des pays les moins avancés. Il était prévu que les prêts bilatéraux en cours au titre de l'APD fournis aux pays les moins avancés seraient immédiatement convertis en dons.
99. Etant donné les difficultés particulières que les pays les moins avancés ont à obtenir l'accès à une aide aux conditions normales du marché, il a été convenu à la Conférence de Paris que les institutions d'aide multilatérale devraient affecter à ces pays un volume considérable et croissant d'aide à des conditions de faveur.
100. La Conférence de Paris a examiné aussi la question des nouveaux mécanismes susceptibles d'être mis en place pour mobiliser des transferts accrus de ressources financières. A cet égard, il a été convenu que les institutions internationales compétentes devaient poursuivre leurs efforts concertés en vue d'examiner de nouveaux

mécanismes et arrangements, qui comprendraient notamment des propositions relatives à l'élaboration de plans de taxes internationales pour le développement, de nouvelles ventes d'or par le Fonds monétaire international, l'établissement d'un lien entre la création de droits de tirage spéciaux et l'aide au développement, et l'emploi de techniques de bonification d'intérêts.

101. La situation de la balance des paiements des pays les moins avancés étant extrêmement précaire et ces pays ne pouvant actuellement financer que la moitié de leurs importations à l'aide de leurs recettes d'exportation, il a été convenu à la Conférence de Paris que tous les donateurs et tous ceux qui sont en mesure de le faire envisageraient de créer des facilités pour fournir une assistance visant à améliorer cet état de choses.

102. Il a été convenu aussi qu'un effort spécial serait fait pour faciliter la création de débouchés suffisants et pour assurer l'accès aux marchés aux produits d'exportation des pays les moins avancés dans des conditions de sûreté et de régularité maximum. Il a été convenu également qu'il faudrait simplifier et améliorer encore les schémas de préférence de divers types, afin de prévoir autant que possible l'admission en franchise des produits d'exportation des pays les moins avancés.

Exécution

103. a) De leur côté, un nombre important de pays parmi les moins avancés ont déjà pris des initiatives sérieuses pour exécuter le nouveau programme substantiel. Au niveau national, ils ont mis en place dans l'appareil gouvernemental un élément central chargé de l'examen et de la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel et ont arrêté les arrangements consultatifs requis dans le programme d'action. Certains d'entre eux ont déjà organisé des réunions avec leurs partenaires dans le processus de développement, tandis que d'autres se préparent à en faire autant.

b) Au niveau national, peu de pays africains parmi les moins avancés ont pu tenir des réunions de consultation avec les partenaires de l'aide, sous forme de tables-rondes et de réunions de groupes consultatifs sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale. Au niveau régional, comme le prévoit le paragraphe 125 du Chapitre 3 du nouveau Programme substantiel d'action, le Secrétariat de la CEA a de son côté, organisé une réunion ministérielle des pays africains en vue notamment de passer en revue les tendances et perspectives actuelles dans ces pays et d'évaluer le NPSA et ses incidences sur la croissance et le développement des pays africains les moins avancés.

c) Les résultats des réunions de consultation tenues jusqu'ici montrent que les engagements sont souvent vagues et ne donnent aucune précision sur les contributions financières et techniques que les divers pays ou institutions sont disposés à apporter à l'exécution des programmes et projets par pays. Très souvent, les institutions donatrices ont mentionné l'assistance technique actuellement fournie aux pays les moins avancés et exprimé leur intention de poursuivre cette assistance.

104. Toutefois, malgré les engagements pris, les courants de ressources destinées aux pays les moins avancés ont malheureusement diminué. En 1980, les apports d'APD consacrés à ces pays ont fléchi en valeur réelle de 3,5%. En 1981, l'APD bilatérale fournie par les pays membres du CAD a diminué en prix courants, tombant de 3,24 milliards de dollars à 3,16 milliards, soit un recul de 3,6%, ce qui fait que le niveau actuel de l'aide a baissé et ne représente plus en moyenne que 0,04% du PNB des pays donateurs. Toujours en 1981, les contributions versées aux institutions multilatérales par les pays du CAD ont diminué de près de 20%, tandis que la part des apports consacrés par ces institutions aux pays les moins avancés restait stationnaire. L'APD des pays du CAD considérée dans son ensemble, qui représentait en moyenne 0,07% du PNB des donateurs en 1980, a ainsi reculé par rapport à l'objectif de 0,15% durant cette même année. En 1980, l'APD des pays donateurs du CAD ne représentait en moyenne que 0,07% de leur PNB, alors que le chiffre pour les pays donateurs de l'OPEP était de 0,16% et pour les pays socialistes d'Europe orientale de 0,02%.

105. Il apparaît maintenant d'après les projections faites sur la base des tendances et des engagements actuels qu'en 1985 l'apport réel d'APD destiné aux pays les moins avancés ne dépasserait que de 30% environ celui de 1980. L'apport d'APD à ces pays se chiffrerait donc à 8,1 milliards de dollars en 1985 (aux prix de 1980). Comparé à l'apport de 1980 qui se montait à 6,1 milliards de dollars, on est loin du doublement envisagé au paragraphe 63 du nouveau programme substantiel d'action. On est loin aussi des 11,5 milliards de dollars qu'il faudrait fournir en 1985 pour maintenir le taux de croissance actuel de ces pays qui est pourtant bien modeste.

106. D'après le scénario d'aide multilatérale, la part consacrée en 1981 aux pays les moins avancés dans le total des montants versés par les institutions multilatérales financées surtout par les pays du CAD a été portée à 27%, ce qui est un peu plus qu'en 1980 mais un peu moins qu'en 1978 et 1979. Toutefois, la récente réduction du volume des ressources mises à la disposition des programmes multilatéraux a créé des difficultés. Par exemple, l'IDA, source la plus importante d'aide à des conditions de faveur pour les

pays les moins avancés, a souffert du fait que le Congrès des Etats-Unis a décidé que la contribution de ce pays pour la sixième reconstitution des ressources serait étalée sur quatre ans au lieu de trois ans. Pour l'exercice financier 1982, les engagements de l'IDA en faveur des pays les moins avancés ont diminué de 5,6% en valeur nominale.

107. Le PNUD a été pénalisé lui aussi par des diminutions récentes de ressources. En 1981, les contributions annoncées ont baissé de 6%. En 1982, elles sont restées pratiquement stationnaires et pour 1983 on s'attend qu'elles soient inférieures de 10 millions de dollars à celles de 1982. L'Administrateur du PNUD a fait savoir aux gouvernements que les ressources estimatives disponibles au titre du troisième cycle de programmation (1982-1986) ne permettraient d'utiliser que 55% environ du montant fixé comme objectif pour la somme des chiffres indicatifs de planification de référence. Etant donné que le système de répartition des ressources du PNUD a été fortement modifié lors du troisième cycle en faveur des pays les moins avancés et d'autres pays ayant un revenu par habitant inférieur à 500 dollars, ce sont ces pays qui souffriront le plus de ces réductions globales.

108. En ce qui concerne les modalités de l'aide, seuls quelques donateurs bilatéraux fournissent intégralement sous forme de dons leur APD aux pays les moins avancés. Les autres pays donateurs ne le font pas encore.

109. Si l'on considère les pays les moins avancés globalement, la proportion des engagements d'APD bilatérale des pays du CAD qui était non liée en 1980 ne dépassait pas 42%. En revanche, la quasi-totalité de l'aide accordée à des conditions de faveur par les pays de l'OPEP et par leurs institutions multilatérales est non liée. Toute l'aide des pays socialistes d'Europe orientale, y compris leurs contributions multilatérales, continue d'être subordonnée à l'achat de biens et de services auprès du pays donateur.

110. En ce qui concerne l'annulation des dettes, outre l'Irlande, le Luxembourg et la Norvège, seuls 14 pays donateurs du CAD ont signalé qu'ils avaient pris des mesures concrètes au bénéfice de 27 pays du groupe des pays les moins avancés. Dans certains cas, toutefois, l'allègement accordé reste subordonné à l'approbation du Parlement. En outre, l'allègement des dettes n'a pas toujours pris la forme d'une annulation pure et simple. Ces dernières années, la dette publique et les paiements au titre du service des dettes pour la quasi-totalité des pays les moins avancés ont continué d'augmenter régulièrement. L'endettement global de ce groupe de pays est passé de 12,9 milliards

de dollars en 1978 à 13,4 milliards en 1981, et la part de leurs recettes d'exportation totales qu'ils consacrent au service de leur dette a plus que doublé entre 1978 et 1981, année pour laquelle on estime qu'elle a atteint 24,2%.

111. Le nouveau programme substantiel d'action envisageait des stratégies visant à porter à 9% au moins le taux de croissance annuel global de la production manufacturière des pays les moins avancés. Ces stratégies prévoyaient que l'on mettrait à leur disposition un appui technique et financier adéquat et qu'on supprimerait les obstacles tarifaires et non tarifaires opposés à l'importation de leurs produits industriels. Or les achats d'articles manufacturés des pays industrialisés auprès des pays les moins avancés sont tombés à environ 1 milliard de dollars en 1981, alors qu'ils s'étaient chiffrés à 1 milliard 280 millions en 1980. Il ressort de certaines estimations qu'environ 30% de ces importations restent soumis à des obstacles tarifaires ou non tarifaires dont la suppression pourrait aider à accroître les exportations en provenance des pays les moins avancés.

112. Bien que nul ne conteste que l'énergie est un facteur indispensable au développement, la communauté internationale n'a pris aucune mesure sérieuse pour accroître le potentiel énergétique des pays les moins avancés et favoriser ainsi l'application intégrale du nouveau programme substantiel d'action.

113. Les pays donateurs et les institutions donatrices n'ont pas donné de renseignements adéquats concernant l'action engagée par eux pour mettre en oeuvre le nouveau programme substantiel, bien que deux années se soient écoulées depuis la Conférence de Paris. Faute de données il a été extrêmement difficile d'effectuer une évaluation objective des progrès accomplis dans l'exécution du programme. Toutefois, d'après les renseignements disponibles, il apparaît clairement que ces progrès ont été extrêmement lents.

Recommandations

114. La Conférence voit avec déception la lenteur de la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés pour les années 80, adopté voici près de deux ans, et la diminution effective des courants de ressources à destination de ces pays, laquelle donne à penser que, même si les donateurs honoraient tous les engagements pris jusqu'ici, on enregistreraient chaque année, dans les pays les moins avancés, un déficit de ressources dont l'effet serait de créer, pour la seule année 1985, un écart de 6 milliards de dollars entre le montant des besoins et celui

des ressources disponibles. En fait, d'après des estimations fondées sur les tendances actuelles, il semble que le déficit doive largement dépasser ce chiffre. Cela en dépit des engagements qui ont été pris dans le cadre du nouveau programme substantiel d'action et de sérieux efforts déployés par les pays les moins avancés pour appliquer ce programme.

115. La Conférence constate avec une vive inquiétude la dégradation de la situation économique des pays les moins avancés qui a contraint certains d'entre eux à suivre une politique d'austérité et à se concentrer sur les mesures de stabilisation, en limitant les dépenses en capital et les importations de produits alimentaires, d'énergie, ainsi que de biens intermédiaires et de biens d'équipement, au lieu d'identifier et effectuer, comme prévu par le nouveau programme substantiel d'action, les investissements que suppose la transformation structurelle de leur économie.

116. Les pays les moins avancés sont responsables en premier lieu de leur propre développement mais il est évident que l'exécution du NPSA nécessitera une assistance importante de la communauté internationale.

117. Afin de renverser cette situation inacceptable, qui est incompatible avec les engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, la Conférence sur le commerce et le développement demande instamment à la communauté internationale d'assurer pleinement et efficacement la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action et de fournir aux pays les moins avancés une assistance financière dont le volume et les conditions d'octroi répondent à leurs besoins immédiats et à long terme en matière de développement. Les donateurs qui ont pris des engagements précis au regard des objectifs de l'aide aux pays les moins avancés devraient les honorer sans tarder; les autres devraient accepter les objectifs fixés à cet égard dans le nouveau programme substantiel d'action et faire en sorte de les atteindre d'ici 1985.

118. La communauté internationale devrait, à titre prioritaire :

- i) aider les PMA à assurer l'équilibre interne et externe de leurs économies;
- ii) aider à maximiser la capacité des unités économiques de production;
- iii) appuyer les efforts des PMA visant à augmenter la production alimentaire par habitant;
- iv) en raison des problèmes énergétiques qui se posent aux PMA, fournir une assistance financière et technique pour la recherche, la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques dans les PMA.

119. a) Les institutions internationales compétentes devraient poursuivre leurs efforts pour l'étude sérieuse de nouveaux mécanismes et arrangements qui permettent de mobiliser des ressources financières plus importantes à l'intention des pays les moins avancés, et notamment de mesures comme la mise en place de systèmes fiscaux internationaux au service du développement, l'organisation de nouvelles ventes d'or du FMI, l'établissement d'un lien entre la création de droits de tirage spéciaux et l'aide au développement, ainsi que le recours à des techniques de bonification d'intérêts. D'une façon générale, le soutien de la balance des paiements ne doit pas servir à exercer des pressions politiques sur les pays les moins avancés ou être subordonné à l'acceptation, par ces derniers, de mesures et programmes impliquant des coûts sociaux qui compromettent leurs buts, objectifs et priorités essentiels.

b) Le FMI devrait examiner de façon approfondie les principes sur lesquels repose la conditionnalité de façon à faire droit aux priorités des PMA sur les plans social, économique et politique et allouer à ceux-ci une partie importante des DTS, des facilités du fonds d'affectation spéciale et des facilités de financement compensatoire.

120. a) Les pays donateurs devraient prévoir d'importantes allocations au Fonds du PNUD pour les mesures spéciales en faveur des pays en développement les moins avancés, et au Fonds d'équipement des Nations Unies, afin de favoriser la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action.

b) En ce qui concerne les réunions de consultation par pays, les institutions jouant le rôle de chefs de file devraient, en raison de la lenteur actuelle de l'exécution, participer plus activement à la convocation des réunions de consultations à l'échelon national.

121. S'agissant des modalités de l'aide, tous les pays donateurs devraient prendre des mesures immédiates en vue de fournir aux PMA une aide publique au développement intégral sous forme de prêts et de consentir des prêts à des conditions de faveur au moins aussi intéressantes que celles de l'IDA.

122. a) Les pays développés devraient appliquer rapidement et intégralement la résolution 165(S-IX) et transformer tous les prêts en cours consentis au titre de l'aide bilatérale publique au développement en dons et ce pour tous les PMA sans discrimination.

123. b) Les pays donateurs devraient prendre des mesures en vue de fournir aux PMA sans distinction une aide publique au développement des prêts et des dons sur une base liée.

124. Les pays donateurs devraient prendre des mesures en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide et d'éliminer les délais entre les engagements et les décaissements. Les pays donateurs sont également invités à appliquer les recommandations de la deuxième réunion des institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique avec les représentants des pays les moins avancés.

125. Dans le domaine des politiques commerciales, il est nécessaire que les pays développés appliquent les mesures indiquées ci-après, en vue de stimuler le commerce d'exportation des PMA:

- i) étendre la couverture du SGP pour les exportations des pays les moins avancés de façon à permettre à ses produits de bénéficier de la franchise;
- ii) appliquer des normes plus souples en ce qui concerne les règles d'origine portant sur les exportations des pays les moins avancés;
- iii) éliminer les mesures non tarifaires touchant les exportations des pays les moins avancés;
- iv) faciliter la participation des pays les moins avancés aux accords et arrangements relatifs aux négociations commerciales multilatérales;
- v) renforcer les moyens dont disposent la CNUCED et d'autres organismes et organes appropriés des Nations Unies en matière d'assistance technique afin qu'ils répondent aux besoins des pays les moins avancés;
- vi) renforcer les activités visant à promouvoir le commerce, grâce au CCI et à d'autres initiatives comme par exemple l'encouragement à établir dans les pays importateurs des offices de promotion des importations.

126. Les partenaires au titre du développement, dans le cadre bilatéral, et les organisations internationales devraient aussi:

- i) aider les pays les moins avancés à implanter des industries de transformation sur place des matières premières et des produits alimentaires;
- ii) contribuer à la mise au point de projets intégrés visant l'accroissement des exportations et fournir des ressources suffisantes pour l'élimination de tous les goulets d'étranglements au niveau de l'approvisionnement;

- iii) favoriser l'adoption d'arrangements à long terme pour la vente de produits d'exportation des pays les moins avancés, et veiller à ce que les organismes publics et les institutions internationales se fassent une règle d'effectuer une partie de leurs achats dans les pays les moins avancés.

127. Pour ce qui est de la compensation des déficits de recettes tirées de l'exportation des produits primaires, dans le cas des pays les moins avancés :

- a) les pays développés devraient envisager d'établir un accord du type STABEX en faveur des PMA d'où ils importent leurs produits primaires;

- b) dans le cadre de la proposition tendant à élargir et à libéraliser le système de financement compensatoire du FMI, il conviendrait d'envisager des arrangements spéciaux en faveur des pays les moins avancés, à l'effet de combler en totalité leurs déficits de recettes d'exportation, de leur accorder des bonifications d'intérêts au titre des tirages déjà effectués et de prévoir le remboursement en 10 ans, avec un délai de grâce de 5 ans. A cette fin, il faut, d'urgence, assurer le démarrage des opérations du compte de subvention du FMI, de façon à couvrir la différence entre le montant des paiements effectués à des taux d'intérêt commerciaux et celui des paiements qu'impliqueraient les conditions normales d'utilisation des ressources du Fonds.

128. Ainsi qu'il est recommandé au paragraphe 85 du nouveau programme substantiel d'action, la communauté internationale - organisme des Nations Unies et autres donateurs bilatéraux et multilatéraux - devrait fournir aux pays les moins avancés des ressources financières destinées en particulier au développement de leurs installations portuaires, routes, chemins vicinaux et transports ferroviaires, ainsi qu'une aide financière et technique pour la formation de la main-d'oeuvre dont ils ont besoin et la mise en place d'institutions nationales de formation.

129. Dans le cadre de la coopération économique entre pays en développement et eu égard à l'objectif d'autonomie collective, les pays en développement qui sont en mesure de le faire devraient aider les pays les moins avancés, comme indiqué ci-après :

- a) accorder un traitement préférentiel, autant que faire se peut, aux importations de biens produits par les pays les moins avancés;

- b) seconder les efforts des pays les moins avancés pour accroître leur capacité de production de denrées, d'énergie et d'autres produits, y compris les articles manufacturés;

c) fournir, selon des modalités et à des conditions préférentielles et pour un coût minimum, les résultats de recherches scientifiques et technologiques qui sont adaptés aux besoins de développement des pays les moins avancés;

d) assurer un accroissement des courants d'assistance financière et technique et des transferts de biens à destination des pays les moins avancés, par le biais d'arrangements préférentiels spéciaux;

e) encourager et développer les opérations en association avec les pays les moins avancés impliquant le transfert de matériel et de technologie, dans le cadre d'accords bilatéraux ou arrangements spéciaux à long terme;

f) explorer les possibilités d'élaborer des arrangements à long terme pour aider les pays les moins avancés à porter à un niveau raisonnable le volume des ventes de leurs produits.

130. a) La communauté internationale devrait fournir une assistance financière et matérielle supplémentaire considérable aux pays les moins avancés sujets aux catastrophes aussi bien naturelles que causées par l'homme en vue d'épauler les efforts qu'ils font pour fournir les services essentiels et intensifier leurs activités de développement;

b) En ce qui concerne la non-contribution des donateurs aux réunions de consultation des pays africains les moins avancés, les institutions et les pays donateurs sont priés instamment de respecter les engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés et de profiter des réunions de consultation pour indiquer de façon précise:

- i) leur contribution financière globale complémentaire à l'aide qu'ils fournissent déjà;
- ii) le secteur et les projets spécifiques qu'ils ont l'intention de financer ou de co-financer;
- iii) l'élément d'action immédiate et les domaines ou secteurs qui bénéficieront de l'aide non destinée à des projets;
- iv) les mesures correctes à prendre en ce qui concerne les modalités de l'aide;
- v) les mesures concrètes qu'ils prennent en vue de la promotion et de la diversification des exportations.

131. Dans le contexte de la préparation de l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action, le Secrétaire général de la CNUCED devrait convoquer une troisième réunion d'institutions multilatérales et bilatérales d'assistance financière et technique et de représentants des pays les moins avancés. Cette réunion serait notamment appelée:

- i) à examiner et apprécier la situation économique des pays les moins avancés, ainsi que l'assistance nécessaire à l'accélération de leurs progrès;
- ii) à analyser et présenter des recommandations permettant d'améliorer les méthodes et la gestion de l'aide, notamment en ce qui concerne les conditions et modalités de l'aide, l'adaptation des critères d'assistance aux besoins spécifiques des pays les moins avancés, les formes d'aide et les domaines prioritaires, l'administration et la gestion des programmes d'aide, ainsi que l'assistance technique;
- iii) à évaluer les résultats des consultations par pays organisées en application du paragraph III du nouveau programme substantiel d'action, et à formuler des recommandations dont le but soit d'assurer une meilleure coordination des programmes d'assistance.

132. a) Le Secrétaire général de la CNUCED devrait établir des rapports d'ensemble sur la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action, contenant des recommandations précises en vue de l'application totale et rapide de ce dernier, ainsi que les autres documents nécessaires en vertu des paragraphes 120 et 122 du nouveau programme substantiel d'action, pour faciliter l'examen global à mi-parcours qui sera entrepris en 1985 par le Groupe intergouvernemental, à un niveau plus élevé.

b) Afin de s'acquitter efficacement de ses responsabilités en ce domaine et en raison de l'importance de ces questions le groupe de la CNUCED chargé de la question des pays les moins avancés devrait être renforcé et disposer des ressources supplémentaires nécessaires. On devrait également, d'urgence envisager, dans le cadre de la restructuration du mécanisme institutionnel de la CNUCED, de faire du groupe une division distincte au sein du secrétariat. Les commissions économiques régionales devraient également être renforcées de façon à pouvoir évaluer et suivre au niveau régional les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du nouveau Programme Substantiel d'Action.

Les pays et organismes donateurs doivent communiquer régulièrement au secrétariat de la CNUCED des renseignements détaillés sur les mesures qu'ils prennent pour donner effet aux dispositions du nouveau programme substantiel d'action, de façon à permettre une évaluation objective des progrès accomplis dans le processus de mise en oeuvre.

TECHNOLOGIE (point 13 (a) de l'ordre du jour)

I. INTRODUCTION

134. Le cadre général dans lequel seront considérés les problèmes technologiques lors de la sixième session de la Conférence est donné par le rapport de la CNUCED intitulé "Stratégie pour la transformation technologique des pays en développement" (TD/B/C.6/90) ainsi que l'a décidé la Commission du transfert de technologie dans sa résolution TD/B/C.6/L.69.

II. PRINCIPALES QUESTIONS APPELANT UNE DECISION A LA SIXIEME SESSION
DE LA CONFERENCE

135. La sixième session de la Conférence fournit l'occasion d'examiner les progrès réalisés, de consolider certaines initiatives et de prendre des décisions relatives à de nouvelles dimensions pour les années

A. Restructuration de l'environnement juridique

i) Code international de conduite pour le transfert de technologie

136. Conformément aux dispositions de la résolution 37/210 de l'Assemblée générale, la Conférence devrait, à sa sixième session, finaliser la négociation d'un code international de conduite pour le transfert de technologie qui soit à l'avantage de tous les pays. Les propositions formulées par le Comité intérimaire de la Conférence devraient servir de base pour trouver des solutions aux questions en suspens. Le code doit être adopté par l'Assemblée générale à sa trente-huitième session.

ii) Aspects économiques, commerciaux et de développement du régime de propriété industrielle

137. Le Groupe est convaincu que, en révisant la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, on devrait reconnaître que la mise en oeuvre effective est une condition essentielle de l'octroi et du maintien

des brevets et que ceux-ci devraient être utilisés non pas pour instituer des monopoles d'importation, mais pour contribuer au développement économique et technologique des pays où ils sont déposés. A ce propos, les progrès accomplis à l'échelon national par un certain nombre de pays en développement en ce qui concerne la révision de leur législation sur la propriété industrielle doivent être notés avec satisfaction. Etant donné les obstacles juridiques de plus en plus sérieux qui entravent l'établissement d'une base scientifique pour les pays en développement depuis l'entrée en vigueur de la Convention de Paris sur la convention sur la propriété industrielle, le Groupe en appelle aux pays développés afin qu'ils procèdent sans retard à la révision de la Convention de Paris qui doit tenir pleinement compte des intérêts des pays en développement.

B. Approches communes en ce qui concerne la législation et la réglementation

138. Le Groupe attache un rang de priorité élevé à l'élaboration de lois et règlements nationaux sur le transfert de technologie, dans le cadre d'une politique économique plus générale, visant à renforcer dans les négociations la position des entreprises qui acquièrent de la technologie, en éliminant les pratiques abusives et les conditions inéquitables, et à accroître la contribution de la technologie acquise au développement social et économique général du pays acquéreur.

139. A ce propos, le Groupe appelle l'attention de tous les pays en développement sur les propositions figurant dans le rapport du secrétariat de la CNUCED intitulé "Modes d'approche communs de la législation et de la réglementation relatives au transfert et à l'acquisition de la technologie" (TD/B/C.6/91), ainsi que sur la possibilité d'utiliser ces propositions pour introduire ou réviser des lois et règlements nationaux.

C. Aspects du transfert inverse de technologie relatifs au développement

140. Le Groupe demande instamment au Secrétaire général de la CNUCED de prendre immédiatement les dispositions voulues pour donner suite au paragraphe 5 de la résolution 37/207 de l'Assemblée générale, aux termes duquel il doit convoquer les réunions d'experts gouvernementaux nécessaires afin de "formuler des recommandations sur les politiques et des mesures

concrètes visant à atténuer les effets néfastes du transfert inverse de technologie pour les pays en développement, y compris sur la proposition tendant à créer un service international de compensation du travail".

D. Assistance technique et opérationnelle fournie par le Service consultatif du transfert de technologie

141. Le Groupe souhaite que le service consultatif : i) intensifie son assistance technique et opérationnelle aux pays en développement qui le lui demandent, pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, législations, règlements, procédures et mécanismes en vue du transfert et du développement de la technologie sous tous ses aspects ; ii) mette davantage l'accent sur l'accroissement de la capacité des pays en développement d'élaborer et appliquer des plans et politiques en vue du développement technologique des secteurs d'importance critique pour eux, ainsi que sur la mise en place de nouveaux mécanismes et de nouvelles modalités de coopération entre ces pays, dans les secteurs en question ; iii) accroisse et élargisse sensiblement l'ampleur et la portée de ses divers programmes de formation ; iv) constitue une base de données et de renseignements concernant les différentes sources possibles et les fournisseurs éventuels de technologie ; v) établisse des liaisons interrégionales entre les centres, y compris les centres sectoriels pour le transfert et le développement de la technologie.

142. Il est dès lors absolument indispensable, de l'avis du Groupe, que le Service consultatif soit doté des ressources supplémentaires dont il a besoin pour bien remplir son rôle et intensifier l'aide qu'il fournit aux pays en développement dans leurs efforts en matière de technologie.

E. Initiations nouvelles pour les années 80

143. Le Groupe est convaincu que la mise en oeuvre d'une stratégie dynamique dans le domaine de la technologie suppose la prise en considération de nouvelles dimensions et de nouvelles questions, en vue de l'action future. Le Groupe est persuadé que les domaines ci-après méritent un examen approfondi à la CNUCED, au cours des années à venir.

a) Poursuite des travaux concernant les secteurs et domaines d'importance critique

144. Le Groupe demande instamment que soient organisées des réunions groupant un nombre limité d'experts pour réexaminer et recommander des politiques appropriées, y compris des mesures concrètes, dans les trois secteurs de l'industrie alimentaire, des biens d'équipement et de l'outillage industriel, ainsi que de l'énergie.

145. Aussi un certain nombre de domaines et question d'importance critique pour les pays en développement devaient être examinés d'urgence : les facteurs de production agricole, le financement de la technologie par le biais de l'investissement étranger et d'autres formes de transfert, les mesures d'ordre juridique, institutionnel et fiscal visant à encourager l'assimilation et le développement de la technologie, dans de bonnes conditions, les incidences de la dépendance technologique des femmes, et le rôle des petites et moyennes entreprises des pays développés dans le transfert international de technologie.

b) Règle et normes internationales concernant les produits pharmaceutiques

146. Le Groupe est convaincu de la nécessité d'examiner d'urgence, à l'échelon intergouvernemental, la possibilité d'arrêter des mesures, et notamment de formuler des normes internationales, concernant les activités promotionnelles, la distribution, le commerce et la technologie dans le secteur des produits pharmaceutiques.

c) Aspects économiques et commerciaux et aspects relatifs au développement, en rapport avec les technologies naissantes

147. Le Groupe demande instamment que le Secrétaire général de la CNUCED étudie la question des technologies nouvelles et naissantes (Biotechnologies, technologie de l'énergie solaire, microélectronique, etc.) de façon à jeter les bases d'un examen ultérieur par les gouvernements, en vue d'une action appropriée.

d) Liaisons interrégionales

148. Le Groupe est absolument convaincu de l'urgente nécessité de maintenir des liaisons interrégionales efficaces entre les efforts déployés à

l'échelon national, par les centres de technologie ou institutions analogues existant dans les pays en développement.

e) Utilisation et commercialisation des résultats des activités de recherche-développement financées par le secteur public

149. Le Groupe demande au Service consultatif de la CNUCED d'élaborer des instruments opérationnels tels que manuels, guides et directives concernant les circuits, mécanismes, politiques et procédures qu'implique l'utilisation productive des résultats de la recherche-développement financé par le secteur public, dans les pays en développement et de fournir des services d'orientation quant aux moyens de commercialiser les résultats en questions.

f) Utilisation et commercialisation des résultats de la recherche-développement financée par le système des Nations Unies, dans l'intérêt des pays en développement

150. Le Groupe demande que la CNUCED examine et apprécie les dispositifs et circuits qui existent actuellement pour l'utilisation et la commercialisation des résultats de la recherche financée par les Nations Unies, et détermine les mesures et dispositions qui pourraient être prises pour accroître la contribution globale de ces résultats à la transformation technologique des pays en développement de façon à jeter les bases d'un examen ultérieur par les gouvernements, en vue d'une action appropriée.

g) Décommercialisation de la technologie qui est du domaine public

151. Le Groupe demande instamment au secrétariat de la CNUCED d'entreprendre une étude, pour examen ultérieur par les gouvernements, sur les moyens éventuels de décommercialiser des technologies publiquement accessibles et de permettre aux pays en développement d'en obtenir aisément et rapidement l'usage. Le Groupe exhorte également le Secrétariat de la CNUCED à se mettre en rapport avec l'CEPI afin d'obtenir, au profit des pays en développement, la liste mise à jour des réalisations technologiques qui sont tombées dans le domaine public.

III. SUITE DES TRAVAUX CONCERNANT L'ELABORATION ET LA MISE EN OEUVRE
DE LA STRATEGIE

152. Le Groupe prie le Secrétaire général de la CNUCED de constituer, au sein de cette dernière, un groupe de travail spécial auquel il appartiendrait d'étudier la stratégie, ainsi que les observations y relatives formulées par les gouvernements à la sixième session de la Conférence.

TRANSPORTS MARITIMES

153. Le Groupe des 77 considérant les transports maritimes comme l'un des supports essentiels indispensables au développement harmonieux de leurs économies et considérant qu'ils doivent être libres de toute restriction quant à la détermination de leurs objectifs ainsi que des voies et moyens pour les atteindre estiment que la mise en oeuvre du nouvel ordre maritime international suppose leur participation effective et significative au transport de l'ensemble des cargaisons générales par leur commerce extérieur et par conséquent le développement substantiel de leurs flottes jusqu'ici marginales : 10 p. 100 et 1 p. 100 pour les pays en voie de développement et africains respectivement.

154. Le Groupe des 77 est convaincu que seule une négociation à l'échelle internationale sur une base juste et mutuellement bénéfique pour tous peut permettre aux transports maritimes de jouer efficacement leur véritable rôle de vecteur principal du commerce international.

155. Dans ce contexte, le Groupe des 77 réaffirme son attachement à l'entrée en vigueur sans retard du code de conduite des conférences maritimes. Il constate avec préoccupation que certains pays développés n'ont pas encore honoré l'engagement pris à l'occasion de la CNUCED V de ratifier ledit code. En conséquence le groupe des 77 demande aux pays développés qui ne l'ont pas encore fait de ratifier ce code.

156. Le Groupe des 77 prie instamment les gouvernements des Etats membres de la CNUCED d'étudier attentivement les propositions faites par les pays en développement tendant à ce que des crédits pour la construction et l'achat de navires leur soient accordés aux conditions minimales suivantes :

- a) la durée maximale des prêts ne devrait pas être inférieure à 14 ans pour les navires neufs et à 10 ans pour les navires d'occasion;
- b) le montant de l'acompte ne devrait pas dépasser 10 p. 100 du prix du contrat;
- c) le taux d'intérêt pour ce paiement différé ne devrait pas dépasser 5 p. 100 par an;
- d) des conditions plus favorables devraient leur être accordées en cas de construction de navires.

157. Une attention particulière serait apportée à toute proposition émanant des pays les moins avancés.

158. Le Groupe des 77 se déclare préoccupé par l'attitude que les pays maritimes traditionnels adoptent dans les négociations internationales sur l'accès aux chargements, en particulier aux chargements de vrac, et relève qu'en raison de l'emprise des sociétés transnationales sur les chargements de vrac, les pays en développement ressentent de plus en plus fortement la nécessité de recourir à des mesures unilatérales; le Groupe des 77 réaffirme sa détermination à participer au transport des vracs sur une base significative et équitable.

159. Le Groupe des 77, tenant compte de l'importance des transports maritimes dans les échanges internationaux et considérant qu'ils doivent être libres de toute restriction pour pouvoir atteindre leurs objectifs en tant que moyen de transport efficace, prie le secrétariat de la CNUCED d'entreprendre des recherches intensives sur les sociétés transnationales, leur emprise sur le secteur du transport de vrac et le régime auquel elles soumettent les pays en développement exportateurs et importateurs par le jeu du mécanisme des prix de cession interne dans le domaine des transports maritimes.

160. Le Groupe des 77 attache une importance capitale à la normalisation des conditions d'immatriculation des navires, à l'établissement d'un lien économique authentique entre les navires et le pavillon du pays d'immatriculation

conformément aux dispositions explicites de la résolution A/37/209 de l'Assemblée générale et demande à la CNUCED de poursuivre les études en cours dans ce domaine.

161. Compte tenu des pratiques abusives préjudiciables aux pays en développement constatées dans le secteur des transports maritimes, le Groupe des 77 demande une étude globale des politiques d'investissement et de subvention dans ce secteur, en vue de déterminer les mesures propres à assurer un développement harmonieux et ordonné des transports maritimes par le moyen d'une concurrence loyale.

162. Le Groupe des 77 souhaite accélérer les négociations internationales dans les domaines de la réglementation maritime, de l'assurance, des privilèges et des hypothèques maritimes, de l'établissement d'un modèle de réglementation maritime nationale, de l'établissement d'un modèle de règles tarifaires pour les conteneurs et de mesures pour l'élimination de la fraude maritime et de la piraterie.

163. Le Groupe des 77, soucieux d'assurer le développement des ports, demande qu'un modèle d'accord pour les ports de collecte et de transbordement soit établi par des experts internationaux sous les auspices de la CNUCED, et invite ces experts à étudier aussi les modalités des investissements étrangers dans les ports, les obligations et les responsabilités des exploitants et des utilisateurs de terminaux pour conteneurs; il demande au secrétariat de la CNUCED d'étudier en profondeur l'aménagement de terminaux de vrac et les possibilités et conditions d'un financement international pour le développement des ports.

164. Le Groupe des 77, préoccupé par le développement de la conteneurisation et des opérations de transport multimodal, souhaite :

- i) l'établissement d'un accord international souple sur les normes pour les conteneurs;
- ii) l'élaboration d'une formule type et d'un modèle de clauses pour le document de transport multimodal ;

- iii) l'établissement et la diffusion des principes directeurs pour l'application des modèles informatiques au transport multimodal;
- iv) la conduite d'une étude sur l'intérêt de rédiger un code de conduite des entrepreneurs de transport multimodal;
- v) la CNUCED devra fournir aux pays en voie de développement l'assistance nécessaire en vue de la prise de mesures internes que nécessite la mise en oeuvre de la Convention internationale relative au transport multimodal.

165. Les pays membres du Groupe des 77 s'efforceront d'intensifier la coopération économique entre eux dans le domaine des transports maritimes, notamment par l'institution de services de transport maritime réguliers entre les pays en développement; à cet effet, ils demandent l'assistance du Secrétariat de la CNUCED pour établir un projet de programme d'action pour la coopération entre pays en développement dans les domaines du transport maritime, des ports et du transport multimodal, en vue de son examen par la Commission des transports maritimes à sa onzième session ordinaire.

166. Le Groupe des 77, compte tenu de la complexité des activités maritimes et de la nécessité de promouvoir une meilleure compréhension des problèmes maritimes au plan international, appuie fortement les efforts déployés par le secrétariat de la CNUCED et demande audit secrétariat de mener à bien toutes les études en cours.

N.B.

Le délégué du Libéria a émis de sérieuses réserves sur les paragraphes 153, 159, 160, 161 et 162.

ACTIVITES DE LA ONUCED CONCERNANT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL ET
LES PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES (Point 13c) de l'ordre du jour)

A. ELEMENTS D'UN PROGRAMME SPECIFIQUE EN FAVEUR DES PAYS EN
DEVELOPPEMENT INSULAIRES

I. INTRODUCTION

167. Les pays en développement insulaires sont aux prises avec des problèmes spécifiques en raison de leur position géographique. Dans sa résolution 111 (V), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a décidé que :

"(des) mesures spécifiques s'imposent dans le cas des pays en développement insulaires pour les aider à compenser leurs principaux handicaps, notamment ceux qui souffrent de handicaps imputables en particulier à leur faible superficie, à l'éloignement, aux contraintes qui pèsent sur les transports et les communications, aux grandes distances qui les séparent des marchés, à l'exigüité de leur marché intérieur, au manque de spécialistes de la commercialisation, à la modicité de leurs ressources, à leur manque de ressources naturelles, au fait qu'ils ne peuvent compter que sur quelques produits de base pour leurs recettes en devises, au manque de personnel d'administration et à leurs lourdes charges financières. La communauté internationale devrait être prête à agir pour que les pays en développement insulaires aient pleinement leur part des avantages des mesures générales qui seraient prises en faveur des pays en développement".

168. De plus, un certain nombre de pays en développement insulaires sont des archipels et, dans bien des cas, les îles sont dispersées sur une zone très vaste.

169. Dans la même résolution, la Conférence a également décidé que la CNUCED devrait effectuer, de manière coordonnée et en tenant compte des travaux déjà réalisés dans ce domaine, des études en profondeur en vue d'analyser les problèmes communs aux économies des pays insulaires et les obstacles au développement et à la croissance économique de ces pays, en particulier le rôle des facteurs économiques et géographiques dans ces problèmes.

170. Le Conseil du commerce et du développement, dans sa décision 247 (XXIV), a en outre, prié le Secrétaire général de la CNUCED, en entreprenant la préparation de la sixième session de la Conférence qui aura lieu en 1983, tout en s'en tenant à un ordre du jour sélectif, de tenir dûment compte des problèmes des pays en développement insulaires et, en consultation avec les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement insulaires, et avec les organisations internationales chargées de responsabilités en matière de coopération pour le développement et en cas de catastrophes naturelles, de faire le nécessaire pour mettre à la disposition de la Conférence, à sa sixième session, la documentation et les éléments qui lui permettront de s'occuper efficacement des problèmes des pays en développement insulaires, qu'il s'agisse d'îles ou d'archipels.

171. Dans sa résolution 35/61, l'Assemblée générale a :

a) Noté avec préoccupation que très peu d'initiatives notables ont été prises jusqu'à présent pour appliquer les mesures spécifiques prévues dans les résolutions 98 (IV) et 111 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

b) Lancé un appel à tous les Etats, organisations internationales et institutions financières pour qu'ils prennent d'urgence des dispositions efficaces afin d'appliquer les mesures spécifiques en faveur des pays insulaires en développement, comme le prévoient les résolutions 98 (IV) et 111 (V) de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, ainsi que d'autres résolutions sur ce sujet;

c) Invité les organismes compétents des Nations Unies à prendre d'autres mesures, le cas échéant, pour accroître leur capacité de répondre de façon positive aux besoins particuliers des pays en développement pendant la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.

L'Assemblée générale, dans sa résolution 37/206

172. Les pays en développement insulaires doivent fournir à leur population une gamme de services, en particulier de services publics, aussi étendue que dans tout autre pays. Pourtant, en raison de leur éloignement, encore aggravé dans la plupart des cas par le fait que ces pays sont des archipels, ces services doivent être dispensés à de petites communautés dispersées. Les pays en développement insulaires doivent donc faire face, par la force des choses, à des coûts de fonctionnement élevés, et cela de plus en plus, étant donné que l'évolution technologique dans le monde tend à favoriser de plus en plus les opérations à grande échelle et nécessite une spécialisation croissante. La Communauté internationale devrait apporter un appui sans réserve aux pays en développement insulaires pour qu'ils puissent surmonter ces handicaps spécifiques.

II. ELEMENTS D'UNE ACTION SPECIFIQUE SE RAPPORTANT AUX BESOINS ET PROBLEMES PARTICULIERS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT INSULAIRES

Communications et transport

173. De toute évidence, il s'agit là d'un secteur où les pays insulaires sont particulièrement défavorisés. Même les petits Etats "mono-insulaires" sont touchés, mais bon nombre de pays en développement insulaires étant des pays-archipels, leurs difficultés en sont exacerbées. La distance à franchir entre un point et un autre de certains pays-archipels peut représenter, mesurée d'après la durée du trajet, un éloignement bien plus considérable que ce n'est le cas pour un voyage entre la capitale et une île de l'archipel ou entre la capitale et un pays voisin. Les services de transport qui y existent continuent de se détériorer, car les innovations techniques auxquelles on assiste dans le transport aérien et maritime sont de moins en moins rentables pour

eux. La CNUCED exerce depuis quelque temps des activités concernant les transports interinsulaires et les transports de desserte par air et par mer dans les pays insulaires en développement, notamment en exécutant dans ce domaine des projets d'assistance technique financés par le PNUD.

174. Reconnaissant l'importance du tourisme comme source majeure de recettes, d'emplois et de devises pour quelques pays en développement insulaires, et par conséquent l'importance que le transport aérien international de passagers revêt pour ces pays, la Conférence, au paragraphe 9 de sa résolution 111 (V), a invité l'Organisation de l'aviation civile internationale à étudier, avec l'assistance de la CNUCED et des institutions régionales appropriées, les problèmes généraux posés par le développement des services de transport aérien et à appuyer les efforts de ces pays en vue de conclure des accords mutuellement satisfaisants relatifs aux services aériens réguliers et non réguliers assurés par des compagnies nationales de transport aérien. Il est regrettable que les mesures envisagées dans ce paragraphe n'aient pas encore été prises. Il faut espérer que cette question sera abordée sous tous ses aspects au cours des prochaines années.

175. Il est clair qu'il faudrait accorder davantage d'attention à l'amélioration des transports. Pour compléter ces efforts, il faudrait aussi s'intéresser davantage aux possibilités découlant des progrès technologiques dans le domaine des télécommunications. Bref, s'agissant des pays en développement insulaires, le rôle qu'il convient d'assigner au transport maritime ou aérien ou aux communications doit être examiné systématiquement compte tenu de conditions technologiques et économiques qui ne cessent d'évoluer. Il est clair qu'une action s'impose dans ces domaines et qu'il faut faciliter les échanges d'informations entre pays en développement insulaires appartenant à différentes régions du monde et disposer d'un programme continu d'assistance technique dispensé par les institutions compétentes des Nations Unies, en collaboration avec la CNUCED.

Catastrophes naturelles

10. Les îles sont particulièrement exposées aux catastrophes, et cela pour de simples raisons géographiques. De plus, étant donné que les pays en développement insulaires ne peuvent pas compter sur le seul potentiel national pour les opérations de reconstruction, mais doivent faire appel à la solidarité internationale, ce problème requiert d'urgence la coopération et la participation de la communauté internationale. Les catastrophes étant un phénomène courant dans les pays en développement insulaires, leur prévention et la reconstruction devraient faire partie intégrante des stratégies nationales de développement, y compris de la planification du secteur extérieur. Etant donné que les catastrophes naturelles semblent être un phénomène fréquent dans les pays insulaires en développement, la communauté internationale doit fournir à ces pays une assistance continue surtout pour compléter les efforts et les plans nationaux visant à prévenir ces catastrophes; elle devra également leur apporter des secours d'urgence y compris le soutien approprié et l'assistance pour la reconstruction. En fait, parce que l'économie des pays insulaires est une économie ouverte, les catastrophes naturelles et les mesures de prévention ont des répercussions immédiates sur la balance des paiements; le secteur extérieur est donc un aspect essentiel de la question.

177. Conformément à la décision 247 (XXIV) du Conseil du commerce et du développement, un appel est lancé à la communauté internationale et aux institutions internationales pour qu'elles mettent en oeuvre les mesures recommandées dans l'étude de la CNUCED et de l'UNDRO.

178. Les pays en développement insulaires ont un environnement fragile : l'introduction de nuisibles et de maladies peut avoir des conséquences catastrophiques, non seulement par ses répercussions directes sur l'homme, mais aussi par les dommages infligés à la flore et à la faune. L'adoption par les îles de mesures destinées à contrôler ou limiter les phénomènes de ce genre est donc pleinement justifiée. En certaines circonstances, les pays concernés peuvent avoir également besoin d'une aide extérieure pour maîtriser les catastrophes qui en résultent. Ces questions devraient

recevoir la place qu'elles méritent dans le programme de travail sur l'intégration du risque de catastrophe dans la planification économique nationale des pays en développement insulaires.

L'espace marin

179. L'institution de zones économiques exclusives présente un intérêt particulier pour les pays en développement insulaires et, pour bon nombre d'entre eux, elle ouvre de nouvelles et de grandes perspectives. A cet égard, la communauté internationale et les organisations internationales sont priées instamment de tenir compte des dispositions de la Convention sur le droit de la mer. Du point de vue des pays en développement insulaires, l'intérêt économique du domaine maritime présente deux aspects principaux : les exportations et l'autonomie locale.

180. En gros, dans le secteur de la zone économique exclusive le plus éloigné, l'aspect le plus intéressant concerne les exportations. Les ressources de ce secteur comprennent notamment le poisson pélagique et les ressources minérales, en particulier les nodules polymétalliques, pour lesquels l'essentiel de la demande viendra probablement des marchés d'exportation. Les pays en développement insulaires se trouvent donc confrontés à des tâches nouvelles qui nécessitent une meilleure connaissance de leurs ressources marines, et il faudra prendre des mesures pour veiller à ce que ces ressources soient exploitées dans l'intérêt du pays concerné, en particulier de manière à accroître ses recettes d'exportation. La CNUCED peut apporter une importante contribution dans ces domaines.

181. En ce qui concerne ce secteur de la zone économique exclusive situé au large, il s'agit, premièrement, de procéder à des inventaires des ressources pour déterminer la nature du potentiel, deuxièmement, d'entreprendre des négociations avec les entreprises étrangères qui participeront inévitablement, du moins dans l'avenir immédiat, à l'exploration ou à l'exploitation de ces ressources et, troisièmement, d'acquérir la technologie. La coopération internationale régionale sera d'un grand intérêt pour ces activités.

Vers l'autonomie

182. Tenant compte des principaux handicaps spécifiques mentionnés aux paragraphes 59 et 60, les pays en développement insulaires comprennent de plus en plus clairement à quel point il est important pour eux de renforcer leur autonomie, en particulier en ce qui concerne les produits alimentaires et les combustibles, et combien il leur est nécessaire de se protéger contre les fluctuations brusques de leurs recettes en devises.

183. A cet égard, la zone côtière offre d'importantes perspectives de développement. Elle est d'une importance particulière pour les pays en développement. Le potentiel de développement de la zone côtière comprend le tourisme, l'industrie de la pêche, l'énergie, l'eau et l'agriculture. Le tourisme est une des principales sources de recettes d'exportation - sinon la source principale - pour beaucoup de pays en développement insulaires. Traditionnellement, la zone côtière a été pour de nombreux pays en développement insulaires une source essentielle d'aliments protéiques et autres produits. L'aquaculture marine offre aujourd'hui la possibilité d'une mise en valeur plus intensive, afin de répondre aux besoins locaux et aux besoins d'exportation. Il y a aussi d'intéressantes possibilités, mais encore lointaines, en ce qui concerne l'exploitation du potentiel énergétique de la mer - gradient thermique des océans, énergie des vagues ou énergie éolienne par exemple. Dans les îles où l'eau douce est une ressource rare, le dessalement de l'eau de mer peut devenir un facteur de survie de plus en plus important. L'agriculture terrestre aussi peut bénéficier des ressources de la mer, notamment en utilisant les algues comme engrais ou comme aliment du bétail. Le développement de diverses industries est étroitement lié à celui des ressources marines, la construction et la réparation de bateaux étant un exemple.

184. Dans ce contexte, il faut avoir présents à l'esprit les liens existant entre l'atténuation des effets des catastrophes et l'autonomie. En cas de catastrophe naturelle, les communautés isolées sont ou ne peut plus exposées à un fort "coefficient" de dommages; dans ces conditions, l'autonomie est la clé de la survie de la population locale pendant et après les catastrophes. Les projets au niveau local sont souvent

des projets polyvalents : par exemple, l'amélioration de l'infrastructure de la pêche peut contribuer au renouvellement des moyens de communication tout en apportant une nouvelle source de produits alimentaires. La CNUCED pourrait donc aider à lancer de petits projets destinés à renforcer l'autonomie au niveau local. Dans les pays en développement insulaires ou archipels, les projets de ce type devraient viser, entre autres choses, les transports terrestres et interinsulaires, les installations à quai et les installations de transbordement.

185. La conservation de la vie marine et des ressources côtières ainsi que la maîtrise de la pollution marine prennent de plus en plus d'importance en raison des perspectives offertes par la mise en valeur du domaine marin, y compris de la zone côtière, des pays en développement insulaires. La recommandation formulée au paragraphe 61 de la résolution 9 (IV) de la Conférence reste donc valable :

"En donnant des avis aux gouvernements des pays insulaires, la CNUCED, en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres institutions internationales compétentes, devrait prendre tout spécialement en considération les conséquences des diverses orientations possibles du commerce extérieur sur la géographie humaine et l'écologie des îles."

186. Etant donné que l'économie des pays en développement insulaires est une économie ouverte, le secteur extérieur est d'une grande importance du point de vue des aspects économiques de leur développement autonome. L'économie des petits pays en développement insulaires ne peut pas être équilibrée et ces pays ne peuvent pas compter non plus sur des liaisons internationales complexes. La dépendance à l'égard des importations est forte, d'où la nécessité d'exporter des biens et des services en conséquence. L'économie de ces pays est largement ouverte. Les événements économiques qui surviennent outre-mer échappent à leur contrôle et ont donc des effets immédiats et généralisés sur l'économie locale. Il faut soutenir les efforts déployés par les pays en développement insulaires pour diversifier leur secteur extérieur; la

la diversification des partenaires commerciaux et des échanges de biens et services peut être un moyen efficace de les mettre à l'abri d'une instabilité économique importée.

187. En conséquence, la CNUCED a un grand rôle à jouer en aidant les pays en développement insulaires dans la recherche de stratégies de développement plus autonomes.

Population, main-d'oeuvre et migrations

188. Les pays en développement insulaires souffrent généralement de pressions démographiques aigües. L'émigration est une réponse à ce phénomène; en fait, dans quelques pays en développement insulaires, l'émigration peut être le facteur démographique déterminant. Elle peut être une source importante de devises, mais cette situation ne fait que traduire la rémunération de services de main-d'oeuvre fournis à l'extérieur et non à l'intérieur du pays. La fragilité de l'économie des pays en développement insulaires est encore accrue par le phénomène de l'exode des compétences. Le transfert inverse de technologie est un aspect de cette situation des pays en développement insulaires. Le programme de travail de la CNUCED sur le transfert inverse de technologie devrait accorder une attention particulière aux cas de ce genre. De plus, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a un grand rôle à jouer dans les problèmes de population propres aux pays en développement insulaires.

189. L'émigration est aussi influencée par des facteurs culturels, et la nécessité de partir faire des études à l'étranger est souvent l'un des facteurs. Les pays en développement insulaires n'ont pas les moyens de satisfaire sur place, dans des conditions économiquement rentables, à toute la gamme des besoins en matière d'enseignement. La part importante des importations dans l'économie crée un "appétit" de niveau de vie que l'économie nationale ne peut satisfaire, encourageant ainsi l'émigration. Cependant, étant donné que les débouchés traditionnels des émigrants non qualifiés sont en train de se former, les problèmes du chômage et du sous-emploi s'en trouvent intensifiés. La CNUCED devrait coopérer avec les autres organismes compétents des Nations Unies pour trouver les moyens de surmonter ces difficultés.

III. METHODES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Approche multinationale

Une approche multinationale peut être un moyen efficace de faire face aux problèmes de main-d'oeuvre rencontrés par les pays en développement insulaires. Cela ne signifie évidemment pas que des solutions types toutes faites doivent être proposées à tous ces pays sans distinction aucune. Une approche multinationale ne signifie pas non plus qu'il faille apporter un soutien dogmatique à l'intégration régionale, quelles que soient les circonstances. Cela veut dire que, lorsque des pays en développement insulaires ont reconnu l'intérêt qu'il y aurait à confier des activités à des organisations régionales, un programme d'action spécifique en faveur de ces pays devrait être exécuté, dans la plus large mesure possible, par l'intermédiaire de ces organisations; et que, lorsque les pays concernés cherchent à créer des organisations de ce type, la communauté internationale et la CNUCED, ainsi que les autres institutions compétentes des Nations Unies devraient leur apporter leur soutien dans la mise en oeuvre d'un programme d'action spécifique en leur faveur.

Les communications entre pays en développement insulaires sont très coûteuses, surtout si l'on considère leur coût par rapport à l'effectif des populations concernées. Cela reste vrai même à l'intérieur d'une région, et ce l'est encore plus entre les régions, étant donné que les pays en développement insulaires sont disséminés sur tous les océans du monde. Et le problème n'est pas moins aigu pour les pays en développement archipels. Par conséquent, faute de mesures spécifiques bénéficiant d'un financement approprié, les pays en développement insulaires ne pourront pas partager leur expérience mutuelle dans la recherche de solutions aux problèmes qui leur sont propres à tous. Les méthodes de travail spécifiques dont il est question dans la présente note relèvent donc probablement d'une approche multinationale.

Echange d'informations

192. Les pays en développement insulaires ne peuvent pas se permettre de maintenir une gamme complète de services diplomatiques. De ce fait, un type de service particulièrement intéressant, qui pourrait être offert, au niveau mondial, aux pays en développement insulaires, consisterait à faciliter des échanges d'informations. Dans bien des cas, les succès obtenus dans une région ne sont pas suffisamment connus dans d'autres régions, où ils pourraient être utiles. Il faut aussi que l'information soit diffusée sous une forme qui la rende directement applicable, plutôt que sous forme de documents généraux d'information; d'où la nécessité d'un système d'échange d'informations tourné vers l'action.

193. Ce type d'informations pourrait être fourni comme suite à une demande spécifique ou sous forme de document largement diffusé. En tout cas, il s'agit moins d'un problème de recherche que d'un problème de dissémination de l'information existante. Le programme d'action spécifique de la CNUCED en faveur des pays en développement insulaires a déjà reçu de fréquentes demandes de références bibliographiques. Ce service qui suscite un intérêt croissant, devrait être organisé de manière plus systématique et devrait éventuellement assurer une diffusion dans les pays en développement insulaires.

Etudes axées sur la politique générale

194. Dans le cadre des secteurs du programme identifiés aux paragraphes précédents, il reste nécessaire d'entreprendre de nouvelles recherches pour déterminer avec plus de précision la nature des mesures requises, ou pour formuler directement des recommandations de politique générale applicables aux pays en développement insulaires de toutes les régions. Ces études pourraient être des études comparatives mettant en regard l'expérience des différents pays ou groupes de pays en développement insulaires des diverses régions du globe. Il pourrait aussi s'agir d'études pilotes ou de monographies destinées à tirer de l'expérience de tel ou tel pays des conclusions présentant de l'intérêt pour l'ensemble des pays en développement insulaires.

Equipes spéciales

195. Les équipes spéciales pouvant apporter une assistance technique à bref délai sont très appréciées dans les pays en développement insulaires. Il y a des circonstances où les petits pays en développement insulaires ont besoin d'experts de très haut niveau, mais les cas de ce genre se présentent trop rarement dans un domaine déterminé pour justifier la formation d'un spécialiste local aussi qualifié.

a) Des équipes de ce genre pourraient jouer un rôle dans certains aspects techniques des négociations avec les partenaires étrangers. Leurs membres sont en général des experts possédant des compétences particulières en matière de négociation. Les besoins dans ce domaine portent essentiellement sur la négociation d'accords avec les fournisseurs de technologie, les entreprises intéressées à la mise en valeur de ressources locales ou les investisseurs étrangers.

b) Ces équipes spéciales peuvent également être utiles en aidant les gouvernements à mettre au point leurs méthodes de prévention et d'atténuation des effets des catastrophes, et à inclure ces méthodes dans la planification économique nationale. Pour cela, la présence des experts peut être indispensable immédiatement après une catastrophe naturelle. Des équipes composées de spécialistes de la protection de l'environnement peuvent aussi être utiles aux pays en développement insulaires, étant donné que de nombreuses caractéristiques écologiques de ces pays et, plus particulièrement, certains aspects de leur fragilité écologique sont communs aux pays en développement insulaires du monde entier.

c) Dans ce domaine, des avis de spécialistes sont souvent nécessaires dans de très courts délais. Cependant, cela ne veut pas dire qu'une équipe spéciale doive être un groupe permanent. Il est préférable de faire appel à une large gamme d'experts, selon les circonstances. Il faut donc pouvoir compter sur des ressources financières accessibles avec un minimum de formalités, afin de pouvoir recruter rapidement un expert, et il faut aussi savoir où l'on peut recruter l'expert dont on a besoin. Dans bien des cas, le mieux est de recruter des experts dans d'autres

pays en développement insulaires, ce qui est une forme de coopération technique entre pays en développement. Un service à gestion centralisé peut être d'une utilité certaine lorsque l'opinion d'un expert d'une région doit être mise à profit dans une autre.

196. Bien souvent, les services d'équipes spéciales de cette nature sont déjà offerts dans le cadre de l'ONU ou d'autres organismes intergouvernementaux, mais il faudrait renforcer et simplifier les procédures à suivre pour s'assurer leur concours et, le cas échéant, les pays en développement insulaires, qui risquent de ne pas connaître exactement les services sur lesquels ils peuvent compter, devraient en être mieux informés.

Coordination

197. Les aspects du programme qui viennent d'être décrits sont par nature interdisciplinaires et intersectoriels. Dans ces domaines, l'exécution des tâches nécessitera la collaboration d'organismes des Nations Unies comme le Centre du commerce international CNUCED/GATT. Le CNUCED est le seul organisme universel des Nations Unies qui s'intéresse spécifiquement aux pays en développement insulaires en tant que tels, indépendamment des régions. Des résolutions adoptées aux diverses sessions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont pu définir l'orientation de l'action de l'ONU en ce qui concerne ces pays; le CNUCED devrait donc demeurer l'organe responsable chargé de coordonner l'action spécifique menée par les organismes des Nations Unies en faveur des pays en développement insulaires, intervenant non seulement comme organe de liaison mais aussi, le cas échéant, comme catalyseur.

198. Tout programme d'action spécifique en faveur des pays en développement insulaires doit demeurer en contact étroit avec ces pays pour répondre rapidement à leurs besoins. Ces pays ne disposent pas de la large représentation diplomatique des grands pays, et on ne peut pas compter qu'ils participent à toutes les réunions internationales ou qu'ils se tiennent pleinement au courant des négociations internationales. Il faudrait fournir un appui financier aux pays en développement insulaires qui éprouvent des difficultés les empêchant de participer comme il conviendrait aux conférences internationales.

199. Un programme d'action spécifique en faveur des pays en développement insulaires devrait donc rester en contact avec les gouvernements concernés en leur proposant son concours dans leurs propres pays, ou aux réunions internationales auxquelles ils sont représentés.

Examen et suivi

200. La CNUCED étant le principal organe des Nations Unies qui s'occupe expressément du problème des pays en développement insulaires, le Secrétaire général de la CNUCED devrait organiser des réunions et/ou des consultations périodiques afin de faire le point de l'exécution du programme d'action spécifique en faveur des pays en développement insulaires. Le calendrier de ces réunions ou consultations pourrait être établi de telle sorte qu'elles se tiennent avant le débat sur les pays en développement insulaires qui a lieu tous les deux ans à l'Assemblée générale.

B. ELEMENTS D'UNE ACTION SPECIFIQUE SE RAPPORTANT AUX BESOINS ET AUX PROBLEMES PARTICULIERS DES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL

I. EVALUATION DES HANDICAPS GEOGRAPHIQUES

201. Les pays en développement sans littoral figurent généralement parmi les pays en développement les plus pauvres et les plus démunis. En fait, sur les 21 pays en développement sans littoral, 15 sont également classés par l'Organisation des Nations Unies au nombre des pays les moins avancés, en conséquence, les obstacles supplémentaires liés à leur situation géographique rendent leur économie particulièrement vulnérable, ce qui réduit encore leur capacité globale de faire face aux problèmes de plus en plus aigus de l'extrême sous-développement auquel tous les pays les moins avancés sont aujourd'hui confrontés.

202. Dans l'ensemble, le bilan économique des pays en développement sans littoral a été médiocre dans les années 70. Pendant la décennie, le PIB par habitant a progressé à un taux annuel inférieur à 1 p. 100 pour le groupe des pays en développement sans littoral, atteignant un niveau moyen de 362 dollars des Etats-Unis en 1980 pour l'ensemble du groupe. Sur les 19 pays sans littoral pour lesquels on dispose de données pour la période 1970-1980, sept seulement ont enregistré des taux de croissance moyens du revenu par habitant de 3 p. 100 ou davantage, et le revenu par habitant a en fait reculé dans neuf autres au cours de la même période.

203. La sixième session de la Conférence offre une occasion de réexaminer les conséquences de l'enclavement et les moyens de réduire les effets de ce handicap géographique. Il convient de noter que, si les problèmes particuliers des pays en développement sans littoral sont expressément reconnus, il n'en est pas moins malaisé d'évaluer toutes les incidences et, notamment, le "coût" mesurable de l'enclavement, ce qui a rendu difficile, jusqu'à un certain point, l'élaboration de formules de politique générale destinées à atténuer les conséquences de ces problèmes. Une stratégie de transport bien conçue visant à réduire les effets défavorables de l'enclavement est d'une importance cruciale pour promouvoir une étroite coopération entre les pays sans littoral et leur voisins et pour obtenir des institutions et des pays donateurs l'aide indispensable. Si de gros efforts ont été déployés, en particulier par la CNUCED, pour faciliter une meilleure compréhension des questions fondamentales et du mode d'approche nécessaire face aux problèmes particuliers des pays en développement sans littoral, il serait certainement prématuré d'affirmer que ces efforts ont été complets et adéquats.

204. L'éloignement de la plupart des pays en développement sans littoral par rapport aux marchés, généralement aggravé par la qualité médiocre des transports et les difficultés de communication à travers les couloirs de transit, est l'une des raisons des coûts de transport élevés que ces pays doivent supporter. Les pays en question se trouvent privés d'une partie de la souplesse nécessaire pour s'adapter rapidement aux fluctuations enregistrées sur les marchés internationaux des produits de base. On peut certes faire observer que les régions les plus reculées

de nombreux pays maritimes en développement sont elles aussi handicapées par des coûts de transport élevés, mais le fardeau qui en résulte est généralement plus lourd dans le cas des pays sans littoral en raison de procédures de transit lentes et complexes nécessitant des systèmes onéreux de contrôle et de documentation.

205. De surcroît, les pays sans littoral doivent supporter d'autres coûts parce qu'ils ont besoin d'un plus haut niveau de stocks, donc d'installations d'entrepôt plus importantes, en raison des aléas du trafic de transit, et aussi parce qu'il leur faut prévoir et entretenir des itinéraires de rechange offrant une "assurance" contre ces aléas. Les pays sans littoral n'ayant aucun accès à la mer, leur trafic maritime est nécessairement tributaire du transit à travers un autre pays. Cette dépendance a plusieurs conséquences défavorables. Les dépenses de transit des pays sans littoral sont des dépenses en devises. De plus, les pays enclavés dépendent de la politique de transport des Etats côtiers, et aussi, en règle générale, des entreprises et des services de transport de ces pays.

206. Certes, on ne peut extrapoler les conséquences de cette situation, mais les intérêts des pays sans littoral risquent de ne pas toujours coïncider avec ceux des Etats côtiers. Ils seront peut-être desservis par des mesures comme celles qui ont trait à la tarification des services de transport, à la protection de tel ou tel mode de transport et aux restrictions limitant l'accès à certains itinéraires et à certaines installations. Dans l'ensemble, les pays sans littoral n'ont aucune influence sur la mise en place des équipements de transport dans les pays côtiers, et comme quelques-uns des pays côtiers sont eux-mêmes au nombre des moins avancés et n'ont que peu de ressources à investir dans les facilités de transit, leurs priorités ne seront pas nécessairement celles que les pays sans littoral pourraient choisir dans leur optique propre.

C. MESURES DESTINEES A ATTENUER LES EFFETS DE L'ENCLAVEMENT

Amélioration de l'infrastructure et des services de transiti) Approche de planification intégrée

207. Dans la recherche d'une stratégie efficace concernant le transport de transit, la politique de la CNUCED a été axée sur une approche de planification intégrée englobant l'ensemble des problèmes de transit des pays en développement sans littoral. Cette approche a essentiellement pour but de promouvoir et de renforcer les arrangements de coopération entre les pays sans littoral et les pays de transit voisins. Des arrangements de cette nature pourraient couvrir les divers aspects du transport de transit tels que l'amélioration et le renforcement des installations et des services de transit, ce qui englobe l'entretien des installations existantes, leur utilisation efficace et la création d'installations nouvelles; la gestion et la formation, ainsi que les arrangements institutionnels. Face aux résultats économiques très faibles des pays en développement sans littoral et du grave déficit en devises et en ressources intérieures, ces pays n'arrivent toujours pas à satisfaire leurs besoins en matière d'entretien et d'amélioration des capacités opérationnelles des installations de transport en transit.

ii) Gestion et formation

208. Les services de transport de transit peuvent être utilisés plus efficacement grâce à une meilleure gestion et grâce à une meilleure qualification du personnel chargé des opérations de transit. Cependant, aussi bien les pays sans littoral que les pays de transit souffrent d'une pénurie aiguë de personnel qualifié et ne peuvent donc assurer la bonne exécution des opérations de transport de transit à tous les niveaux. Il est donc indispensable d'entreprendre une étude minutieuse afin de déterminer dans chaque pays les besoins spécifiques en matière de formation aux différents niveaux.

iii) Domaines d'action spécifiques concernant les infrastructures et les services de transit

a) Transport routier

209. Malgré le rôle important du transport par camion dans les services de transport international des pays en développement sans littoral, son efficacité est entravée par un certain nombre de facteurs. L'entretien du réseau routier est en général médiocre en raison des pénuries de personnel possédant les qualifications techniques voulues et du manque de matériel d'entretien, d'installations et de pièces de rechange.

b) Transport ferroviaires

210. De nombreux pays en développement sans littoral sont tributaires du transport ferroviaire pour l'acheminement de grosses quantités, notamment pour le transport des minéraux et des produits agricoles. Cependant, les services ferroviaires sont très déficients. Dans quelques cas, il faudrait prolonger le réseau ferroviaire existant pour faciliter les transports de marchandises à partir de différentes régions. Bien souvent, il est également indispensable de prolonger le réseau ferroviaire du pays de transit à l'intérieur du pays sans littoral afin d'éviter la nécessité de transbordements. Dans d'autres cas encore, la construction d'une ligne entièrement nouvelle s'impose.

c) Installations portuaires et entrepôts

211. Les pays en développement sans littoral ont besoin, comme les autres usagers des ports, de trouver dans les ports maritimes un certain nombre de conditions favorables, à savoir : pas d'encombrement, donc pas de surtaxes d'encombrement; installations adaptées aux techniques modernes de transport maritime et de manutention; réduction maximale des pertes de marchandises dues à leur disparition,

à leur endommagement ou à leur avarie; transit portuaire rapide et coût raisonnable des services fournis. Cependant, vu le manque de fiabilité des services de transport ou même leur absence totale entre le port et la destination finale dans le pays sans littoral, et en raison de la lenteur des formalités douanières et documentaires, tous les pays sans littoral connaissent un problème particulier : la nécessité d'aires et d'installations d'entreposage appropriées pour recevoir les marchandises en transit.

d) Transport aérien

212. Le transport aérien est un important mode de transport d'appoint qui peut contribuer à alléger les problèmes du transport de transit pour les pays en développement sans littoral. Jusqu'à présent, le fret aérien en provenance des pays en développement sans littoral a été surtout constitué par des marchandises périssables, comme les fruits, les légumes, les produits de la pêche et les fleurs, ou des articles de haute valeur comme les cuirs, et peaux, les tapis et les métaux précieux. Cependant, étant donné le manque de fiabilité des services de transit par surface, un certain nombre de pays en développement sans littoral ont recours de temps à autre au transport aérien pour l'acheminement de quelques marchandises volumineuses. L'expansion du trafic marchandises aérien est toutefois gênée par divers obstacles tels que le mauvais état des pistes, le manque d'avions et l'insuffisance des services de desserte en surface.

e) Communications

213. L'insuffisance des communications entre les différents ports et les centres commerciaux des pays en développement sans littoral et entre les ports et les marchés d'outre-mer continue d'être un handicap majeur qui entrave le mouvement rapide des marchandises en transit.

f) Assurance et services d'expédition des marchandises

214. Dans les opérations de transit, les frais d'assurance sont généralement élevés en raison des pertes, des dommages, des dégradations et des vols pouvant résulter de la lenteur inhérente au trafic de transit.

g) Documentation et procédures

215. Comme on l'a vu plus haut, des formalités trop lentes et trop complexes contribuent à accroître considérablement pour les pays sans littoral le coût de l'accès à la mer et aux marchés mondiaux, d'où une réduction des recettes d'exportation et un renchérissement des importations. En entravant l'écoulement régulier du trafic et une bonne exploitation des moyens de transport, les procédures trop lourdes et les formalités excessives sont une des causes de l'encombrement des ports, des entrepôts et des aires de gerbage.

Restructuration de l'économie des pays en développement sans littoral

216. Une orientation que les pays en développement sans littoral devraient sérieusement envisager consisterait à restructurer leur production, dans l'intention expresse de réduire l'influence des coûts de transport, en encourageant les industries de remplacement des importations qui ont une production volumineuse et de faible valeur et en développant l'exportation de produits peu volumineux et chers. Bien entendu, l'effort général de remplacement des importations dépendra du potentiel national de ressources, en particulier pour les productions volumineuses et de faible valeur comme les engrais et les matériaux de construction, et de l'aptitude à produire à des coûts raisonnables en limitant la part des importations dans les fabrications locales.

Arrangements de coopération

i) Arrangements régionaux et sous-régionaux

217. Dans le domaine des transports, une planification régionale et sous-régionale bien coordonnée, outre qu'elle permettra aux pays en développement sans littoral de choisir entre différents itinéraires de transport, leur donnera accès à tous les pays voisins, jetant ainsi les bases d'une coopération dans plusieurs autres secteurs. En fait, les arrangements de coopération régionale et sous-régionale offriront aux pays en développement sans littoral un cadre approprié pour la restructuration de leur

économique, car de tels arrangements pourraient, par exemple, assurer dans un pays sans littoral la viabilité d'un projet de remplacement des importations en créant un marché régional pour les excédents qui ne pourraient être absorbés par la consommation intérieure. De plus, le développement d'industrie d'exportation travaillant pour un marché régional réduira la dépendance par rapport aux marchés d'outre-mer et les coûts de transport élevés qui en résultent.

ii) Conventions

218. Il existe des conventions internationales qui ont trait au transport en transit, mais des efforts sont encore nécessaires pour en appliquer les dispositions, ce qui contribuerait pour beaucoup à éliminer quelques-uns des goulets d'étranglement qui limitent aujourd'hui le trafic régional de transit.

Mesures internationales de soutien

219. Face aux besoins urgents d'assistance des pays en développement sans littoral, la communauté internationale a réagi diversement. Plusieurs donateurs importants qui ont fourni une aide à ces pays n'ont pas de politique spéciale d'aide aux pays en développement sans littoral, bien qu'on s'accorde généralement à reconnaître les difficultés rencontrées par ces pays en raison de leur situation géographique, comme il est souligné dans le présent rapport. En outre, les programmes d'aide offerts aux pays en développement sans littoral par plusieurs donateurs et institutions ne visent pas toujours les difficultés du transport en transit. L'aide aux pays en développement sans littoral doit être considérablement élargie pour aider ces pays à réduire leurs graves handicaps géographiques, et elle devrait être fournie aux conditions les plus libérales.

IV. MESURES A PRENDRE PAR LA CONFERENCE

220. Comme indiqué dans la résolution 123 (V) de la Conférence, les mesures visant à traiter les problèmes de transit des pays sans littoral exigent une coopération effective et une étroite collaboration entre ces derniers et les pays de transit voisins. Pour toute étude à entreprendre dans un pays de transit, l'approbation ou le consentement du pays de transit concerné sera nécessaire. Il en sera de même pour tout programme ou toute action à entreprendre dans un pays de transit ou à l'égard d'un pays de transit. En rapport avec l'approche de planification intégrée, la résolution reconnaît aussi la nécessité d'une aide financière de la communauté internationale pour des actions spécifiques. L'infrastructure des transports de transit doit être améliorée efficacement dans les pays sans littoral comme dans les pays de transit. La communauté internationale devrait fournir cette aide financière d'une manière qui tienne pleinement compte du fait que les améliorations profiteront à la fois aux pays sans littoral et aux pays de transit.

221. Réitérant les considérations qui précèdent et les principes d'action mentionnés dans la résolution 123 (V), la Conférence devrait, à sa sixième session, convenir de nouvelles mesures et de nouveaux programmes spécifiques se rapportant aux besoins et aux problèmes particuliers des pays en développement sans littoral, et inviter la communauté internationale à fournir une assistance financière et technique pour permettre une application rapide de ces mesures et de ces programmes, dont les principaux éléments sont récapitulés ci-après.

Action de la communauté internationale

222. a) Rénovation et entretien préventif des installations servant au transport en transit dans les pays en développement sans littoral et dans les pays de transit voisins, y compris la fourniture de pièces de rechange, d'outils et de matériaux de construction;

b) Mise en oeuvre de programmes de formation à l'intention de tous ceux qui participent aux opérations de transport en transit à tous les niveaux, depuis les échelons supérieurs de la gestion jusqu'aux agents de niveau moyen et subalterne;

- c) Possibilité d'emprunter des itinéraires de transport utilisables par tous les temps entre les principaux centres commerciaux des pays sans littoral et les ports maritimes, et fourniture de véhicules;
- d) Mesures destinées à encourager l'application efficace des accords relatifs au transport routier en transit entre les pays en développement sans littoral et les pays de transit voisins dans des domaines comme les droits et taxes de transit, les formalités douanières, le gabarit des véhicules, les spécifications relatives à la charge par essieu, la répartition équitable du trafic d'Etat à Etat, les autorisations de circuler et les visas;
- e) Prolongement du réseau ferroviaire des pays de transit dans les pays en développement sans littoral, de manière à éviter les transbordements; fourniture de locomotives, de matériel roulant et de matériel de tirage ferroviaire;
- f) Fourniture d'installations d'entrepôt aussi bien dans les ports que dans les terminaux ferroviaires du pays sans littoral, fourniture d'installations appropriées de mouillage et de manutention;
- g) Mesures destinées à promouvoir l'uniformisation des documents et formalités de transit, des normes techniques et des pratiques de gestion, et, selon les besoins, les arrangements concernant l'utilisation commune des wagons de chemin de fer et des terminaux portuaires, ainsi que le partage des investissements en capital nécessaires pour la mise en place, dans les pays de transit, de nouveaux équipements d'infrastructure essentiellement destinés aux pays en développement sans littoral;
- h) Agrandissement et renforcement des pistes des aéroports, fourniture de moyens appropriés d'aide à la circulation aérienne et de manutention du fret, amélioration du système de collecte et de distribution en surface, formation de personnel qualifié et soutien des arrangements sous-régionaux et régionaux de coopération concernant les opérations de transport aérien de marchandises;
- i) Amélioration des communications entre les différents ports et les centres commerciaux des pays sans littoral et entre les ports et les marchés d'outre-mer;

j) Appui pour l'évaluation des possibilités qui existent de restructurer l'économie des pays en développement sans littoral en encourageant les industries de remplacement des importations dont la production est volumineuse et de faible valeur unitaire, ainsi que l'exportation de produits peu volumineux et chers;

k) Facilités d'accès pour les produits des pays en développement sans littoral sur les marchés des pays développés;

l) Soutien des arrangements institutionnels adoptés dans les pays sans littoral et entre ces pays et les pays de transit voisins pour superviser la coordination globale de la planification et du fonctionnement des transports de transit, selon les besoins;

m) Mesures destinées à appuyer l'élaboration et l'application de systèmes sous-régionaux et régionaux dans différents domaines d'activité économique tels que le commerce, la production, le renforcement de l'infrastructure physique et l'exploitation des ressources énergétiques et autres ressources naturelles;

n) Lorsque les projets intéressant l'infrastructure des transports en transit (routes, chemins de fer, voies navigables, ports, etc.) dans les pays de transit, ont des incidences sur cette infrastructure, les pays sans littoral et de transit concernés devront normalement présenter une demande conjointe d'assistance financière et technique. Cela n'implique aucune obligation financière ou autre pour le pays sans littoral et le pays de transit en cause.

223. On devrait demander aux pays développés et aux pays en développement qui sont en mesure de le faire de contribuer généreusement au Fonds spécial pour les pays en développement sans littoral actuellement géré par le PNUD, en étroite collaboration avec le Secrétaire général de la CNUCED.

Examen et suivi

224. La CNUCED étant le principal organisme des Nations Unies à s'occuper particulièrement du problème des pays en développement sans littoral, son Secrétaire général devrait organiser des réunions et/ou des consultations périodiques afin d'examiner la mise en oeuvre du programme d'action spécifique en faveur des pays en développement sans littoral. Ces réunions pourraient, de préférence, être programmées avant la tenue régulière, devant l'Assemblée générale, du débat sur les pays en développement sans littoral.

LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE PAYS A SYSTEMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX DIFFERENTS ET TOUS LES COURANTS COMMERCIAUX QUI EN DECOULENT
(Point 13d) de l'ordre du jour).

225. Les pays socialistes d'Europe orientale jouent un rôle important dans le cadre du système commercial international. Depuis la première session de la CNUCED, on a en général reconnu l'importance des relations commerciales entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe Orientale auxquelles le Groupe des 77 attache une grande importance.

226. Le commerce entre certains pays en développement et les pays socialistes d'Europe Orientale s'accroît de manière raisonnable même si les données disponibles indiquent que le commerce entre l'Afrique et les pays socialistes d'Europe Orientale ne s'accroît que lentement. Néanmoins le Groupe est d'avis qu'il existe des possibilités d'expansion de ce commerce.

227. En dépit des efforts déployés par le Groupe des 77, aucun texte de résolution n'a pu être adopté à ce sujet.

228. Le Groupe est préoccupé par l'absence de résultat malgré quatre années de négociations.

229. Un texte composite découlant des négociations susmentionnées a été élaboré, texte qui ne peut, au stade actuel, donner entière satisfaction au Groupe des 77 desireux d'obtenir une contribution effective, large et multilatérale des pays socialistes d'Europe Orientale pour soutenir leurs efforts de développement économique, de diversification de leurs échanges et l'augmentation du volume de leurs exportations notamment les produits manufacturés et semi-manufactures non traditionnels.

230. A l'instar de l'engagement des pays développés à économie de marché d'allouer 0,7 p. 100 de leur PNB à l'aide publique au développement, comme l'Organisation des Nations Unies l'a stipulé dans leurs résolutions sur les décennies pour le développement, les pays socialistes d'Europe orientale devraient accepter clairement et sans ambiguïté cette disposition et

fournir également aux pays les moins avancés 0,15 p. 100 de leur PIB comme convenu, cet engagement est d'une importance capitale pour l'avenir des relations des pays en développement avec les pays socialistes d'Europe orientale.

231. At cet égard, il conviendrait de noter qu'un pays socialiste d'Europe orientale a récemment publié des chiffres concernant l'assistance financière qu'il apporte aux pays en développement, et dont on sait peu de chose. Il s'agit là d'un bon présage qui incite à penser que tous les pays socialistes pourraient à l'avenir suivre cet exemple, démontrant ainsi que la contribution à l'application des dispositions pertinentes de la Décennie des Nations Unies pour le développement est effective.

232. Il existe également d'autres domaines dans lesquels les pays du Groupe D doivent apporter une assistance substantielle, notamment :

a) l'inclusion dans leurs plans de développement de mesures appropriées qui prévoient une part croissante aux importations des produits en provenance des pays en développement, quel que soit leur système politique, économique et social et ce, par l'amélioration de leur système généralisé de préférences tarifaire et non-tarifaire;

b) l'identification de possibilités commerciales réelles résultant des programmes multilatéraux existant au sein du CEM, notamment en ce qui concerne les produits finis et semi-finis;

c) la possibilité réelle de participation des pays en développement aux activités des entreprises commerciales agro-industrielles créées par les pays socialistes avec des entreprises d'autres pays développés (coopération tripartite);

d) la participation active aux projets de développement des pays en développement par une utilisation réelle des ressources du Fonds spécial créé en 1973 par la Banque internationale d'investissement, en améliorant les conditions d'octroi des prêts et en diffusant le plus largement possible auprès des pays en développement des informations sur le Fonds. Par ailleurs, on devrait faciliter l'utilisation du rouble transférable dans les transactions commerciales.

- e) le financement par les banques internationales d'investissement de projets nationaux soit directement soit par l'intermédiaire des banques régionales de développement en vue de promouvoir l'utilisation des matières premières locales dans leurs programmes d'industrialisation;
- f) l'accroissement de la part des monnaies convertibles dans les mesures totales destinées à l'assistance financière aux pays en développement;
- g) l'adoption de mesures appropriées en vue de garantir aux pays en développement des prix justes et rémunérateurs calculés d'une manière qui tienne compte de l'aggravation de l'inflation mondiale;
- h) la réduction des taux d'intérêt affectant les crédits aux fournisseurs;
- i) la possibilité pour les pays en développement de rembourser les prêts consentis par l'Etat grâce à l'exportation de produits manufacturés;
- j) l'extension sans discrimination, du co-financement aux pays en développement sur une base bilatérale et multilatérale;
- k) une acceptation claire et un engagement à atteindre l'objectif de 0,7 p.100 pour l'ADP fixé dans la stratégie internationale de développement pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement et réaffirmé pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ils devraient en outre appliquer intégralement et rapidement la résolution 165 (S-IV) du Conseil du commerce et du développement et transformer tous les prêts en cours des pays en développement accordés au titre de l'aide publique au développement en dons, notamment ceux des pays les moins avancés;
- l) l'augmentation de leur contribution en monnaies convertibles au PNUD;
- m) démarche auprès des pays développés pour qu'ils augmentent leur contribution au PNUD et à d'autres institutions pertinentes du système des Nations Unies en vue de la promotion du commerce entre les pays en développement et les pays socialistes d'Europe orientale;

n) la création éventuelle d'entreprises communes de transport maritime et aérien entre pays socialistes et pays en développement, en partageant notamment les coûts des installations et les frais de manutention;

o) la formation d'Africains en vue de l'entretien de l'équipement fourni par les pays socialistes d'Europe orientale.

233. Les pays en développement devraient :

- a) rendre leurs produits d'exportation plus compétitifs;
- b) intensifier leurs activités de promotion commerciale en ouvrant des missions commerciales et en participant aux foires commerciales organisées par les pays socialistes.

234. La CNUCED devrait :

- a) adopter un programme global sur les relations commerciales et économiques entre pays en développement et pays socialistes d'Europe de l'Est;
- b) en collaboration étroite avec les institutions régionales des Nations Unies, accroître l'assistance technique aux pays en développement en vue de leur permettre de profiter du commerce entre les pays socialistes et les pays en développement. A cet égard, les efforts devraient être intensifiés avec l'aide financière du PNUD en vue de mettre en œuvre un programme de recherche, de formation et de diffusion de l'information qui profiterait aux pays en développement.

Le Groupe estime qu'à l'avenir la tâche du secrétariat devrait consister à fournir une assistance opérationnelle aux pays en développement en ce qui concerne l'identification de possibilités commerciales nouvelles et les moyens d'en tirer profit, notamment par le biais des services appropriés consultatifs et d'assistance technique du Centre du commerce international.

COOPERATION ECONOMIQUE ENTRE LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (CEPD)
(Point 13e) de l'ordre du jour).

236. La Résolution 127(V) réaffirme que la CEPD constitue un élément basé dans les efforts déployés en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique et comme tel est basée sur la coopération et les intérêts communs entre tous les Etats. La résolution a défini également les priorités et autres domaines d'activités de la CEPD au sein de la CNUCED et invité les autres institutions et organisations spécialisées du système des Nations Unies à adopter des mesures appropriées de soutien en vue d'aider à la mise en oeuvre des activités de ce domaine en réponse aux initiatives des pays en développement contenues dans le Premier Plan à court et moyen termes d'Arusha sur les priorités globales pour la coopération économique entre les pays en développement.

237. Les domaines prioritaires concernant les activités de la CNUCED en matière de coopération économique entre pays en développement dans le cadre de la résolution 127(V) comprennent:

- a) mise en place d'un système global de préférences commerciales entre pays en développement;
- b) coopération entre organismes de commerce d'Etat des pays en développement;
- c) création d'entreprises multinationales de commercialisation entre pays en développement.

238. Pour ce qui est du premier des domaines prioritaires ci-dessus et comme suite aux recommandations formulées à la réunion ministérielle du Groupe des 77, qui a eu lieu à New York en septembre 1981, une réunion de hauts fonctionnaires s'est tenue à Genève, du 19 au 30 juillet 1982, pour élaborer le texte d'une déclaration ministérielle portant ouverture des négociations relatives au système global de préférences commerciales. Le 8 octobre 1982, les Ministres des affaires étrangères des Etats membres du Groupe des 77 ont adopté une déclaration en ce sens, arrêtant les principes et règles auxquels devrait obéir la mise en place d'un système global de préférences commerciales entre pays en développement, ainsi qu'un calendrier à respecter en la matière. Le Groupe des 30 s'attache actuellement à mettre au point des projets de propositions intéressant les aspects techniques du système global de préférences commerciales, qui seront présentés au Comité de négociation, à sa première session.

239. Conformément à la résolution 127(V), la CNUCED, agissant de concert avec le Centre du commerce international CNUCED/GATT et le Centre international pour les entreprises publiques dans les pays en développement (CIEP - Ljubljana, Yougoslavie), a organisé un colloque international des organismes de commerce d'Etat, qui a eu lieu du 29 mars au 2 avril 1982. A l'issue des travaux effectués pour donner suite aux décisions prises lors du colloque, on est convenu d'un texte de statuts d'une association des organismes de commerce d'Etat, auquel les organismes de commerce d'Etat intéressés des pays en développement seront appelés à souscrire.

240. En ce qui concerne les entreprises multinationales de commercialisation les consultations se poursuivent en vue de réunir les ressources que suppose le financement de l'assistance technique nécessaire pour favoriser la création de telles entreprises, d'abord au niveau régional.

241. En outre des domaines de priorité ci-dessus indiqués il existe d'autres activités de la CEPD contenues dans le Plan d'Action d'Arusha entériné par la résolution 127(V). Ces activités sont les suivantes :

- a) création d'entreprises multinationales de production entre pays en développement (MPEs);
- b) renforcement de l'intégration économique et de la coopération aux niveaux sous régional, régional et inter-régional;
- c) coopération monétaire et financière entre pays en développement;
- d) autres domaines de coopération tels que la technologie, les assurances, le Transport maritime, et les problèmes de transit et de transport des pays en développement sans littoral et insulaire

242. Le secrétariat de la CNUCED a tenu une série de consultations avec le gouvernement des pays en développement dans le but d'identifier les possibilités de coopération en vue de l'établissement d'entreprises multinationales de production dans les domaines de l'industrie des engrais, des produits en caoutchouc, de la pâte à papier et du papier. L'analyse des données a permis d'identifier un grand nombre de produits spécifiques dans les secteurs

industriels précités ainsi que des produits chimiques, sidérurgiques, métalliques et des matériaux de construction comme constituant les domaines les plus prometteurs en ce qui concerne l'établissement des capacités nouvelles devant servir de base pour l'établissement de contreprises et d'autres types d'arrangements en matière de collaboration industrielle.

243. Une impulsion nouvelle a été donnée à la coopération et à l'intégration économique régionales et sous-régionales. De nouveaux groupements ont accomplis des progrès dans l'exécution de leurs programmes d'intégration et de libéralisation des échanges; et certains groupements traditionnels procèdent ou ont déjà procédé à l'adaptation de leurs instruments à la situation économique réelle de leurs pays membres. Divers groupements d'intégration et de coopération économique de pays en développement ont continué à bénéficier d'une assistance technique et d'un appui dans tous les domaines.

244. Au niveau inter-régional, un certain nombre de voyages d'étude ont été organisés à l'intention des chefs des secrétariats de groupements d'intégration économique auprès de groupements similaires dans d'autres régions en développement. En plus d'un échange de données d'expérience sur le fonctionnement des divers instruments d'intégration, ces voyages d'étude ont également permis d'identifier des possibilités de coopération mutuelle entre groupements.

245. Conformément au paragraphe 11 du dispositif de la résolution 127 (V), certaines mesures ont été prises en vue d'aider les pays en développement à diversifier la composition de leurs échanges sur le plan géographique et à les diversifier structurellement grâce à des contacts directs et indirects entre hommes d'affaires au niveau inter-régional. Par ailleurs, des études effectuées par la CEA et la CEPAL sur la coopération inter-régionale dans les domaines suivants : (a) commerce et finance, (b) sciences et technologie, (c) mise en valeur des ressources humaines, ont servi de base à la réunion commune CEA/CEPAL des experts gouvernementaux d'Afrique et d'Amérique latine sur la coopération économique et technique. Les conclusions de la réunion ont été transmises comme recommandations aux gouvernements, aux deux commissions, à la CNUCED et aux institutions internationales pour qu'ils prennent les mesures consécutives appropriées.

246. Entretemps également les secrétariats des groupements d'intégration économique sous-régionale et régionale entre les pays en développement ont adopté un Programme global en vue de la coopération entre eux. Ledit programme fournit des mesures visant à renforcer l'intégration économique, la coopération technique accrue et l'échange d'information, les modalités de participation des groupements d'intégration et de coopération économique aux programmes CEPRD inter-régionaux aussi bien que des mesures institutionnelles en vue de la mise en oeuvre et de l'obtention du soutien dudit programme.

247. Le renforcement des arrangements financiers et monétaires existants et la création de nouveaux arrangements entre pays en développement ont été une préoccupation majeure du secrétariat de la CNUCED en collaboration avec les Commissions économiques régionales et plusieurs institutions monétaires des pays en développement. La faisabilité de l'établissement de liens entre les arrangements de compensation des pays en développement a été assez profondément examinée par les représentants de divers arrangements de compensation et de paiements, dans le cadre du Comité de coordination des arrangements multilatéraux de paiements entre les pays en développement. Ce comité a fait remarquer que la création d'arrangements de paiements inter-régionaux couvrant tous les pays en développement semblait trop ambitieuse pour le moment. Il a toutefois reconnu qu'on pourrait adopter une approche plus modeste qui consisterait à lier deux ou plusieurs arrangements de compensation de manière à préserver entièrement leur autonomie.

248. Dans ce même cadre, les représentants d'arrangements de crédit ont également examiné les moyens possibles de collaboration entre les arrangements régionaux de crédit en vue du soutien des balances des paiements. Ils ont proposé deux procédures comme étant plus convenables en vue d'initier les arrangements pour un soutien mutuel d'institutions de crédit : (a) dépôts bilatéraux directs entre de telles institutions et (b) soutien financier indirect par le biais des investissements avec les entités bancaires internationales qui pourraient à leur tour fournir un appui financier aux institutions régionales de crédit désirant des fonds.

249. Pour l'heure, les activités du Secrétariat de la CNUCED portent aussi sur le renforcement des banques de développement sous-régionales et régionales et, en collaboration avec les institutions financières intéressées, sur l'aide aux pays en développement dans les travaux préparatoires en vue de la création d'une Banque des pays en développement.

250. Alors que les activités mentionnées plus haut se sont concentrées sur l'expansion et la promotion des échanges, d'autres également importantes concernant les domaines tels que le transfert de technologie, les assurances, le transport maritime et les problèmes de transit et de transport des pays en développement sans littoral et des pays en développement insulaires ont été abordées dans le cadre plus large des efforts des pays en développement dans les domaines concernés.

251. La coopération économique entre pays en développement est un élément capital de la stratégie d'autonomie collective et un instrument essentiel de promotion des changements structurels qui pourraient contribuer à la réalisation d'un processus équilibré et équitable d'un développement économique global. Afin de permettre aux pays en développement de renforcer leur coopération et de faire face à leurs besoins en matière de développement, il importe que des actions concrètes coordonnées soient prises aux niveaux national, sous-régional et régional. Les mesures au niveau national dans la région Afrique devraient inclure l'établissement de centres de liaison là où ils n'existent pas afin de s'attaquer à la plupart des domaines prioritaires.

252. L'autonomie dans ce cadre de la CEPD est une stratégie qui a placé la responsabilité primordiale sur les pays en développement eux-mêmes pour continuer à mobiliser leurs ressources et trouver des solutions adéquates renforçant les activités de la CEPD. En conséquence, le Groupe Africain du Groupe des 77 demande aux pays en développement de fournir, le cas échéant, d'autres mesures d'appui et des ressources à la CEPD afin de traduire dans les faits le concept d'autonomie collective. A cet effet les pays en développement ayant plus de moyens que d'autres devraient contribuer de façon substantielle aux activités de la CEPD.

253. Il faudrait renforcer le mandat de la CNUCED dans le domaine de la CEPD tel qu'il est défini dans la résolution 127(V) en fournissant à la CNUCED des ressources accrues qui lui permettent d'apporter son plein appui aux activités en matière de CEPD.

254. Dans tous les domaines d'activités de la CEPD indiqués dans la résolution 127(V), le Groupe Africain du Groupe des 77 demande l'appui des pays développés, de la CNUCED, du CCI, et d'autres organisations internationales pour :

- i) La conduite des négociations pour le système global de préférence commerciales;
- ii) la réalisation rapide de l'étape opérationnelle du système d'information commerciale;
- iii) la mise en œuvre du programme de travail de l'Association de organismes de commerce d'Etat des pays en développement par la fourniture de la formation et des services techniques consultatifs, la participation dans les activités fondamentales de recherche de l'Association des organismes de commerce d'Etat, et la mise à jour périodique du Répertoire des Organismes de commerce d'Etat;
- iv) le renforcement de la capacité de promotion des entreprises multinationales de production par l'identification, la préparation de projets, l'appui aux négociations et l'élaboration d'arrangements financiers;
- v) l'intensification des activités dans le domaine des entreprises multinationales de commercialisation y compris la coopération en matière d'achat à l'importation, en particulier la convocation rapide de réunions sectorielles;
- vi) la mise en œuvre du programme pour la coopération entre les groupements de coopération et d'intégration économique établi par leurs secrétariats y compris en particulier un programme de recherche sur l'intégration économique, des programmes de coopération sectoriel sectorielle entre les groupements et l'intensification de l'information mutuelle ainsi que de la coopération technique;
- vii) l'aide aux pays en développement dans leurs efforts de coopération monétaire et financière y compris leurs études de faisabilité à propos de la Banque pour les pays en développement dont la création est envisagée, les accords de paiements de compensation et de crédit connexes, les activités multilatérales de financement et de refinancement des exportations, l'analyse du rôle des institutions multilatérales de financement du développement dans les projets de la CEPD et des systèmes de garantie multilatérale pour les investissements dans les pays en développement et entre eux;

- viii) l'institutions, aux niveaux sous-régional, régional et interrégional d'arrangements de paiement et de compensation;
- ix) le lancement d'études et l'élaboration de propositions concrètes pour la coopération en matière énergétique entre pays en développement;
- x) l'intensification de l'aide et l'élaboration de programmes pour intensifier la coopération alimentaire aux niveaux sous-régional, régional et interrégional y compris la promotion de livraisons mutuelles de produits alimentaires, la rationalisation des importations alimentaires et la coopération en matière de création de réserves alimentaires aux niveaux national ou multi-national;
- xi) la prise en considération accrue de l'aspect des activités de CEPE dans les domaines du transfert et du développement de la technologie, les activités d'assurance et de réassurance, les problèmes de transit et de transport des pays en développement sans littoral et les pays en développement insulaires et le transport maritime.

ASSISTANCE AUX MOUVEMENTS DE LIBERATION NATIONALE RECONNUS PAR DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES REGIONALES (point 13 (f) de l'ordre du jour)

255. A sa cinquième session, tenue à Manille en 1979, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a adopté, sur l'initiative du Groupe des 77, la résolution 109 (V) concernant l'assistance aux mouvements de libération nationale reconnus par des organisations intergouvernementales régionales. Dans cette résolution, la Conférence priait le Secrétaire général de la CNUCED, agissant dans la perspective de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, de faire entreprendre des études dans le domaine de compétence de la CNUCED, en ce qui concerne les peuples et les pays considérés, en collaboration avec leurs mouvements de libération nationale respectifs reconnus par des organisations intergouvernementales régionales.

256. En conséquence, le secrétariat de la CNUCED a établi deux études de consultants (TD/B/669 et Add.1 et TD/B/670) concernant respectivement, la situation économique du peuple palestinien dans les territoires arabes occupés, et la situation économique en Namibie et en Afrique du Sud. Ces deux études, dont les auteurs s'efforçaient de donner une vue d'ensemble de la situation économique du peuple palestinien dans les territoires occupés par Israël, ainsi que de la situation économique existant en Namibie et en Afrique du Sud sous le gouvernement de la minorité, ont été présentées au Conseil du commerce et du développement à sa vingt-troisième session, tenue en septembre 1981. Le Groupe a remercié le secrétariat de la CNUCED des deux études ainsi établies en application de la résolution 109 (V) de la Conférence, mais il a aussi examiné la nécessité d'autres études approfondies, en particulier d'une analyse sectorielle plus complète et plus poussée de la situation économique du peuple palestinien toujours soumis à la domination étrangère, et de celle du peuple namibien à la suite de l'occupation illégale de la Namibie par le régime raciste d'Afrique du Sud.

257. Le Groupe attache beaucoup d'importance à l'assistance de la CNUCED aux mouvements de libération nationale, et donc à la mise en oeuvre des résolutions du Conseil du commerce et du développement (TD/B/L.603 ET TD/B/L.604) qui demandent au Secrétaire général de la CNUCED, dans le cadre

de la Stratégie du développement pour la troisième Décennie du développement, de faire une étude d'ensemble approfondie de la situation économique du peuple palestinien dans les territoires palestiniens occupés, ainsi qu'une analyse détaillée de son potentiel de développement dans les divers secteurs, et de formuler des propositions de différentes stratégies de développement possibles en collaboration avec l'OLP, et aussi de préparer, en collaboration avec la SWAPO et en consultation avec les institutions et organismes des Nations Unies compétents et le Comité de libération de l'OUA, une étude sociale et économique d'ensemble sur la Namibie en suivant le modèle de l'étude sur le Zimbabwe (Zimbabwe : Towards a new order - An economic and social survey, 1980), effectuée par la CNUCED en tant qu'agent d'exécution et financée par le PNUD. A cet égard, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie est invité à collaborer avec la CNUCED à l'élaboration de cette étude. Aux termes de ces résolutions, le PNUD était en outre invité à mettre à la disposition de la CNUCED des ressources additionnelles en vue de l'établissement desdites études. Le Groupe constate toutefois avec regret et beaucoup d'inquiétude que le PNUD n'a pas encore fait droit à cette demande.

258. Le Groupe affirme son appui sans réserve aux activités d'assistance de la CNUCED en faveur des mouvements de libération nationale et, dans cet ordre d'idées, est reconnaissant au Secrétaire général de la CNUCED d'avoir entrepris les études prévues par la résolution 109 (V) de la Conférence et les résolutions ultérieures du Conseil du commerce et du développement. A cet égard, il se félicite de la préparation, par le secrétariat de la CNUCED, d'une étude plus détaillée de la situation économique du peuple palestinien dans les territoires occupés, ainsi que des problèmes et perspectives de développement à plus long terme, comme première étape d'une analyse globale et approfondie. Néanmoins, étant donné le caractère d'urgence que revêt, selon lui, l'achèvement des études mentionnées plus haut, le Groupe prie le Secrétaire général de la CNUCED d'accélérer les travaux dans ce domaine. A ce propos, le Groupe demande au PNUD d'accorder un rang élevé de priorité au programme

de la CNUCED en la matière et de fournir à cette dernière les ressources supplémentaires nécessaires.

259. A cette fin, les pays africains membres du Conseil d'administration du PNUD devraient, par une participation plus active, redoubler d'efforts en vue d'obtenir les résultats souhaités.

260. Les pays et organisations membres qui en ont les moyens sont invités à faire des contributions en vue d'augmenter les ressources destinées à la CNUCED et à d'autres organismes chargés d'assister les mouvements de libération.

QUESTIONS INSTITUTIONNELLES (point 13 (g) de l'ordre du jour)

261. Il est établi que des décisions ont été prises au niveau du Conseil de la Conférence et de l'Assemblée générale en ce qui concerne la nécessité d'une organisation générale chargée de s'occuper de manière intégrée des problèmes du commerce et du développement et des questions connexes. Ce qui reste à faire, c'est à prendre une décision spécifique de mise en oeuvre.

262. Il est en conséquence recommandé que l'Assemblée générale réaffirme :

- a) que les institutions existantes, aussi étroitement que puissent être coordonnées leurs activités et leurs procédures opérationnelles ne seraient pas capables de s'acquitter du rôle envisagé pour une organisation générale chargée des problèmes du commerce et du développement et des questions connexes;
- b) que sans la création d'une organisation générale, et cela avec le moins de retard possible, les problèmes urgents des pays en développement ne pourraient être examinés efficacement et en totalité -- ce qui nuirait aux efforts qu'ils déploient pour leur développement et leur progrès.

263. Il est établi que les résolutions de la Conférence, en particulier les résolutions 81 (III); 90 (IV) et 114 (V), ainsi que les recommandations pertinentes du Groupe spécial d'experts et la résolution de l'Assemblée générale relative à la restructuration et au nouvel ordre économique international, ont reconnu la nécessité de renforcer le fonctionnement de la CNUCED eu égard à son rôle reconnu de cadre de négociation et en tant qu'instrument efficace et qu'élément essentiel du processus de restructuration.

264. Il est donc recommandé :

- a) que l'Assemblée générale adopte une résolution donnant au Conseil du commerce et du développement le mandat clair et spécifique d'entreprendre une étude approfondie sur les moyens de mettre sur pied une organisation internationale générale qui s'occuperait, de manière intégrée, de tous les aspects du commerce et du

développement et des questions connexes. Pour faire cette étude, le Conseil pourrait adopter la procédure la plus pratique et la plus efficace, sans exclure le recours à des consultants et pourrait, si nécessaire, consulter les organisations et organismes existants intéressés du système des Nations Unies y compris les Commissions économiques régionales et tenir compte de leur compétence, de leurs fonctions et de leurs activités. Un rapport de fond sur la question sera soumis au Conseil du commerce et du développement à la (seconde) partie de sa session de 1985,

- b) qu'en attendant le résultat final de l'étude sus-mentionnée, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies soit invité à mener à une conclusion rapide les consultations avec le Secrétaire général de la CNUCED et à introduire rapidement des mesures spécifiques destinées à donner suite aux précédentes recommandations figurant dans diverses résolutions de la Conférence et entérinées par l'Assemblée générale, notamment sur les points suivants :
- 1) assurer à la CNUCED la couverture opérationnelle dans les domaines budgétaire, financier et administratif;
 - 2) déléguer au Secrétaire général ou au Conseil les pouvoirs correspondants en matière budgétaire et sur les questions opérationnelles;
 - 3) le Secrétaire général de la CNUCED devrait étendre la portée des contacts et des consultations avec les commissions économiques régionales et les chefs de secrétariat d'autres organisations internationales intéressés afin d'éviter le double emploi et d'assurer la coordination comme il est demandé dans la résolution 45 (VII) du Conseil du commerce et du développement.
- c) que la Conférence décide d'établir à un haut niveau, dans le cadre de la CNUCED, un mécanisme de consultation approprié qui se réunirait chaque année au niveau ministériel avec un ordre du jour convenu préalablement;

- d) que la Conférence prenne également une décision claire afin de préciser le mandat du Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme et de fixer les procédures à suivre pour l'évaluation externe et interne en ayant toujours présent à l'esprit le fait que le Groupe de travail devrait contribuer à faciliter le fonctionnement efficace de la CNUCED et de ses organes subsidiaires, ainsi que la mise en oeuvre des décisions et du programme de travail de la CNUCED;
- e) qu'il devrait être clairement entendu que rien de ce qui figure dans les paragraphes ci-dessus ne porte atteinte ou ne fait obstacle à la réalisation de l'objectif fondamental, à savoir la création d'une organisation générale comme il est envisagé dans la résolution 1995 (XIX), telle qu'elle a été modifiée.

205. Enfin, étant donné que l'étude approfondie (mentionnée ci-dessus) serait complexe et difficile et qu'il faudra donc de longs délais pour la mener à bien, la Conférence réexaminera la question à sa septième session, à laquelle le Secrétaire général de la CNUCED et le Conseil du commerce et du développement présenteront les rapports de fond appropriés.